

Alain PELLET

PIERRE MENDES FRANCE ET LES EVENEMENTS DE
MAI ET JUIN 1968

UNIVERSITE de PARIS
Faculté de Droit et des Sciences Economiques

PIERRE MENDES FRANCE ET LES EVENEMENTS DE MAI ET JUIN 1968

Mémoire pour le Diplôme d'Etudes Supérieures de Sciences Politiques
présenté et soutenu par

Alain PELLET

à la session d'Octobre 1969

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce Mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

" Le socialisme doit devenir une réalité dès le premier acte de la révolution parce qu'il doit être déjà prêt dans la conscience et dans l'action de ceux qui font la révolution. "

H. Marcuse (L'Homme Unidimensionnel, p. 66)

INTRODUCTION

" Des modifications profondes sont nécessaires. Elles peuvent s'opérer paisiblement. Mais si les forces conservatrices font obstacle aux progrès (...) alors que ceux-ci s'opèrent par voie de mutations brusques."

Mendès France - L'Express - 11 Août 1960.

La tentation est grande de comparer le 13 mai 1968 au 13 mai 1958. Dans les deux cas, l'agitation de la rue a mis le régime en danger ; dans les deux cas le pouvoir débordé a semblé perdre le contrôle de la situation, dans les deux cas les Français ont recherché un "homme providentiel".

A vrai dire, là s'arrête la ressemblance. En mai 1958, la crise avait été prévue et en partie voulue par la classe politique ; ses origines peuvent être assez aisément circonscrites ; l'agitation de la rue fut limitée à Alger. Dix ans plus tard, la crise, plus "sociale" que "politique", la contestation globale du système économique et social, stupéfièrent les professionnels et les observateurs de la politique. Le besoin d'un homme providentiel se fit aussi moins nettement sentir et sa recherche fut sans doute davantage le fait des hommes politiques que de "l'opinion active" méfiante à l'égard de la classe politique traditionnelle, des situations établies, des droits acquis, rejetant "tout ce qui existait avant".

Pourtant, un homme semble avoir, en partie, échappé à cette méfiance : Pierre MENDES FRANCE.

A première vue, cette exception est assez surprenante. Le député de Grenoble, né en 1907, est déjà âgé ; or le "mouvement" est avant tout le fait des jeunes. Il a été, et il est resté, un "bon élève". Licencié en droit en 1926, diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques dont il sort troisième, il est le plus jeune avocat de France, avant de devenir le plus jeune docteur en droit ; or la crise de mai est, au départ, l'expression d'une révolte contre un système d'enseignement où il

semblait fort à l'aise ! Il est enfin un homme politique chevronné: député en 1932, sous-secrétaire d'Etat dans le second cabinet Léon Blum en mars 1938, il est Président du Conseil en 1954 et retrouve, en 1967, comme député de l'Isère, un siège au Parlement dont il avait été écarté depuis 1958. Or, les manifestants de mai montrent pour les institutions en général, et pour le Parlement en particulier, une indifférence assez méprisante.

Quant aux idées défendues par M. MENDES FRANCE, elles sont, au fond, très classiques et n'ont rien, en tout cas, de "révolutionnaire". En matière économique, elles sont, il est vrai, souvent originales (par exemple ses propositions de réforme du système monétaire international) et le socialisme moderne qu'il préconise est assez séduisant ; mais cette originalité demeure relative et il reste dans le cadre du système existant. En matière d'institutions politiques, ses idées sont caractérisées par leur aspect très traditionnel et le régime qu'il appelle de ses vœux ressemble singulièrement à la Troisième République. En politique étrangère enfin, il défend un "atlantisme" sans surprise et seule son attitude particulièrement généreuse pour le Tiers Monde, tranche un peu par rapport à celle de la majorité des hommes politiques français.

Pierre MENDES FRANCE est, ainsi qu'il aime à le rappeler, un "radical - socialiste" de 1932. Malgré cela, entre le 27 et le 30 mai 1968, il apparaît à beaucoup comme le "sauveur", seul homme politique traditionnel bénéficiant d'une certaine sympathie parmi les jeunes, seul à pouvoir se risquer dans les manifestations sans être hué, seul à bénéficier d'un respect presque unanime.

Il ne faut pas toutefois exagérer le rôle et l'importance de l'ancien Président du Conseil durant les événements de mai. Son heure de gloire fut courte, et cette gloire même ne fut pas éclatante. Peut-être les historiens écriront-ils l'histoire de "mai 68" sans jamais citer son nom ? Ils auront tort.

L'action de MENDES FRANCE durant cette période, l'écho que cette action a trouvé dans l'opinion sont intéressants à plusieurs points de vue : d'abord il a tenté d'analyser la crise et l'on peut voir à travers cette analyse comment un homme politique traditionnel mais "ouvert" a réagi en face d'un mouvement aussi déconcertant ; mais surtout, il est passionnant de se demander pourquoi - et dans quelle mesure - le "mouvement" a eu, pour lui, des égards assez surprenants et pourquoi, malgré cela, contrairement au général de GAULLE dix ans plus tôt, il n'a pas été porté au pouvoir.

...

. Méthodologie.

" Pierre MENDES FRANCE et les événements de mai et juin 1968 " ... A première vue, le sujet de ce Mémoire est clair. Mais à vrai dire, un triple problème de délimitation se pose.

En premier lieu, celui de la délimitation dans le temps. Pour les hommes politiques - au moins ceux de l'opposition ... - "mai 68" a vraiment commencé le 11 mai, date des barricades de la rue Gay-Lussac. Mais, comme tout le monde, l'ancien Président du Conseil était préparé par ses prises de position antérieures, par sa carrière passée, à réagir d'une certaine manière face à cette grande remise en question de l'ordre établi.

De même, il aurait été impensable d'examiner les dits et gestes de Pierre MENDES FRANCE en s'arrêtant au 31 mai 1968. Homme politique, son action durant cette période a trouvé un aboutissement dans les élections de juin. Encore ces élections ne marquent-elles pas la fin de sa carrière politique, et, durant l'année 1969, en particulier lors des élections présidentielles, les positions prises un an plus tôt, ont considérablement influencé son attitude et lui ont souvent été rappelées.

Néanmoins, la base de cette étude est constituée par la réflexion et l'action du député de Grenoble entre le 11 mai et le 30 juin 1968, ainsi que par le retentissement de ses prises de position dans l'opinion. En "amont" et en "aval" de ces deux dates, seuls nous retiendront les éléments nécessaires pour comprendre l'attitude de M. MENDES FRANCE à cette époque et ses conséquences directes durant l'année qui a suivi.

Un autre problème se pose : cette étude a pour centre d'intérêt un homme. Mais un homme n'est jamais seul. Il a un entourage, des amis, des alliés. Un homme politique important n'écrit pas, en général,

ses discours lui-même ; ses articles dans les journaux sont élaborés par son "brain trust". Ainsi, les numéros du Courrier de la République consacrés à la crise de mai ou à ses suites, n'ont pas été rédigés par M. MENDES FRANCE. Il est pourtant totalement engagé par eux. En fait, la plupart du temps, il est absolument impossible de discerner ce qui lui appartient en propre de ce qui vient de ses amis. Il y a entre un homme politique et son entourage une interaction tellement étroite qu'il est aussi difficile qu'inutile de tenter de la démêler. Il suffit d'en être conscient et de signaler tel ou tel apport lorsqu'il s'agit d'un point important.

Enfin, il était primordial d'étudier "l'impact" des déclarations et de l'action du Président MENDES FRANCE sur l'opinion publique. Etude difficile, souvent fragmentaire du fait de l'absence de documents précis et que nous avons dû, malgré quelques incursions dans des journaux britanniques et helvétiques, limiter à la France.

Faire un travail rigoureusement scientifique sur des événements vieux d'un an seulement, est une gageure impossible à tenir.

La limitation récente des Mémoires pour le D. E. S. de Sciences Politiques à un petit nombre de pages oblige à faire un choix parmi les renseignements dont on dispose, mais ce choix est rendu difficile par la proximité dans le temps du sujet étudié.

Le problème de la limite entre l'histoire et le journalisme se pose aussi. Le recul dans le temps permet à l'historien d'écarter les indices sans importance, les faits peu significatifs. Et si la vérité historique est le but visé par ce Mémoire, force est de reconnaître que le "journalisme" y est souvent cotoyé.

Pour opérer les choix indispensables, il a fallu partir d'une hypothèse de travail aussi claire que possible et néanmoins suffisamment ouverte pour n'empêcher aucun changement d'orientation. Cette hypothèse élaborée à partir des éléments dont l'auteur disposait en commençant ce travail - essentiellement sa participation directe à certains des événements étudiés et un Mémoire antérieur consacré à M. Pierre MENDES FRANCE (1) - peut s'énoncer ainsi :

1. M. MENDES FRANCE a toujours voulu être un "homme - recours" en cas de crise nationale,
2. En mai 1968, les Français recherchaient un homme providentiel,
3. La rencontre entre les ambitions de l'ancien Président du Conseil et les aspirations des Français ne s'est pas faite.

Le caractère assez vague de ces propositions tient au sujet lui-même. Il s'agit d'un homme ; or, les réactions humaines ne se font pas toujours selon un plan rationnel, logique ; elles dépendent de certains facteurs très personnels. Surtout, l'action politique se laisse mal enfermer dans les cadres rigides d'un travail universitaire et il est très difficile de réduire à l'essentiel une action de chaque instant, liée à l'évènement.

De plus, on ne choisit pas d'entreprendre une telle étude si l'on n'éprouve pas de la sympathie pour l'homme politique qui en est l'objet et malgré tous les soucis d'objectivité que l'on peut avoir, il est impossible que certains préjugés ne nous aient pas conduit, non pas à déformer les faits, mais à les interpréter d'une manière sans doute discutable. Cela est d'autant plus probable que nous avons été, assez souvent, spectateur direct des événements décrits. Or, l'on a toujours tendance à privilégier les faits dont on a été témoin ; et ceci est probablement vrai, également, pour les personnes que nous avons interrogées.

(1) PELLET (Alain) - Une Morale de la République (Pierre MENDES FRANCE et les Institutions Politiques). Mémoire préparé à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris sous la direction de M. Jean TOUCHARD, 1968, 246 ff.

Enfin, Pierre MENDES FRANCE est un homme politique, un homme d'action. Son style "sérieux", son goût pour la réflexion, facilitent la tâche des auteurs de Mémoires qui lui sont consacrés, mais il n'a tout de même pas un souci constant de la "mendésologie" ! Il ne collectionne pas les documents qui ne peuvent plus être utilisés par lui, etc... Et, s'il est, sans aucun doute, partisan de la politique au grand jour, si c'est, la plupart du temps, l'attitude de son entourage, il est arrivé que certaines questions ne reçoivent pas de réponse ; rançon de l'actualité du sujet.

Savoir que l'on ne fait pas un travail parfaitement scientifique, ne signifie pas que l'on se résigne à l'empirisme. Dans la mesure du possible, au contraire, toutes les méthodes des sciences sociales ont été utilisées, sans toutefois, aucun parti pris de modernisme.

Ainsi, pour exploiter les documents écrits, avons-nous eu recours aussi bien à l'analyse globale classique qu'à l'analyse scientifique moderne. Les documents sont particulièrement nombreux et riches. En premier lieu il faut citer, source extrêmement importante, le petit livre que M. MENDES FRANCE a publié au début du mois de juin 1968 : Pour Préparer l'Avenir - (Propositions pour une action) - Ed. Denoël, Paris, 128 p. Les journaux ont reproduit très largement les déclarations faites durant le mois de mai par le député de Grenoble et nous avons eu la chance de pouvoir consulter le seul jeu complet de tracts électoraux distribués durant la campagne dans la deuxième circonscription de l'Isère (1). Malheureusement, les discours prononcés à ce moment par les candidats, n'ont pas, pour la plupart, été enregistrés ni reproduits par écrit et il nous a fallu nous contenter des notes que nous avons prises lorsqu'il nous a été donné d'y assister.

(1) Ces tracts sont reproduits aux annexes (annexe 8)

Pour tous ces documents nous avons tenté de faire une analyse quantitative du vocabulaire (1) qui permet de rendre compte de la pensée de leur auteur, avec la plus grande fidélité possible. Mais, grâce au recours à l'analyse du contenu, l'aspect qualitatif n'a pas été négligé, et il nous a paru indispensable de tenir compte du contexte dans lequel ils ont été publiés et de l'impact recherché sur l'opinion.

Pour étudier cet impact - et d'une façon générale, la réception par l'opinion de l'image de M. MENDES FRANCE - plusieurs techniques ont été utilisées conjointement. Avant tout, bien sûr, les sondages d'opinion. Malheureusement, il existe peu d'enquêtes de ce genre que nous puissions utiliser : une seule mentionnant le nom du député de l'Isère a été effectuée en mai 1968 à notre connaissance (2) ; encore sa portée est-elle limitée.

Il aurait été sans grand intérêt d'effectuer des sondages "rétrospectifs", les difficultés que pose l'administration de tels questionnaires sont trop grandes comparées aux résultats que l'on peut en attendre. Si en mai 1969 on demande, par exemple : " en mai 1968 qu'avez-vous pensé de l'attitude de Pierre MENDES FRANCE ? ", il est très probable que la réponse indiquera plutôt les sentiments de la personne interrogée en 1969 que ceux qu'elle avait un an plus tôt. Mieux valait donc comparer les sondages effectués par l'I.F.O.P. avant et après mai 1968 et essayer - prudemment - d'interpréter les écarts constatés.

Le dépouillement des journaux parus entre le 11 mai et le 30 juin 1968 donne également des indications sur la popularité et l'importance de M. MENDES FRANCE durant la crise. Quatre quotidiens parisiens ont été examinés avec soin, et une analyse de contenu sommaire effectuée sur chacun d'eux (3) Moins significatifs à cet égard sont les très

(1) Voir annexe 7.

(2) Voir Sondages, 1968, n° 2, p.87 et annexe 4 .

(3) Voir annexe 5 et chapitre III, section 2.

nombreux ouvrages parus sur les événements de mai. Leur consultation a néanmoins été indispensable, car certains contiennent des renseignements intéressants concernant le sujet de cette étude.

Mais si certains de ces ouvrages sont fort bien documentés, d'autres donnent des indications parfois fantaisistes, aussi a-t-il été nécessaire de vérifier systématiquement leur exactitude auprès des amis de M. MENDES FRANCE qui l'ont accompagné durant la crise de mai. Tous nous ont très aimablement reçu et se sont presque toujours montrés prêts à nous renseigner lorsqu'ils le pouvaient . (1)

Ces interviews étaient non directives et même, parfois, particulièrement libres : après avoir entendu le thème du Mémoire, les personnes interrogées étaient invitées à retrouver parmi leurs souvenirs ceux qui pouvaient être utiles, certaines précisions étant seulement demandées à la fin de l'entretien. Quel que soit le degré de liberté laissé à l'interlocuteur, toujours deux catégories de renseignements étaient recherchées : 1). des précisions sur les faits et actes de M. MENDES FRANCE lors de la crise de mai. 2). la confrontation de l'hypothèse de travail adoptée avec l'opinion de la personne interrogée.

Enfin, tout à fait à l'issue de ce travail de recherche, un long entretien avec le Président MENDES FRANCE nous a permis de préciser très utilement de nombreux aspects des problèmes traités et de formuler une conclusion - juste ou injuste - en connaissant l'opinion du principal intéressé.

(1) Voir annexe 9.

• Plan.

Puisqu'il s'agit d'étudier la rencontre d'un homme et d'une série d'évènements, la solution la plus facile serait de suivre un plan chronologique dont les mérites sont la clarté et la simplicité. Mais cela conduirait à mettre surtout l'accent sur les "faits et gestes" de Pierre MENDES FRANCE, et rendrait difficile d'en donner une interprétation. Sans pour autant procéder à des simplifications abusives, il n'est pas inutile d'essayer de dégager une certaine cohérence dans l'action des hommes politiques ... Il n'y a guère d'inconvénient à ce que chaque déclaration, chaque acte important de l'ancien député de l'Isère, soient étudiés successivement sous plusieurs aspects différents.

Le regroupement de ses attitudes par grands thèmes peut dans ce cas sembler séduisant : l'on étudierait tour à tour "P.M.F." face à la crise étudiante" ; "P.M.F." face à la crise sociale" ; "P.M.F." face à la crise politique", etc... Mais ce fractionnement arbitraire est excessif : M. MENDES FRANCE est un homme politique ; dans son action il doit tenir compte aussi bien et en même temps de l'occupation des usines, de celle des universités, ou d'une manifestation d'agriculteurs bretons. Quand il s'est rendu à Charléty, il y était avec des étudiants, des syndicalistes, des membres du P.S.U., etc... et ce geste a eu une importante répercussion sur toutes les couches de l'opinion.

Il semble donc plus logique d'essayer d'appréhender tout cela globalement en se plaçant le plus possible au point de vue de l'homme politique. En schématisant, on peut dire qu'il analyse la situation, qu'il agit, et que, ce faisant, il vise certains buts.

On peut donc étudier successivement :

- I. L'analyse faite par M. MENDES FRANCE de la crise de mai et les solutions qu'il a proposées.
- II. Sa tactique, c'est-à-dire son action au jour le jour ; partie essentiellement descriptive qui sera une relation assez minutieuse de ses faits et gestes.
- III. Sa stratégie ; chapitre où nous essaierons d'insérer la "tactique" dans un ensemble plus large, de l'examiner à la lumière de l'analyse, et de comprendre les raisons de son échec.

CHAPITRE I

L'ANALYSE

" Il n'y a pas d'exemple qu'un peuple,
qu'une nation ait jamais résisté à la
volonté de sa jeunesse. "

Pierre Mendès France. Gouverner c'est choisir
I Discours d'investiture et réponse aux
interpellateurs, p.12.

Etudier l'analyse de la crise telle que l'a faite M. MENDES FRANCE, avant de décrire son attitude, à mesure qu'elle se déroulait, peut paraître paradoxal. A vrai dire, ce le serait, si il s'agissait d'un autre homme politique. Mais le premier souci de l'auteur de La République Moderne face à une situation nouvelle est toujours de l'analyser posément afin de proposer des solutions adaptées et détaillées. "L'analyse, c'est le point de départ obligé, l'annonce d'une démarche globale ; c'est déjà, en elle-même, une politique" (1). Il faut ensuite tenter de faire triompher les solutions élaborées.

Cette démarche intellectuelle suscite parfois de graves malentendus et est souvent mal admise par les autres hommes politiques. Ainsi le 29 mai 1968, lors de la rencontre de M. MENDES FRANCE avec les dirigeants de la F.G.D.S., ses interlocuteurs, tout occupés de tactique politique, ne comprenaient pas la priorité qu'il accordait au programme à élaborer en commun (cf. infra, chapitre II, section 1).

Il est d'ailleurs remarquable que, parmi le très grand nombre d'ouvrages consacrés aux événements de mai, peu émanent d'hommes politiques importants. Pour certains, "mai" n'est qu'un prétexte pour assouvir leur rancœur à l'égard du régime gaulliste (c'est le cas de l'ouvrage de M. Georges BIDAULT (2)), tandis que les autres n'en parlent qu'incidemment (par exemple M. Guy MOLLET (3) ou M. François MITTERAND (4)).

1) SALEM (Daniel) - Pierre MENDES FRANCE et le Nouveau Socialisme, Travaux et Recherches de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, Série "Science Politique", n° 14, P.U.F., Paris, 1969, p.52

2) BIDAULT (Georges) - Le Point, Editions de la Table Ronde, Paris 1968, 343 p.

3) MOLLET (Guy) - Les chances du socialisme (Réponse à la société industrielle), Fayard, "En toute Liberté", Paris, 1968, 144 p.

4) MITTERAND (François) - Ma Part de Vérité (De la rupture à l'unité), Fayard, "En toute Liberté", Paris 1969, 208 p.

La brochure de M. Pierre MENDES FRANCE, Pour Préparer l'Avenir (précitée), parue au début du mois de juin 1968 présente des caractères très différents. Encore qu'elle puisse être comparée aux livres de M. Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER (1) ou du Club Jean Moulin (2), ce n'est pas l'oeuvre d'un sociologue, d'un politicologue ou d'un vulgarisateur de la science économique. L'auteur s'efforce d'y décrire non seulement les causes de la crise, non seulement les buts à viser, mais aussi les moyens de les atteindre. "La grande crise qui secoue le pays, et que Georges BIDAULT attise de réminiscences accusatrices, que Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER s'efforce d'insérer dans la démarche technologique, Pierre MENDES FRANCE se tient prêt à l'assumer en homme d'Etat". (3)

Les ambitions poursuivies par l'auteur de Pour Préparer l'Avenir sont d'ailleurs limitées. Il s'agit essentiellement de proposer des solutions pour l'action immédiate : "Je me limiterai à la transition, c'est-à-dire au programme à court terme". (4) Cela ne veut pas dire qu'il n'a pas réfléchi à des solutions à long terme, mais celles-ci sont moins circonstancielles, moins liées à la crise. On trouve à cet égard dans La République Moderne (5) un très grand nombre de suggestions que, selon M. MENDES FRANCE, les événements de mai n'ont pas rendues caduques. Il les a seulement complétées par la suite, notamment durant la campagne électorale de Gaston DEFFERRE, ou par les études parues dans le Courrier de la République. Mais il faut reconnaître qu'il fait partie - il aime d'ailleurs à le dire - des "hommes politiques qui se répètent" et il y a peu de décalage entre ses avertissements antérieurs à la crise, ses réactions immédiates face à l'explosion et ses propositions ultérieures. Il n'y a donc guère d'inconvénients à les examiner ensemble.

SERVAN-SCHREIBER (Jean-Jacques) - Le Réveil de la France ; mai-juin 1968, Denoël, Paris 1968, 128 p.
 Club JEAN MOULIN - Que Faire de la Révolution de mai, Le Seuil, coll. Jean Moulin, Paris 1968, 96 p.
 VIANSSON-PONTÉ (Pierre) - "Les trois premiers essais sur les journées de mai 1968", Le Monde, 22.6.68
 MENDES FRANCE (Pierre) - op.cit., p.68
 MENDES FRANCE (Pierre) - La République Moderne, Paris, N.R.F., coll. "Idées", 2ème éd. 1966, 320 p.

1. Le déclenchement de la crise.

M. MENDES FRANCE n'est pas un sociologue. A la différence d'un TOURAINE, il ne démonte pas tous les rouages du processus qui a mené à l'explosion de mai 1968. Les sociologues savent que "tout influe sur tout", mais "tout" ne peut être pris en considération pour définir une politique, or tel est le but de l'ancien Président du Conseil. Aussi se contente-t-il de mettre en lumière un certain nombre de points qui lui paraissent essentiels pour comprendre les causes de l'explosion.

M. MENDES FRANCE est resté un vieil étudiant. Quarante ans se sont écoulés depuis que, dirigeant de la LAURS, il menait les jeunes radicaux aux bagarres du Quartier Latin ; mais il a toujours gardé la nostalgie de cette époque et, en mai 1968, il s'est tout naturellement rangé "du côté des étudiants".

Pour l'ancien Président du Conseil, la jeunesse est à la fois le but et le moyen essentiels de toute politique. Et l'on pourrait parler de démagogie si cette véritable obsession datait de 1968 ; mais elle est bien plus ancienne. En 1953 déjà, il écrivait, préfaçant le texte de son premier discours d'investiture : "Il n'y a pas d'exemple qu'un peuple, qu'une nation, ait jamais résisté à la volonté de sa jeunesse" (1) et, dans sa déclaration du 19 mai 1968, il va jusqu'à dire : "Lorsqu'un conflit global et durable se développe entre un Etat et les forces du renouveau, c'est toujours l'Etat qui a tort". On peut en trouver l'explication dans un discours de 1955 : "Un régime qui n'a pas avec lui les couches neuves qui montent, qui ne jouit pas de leur foi et de leur coopération, un régime qui n'a pas le contact direct

(1) MENDES FRANCE (Pierre) - Gouverner c'est choisir I, Discours d'Investiture et Réponse aux Interpellateurs, Paris, Juillard, 1953, p.12.

avec la partie la plus vivante et dynamique de la masse populaire, la plus représentative de l'avenir, n'est pas vraiment un régime démocratique." (1)

" La jeunesse n'est pas une classe " (1), elle " n'a pas de problèmes spécifiques " (1) mais toutes les décisions prises par les hommes au pouvoir revêtent pour elle une importance particulière. " Tout problème, même général, retentit plus durement sur les jeunes que sur leurs aînés. L'Etat doit donc orienter ses décisions en fonction de l'avenir, en fonction des jeunes." (2)

En 1954, chef du gouvernement, M. MENDES FRANCE avait pressenti le malaise de la jeunesse, et, de cette époque, il avait gardé la conviction que la force d'inertie opposée à toute réforme par les syndicats d'enseignants et le ministère de l'Education Nationale empêcherait la rénovation "de l'intérieur" de l'Université. Cela n'avait pas empêché Cassandre de lancer des avertissements solennels. En particulier, plusieurs numéros du Courrier de la République ont été consacrés aux problèmes de l'enseignement. Parmi les plus récents on peut citer le n° 45 : " L'enseignement et la recherche"(déc.1966), le n°54 : "Formation professionnelle et Réforme de l'Enseignement" (août 1967), et le n°61 : "L'Ecole Nouvelle" (mars 1968).

On peut déceler une évolution récente des idées de M. MENDES FRANCE sur l'enseignement. Dans son discours du 11 novembre 1966 au Colloque de Caen, il annonce une crise et se prononce en faveur d'une Université de masse qui forme "tous les cadres dont la nation a besoin". (3) A peine un an et demi plus tard, dans son message au Colloque d'Amiens (15 mars 1968), ses appels se font plus pressants, presque angoissés : "La crise (de l'enseignement) a pris en France, malgré tous les témoignages d'autosatisfaction, non seulement des proportions, mais certaines tonalités alarmantes. Tragi-comédie de la prétendue prolongation

(1) MENDES FRANCE (Pierre) - La crise de la Démocratie (Discours prononcé à Evreux, le 23 juillet 1955) Publication de la Fédération de l'Eure du Parti radical et radical-socialiste, 1955, p.5

(2) Ibid. p.6

(3) v. Courrier de la République, n° 45, déc.1966 "L'Enseignement et la Recherche" ...

de la scolarité à 16 ans, incohérence d'un enseignement supérieur de masse dont on n'a été capable de définir ni l'objet, ni les avenues, situation de l'enseignement technique véritablement indigne d'un grand pays moderne, impréparation des jeunes à la vie active, etc..." (1)

Face à ce problème, l'ancien leader radical avait déjà dénoncé l'incurie des gouvernements de la Quatrième République. En 1955, il affirmait : "Trop de jeunes se détournent - et comme on les comprend! - d'un régime qui les ignore et les néglige." (2) La Cinquième n'a fait qu'aggraver ce déplorable état de chose. "On a négligé, on a sacrifié (...) l'Université, et pas seulement l'Université, pas seulement les écoles, l'enseignement, mais d'une manière générale tout ce qui concerne le sort de la jeunesse, les terrains de sport, les espaces verts, tout ce qui peut permettre l'épanouissement d'une jeunesse qui se cherche." (3)

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les jeunes aient été à l'origine de la crise de mai. " Ils ne lisent pas les journaux, ils ne connaissent pas les choses techniques, mais ils ont de l'intuition ; ils ont parfaitement compris que ce régime ne s'intéressait pas à eux, que l'enseignement, tel qu'il était donné, ne les préparait pas à l'avenir qui sera celui des hommes dans le siècle que nous vivons. Ils se rendaient parfaitement compte que les gouvernements étaient indifférents à leurs soucis." (4)

Et l'explosion de la révolte était d'autant plus inéluctable que l'enseignement supérieur - et cela, au milieu de tant de critiques, sonne comme un hommage - "ne peut être exclusivement orienté vers des objets techniques ; il conduit nécessairement à la multiplication d'individus épris d'autres valeurs et avides d'émancipation (...). Ainsi, les

-
- (1) v. Courrier de la République, n° 61,30 mars 1968, "L'Ecole Nouvelle - Message au Colloque d'Amiens".
- (2) MENDES FRANCE (Pierre) - La crise de la Démocratie, précit. p.6.
- (3) Allocution à la Télévision de Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE le 27.5.69 - intervention de Pierre MENDES FRANCE.
- (4) Allocution à la Radio de Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE, le 23.5.69 - intervention de Pierre MENDES FRANCE
- ...

enseignants ne forment pas seulement des savants ou des techniciens, mais aussi des hommes qui aspirent à la liberté et à la contestation". (1)

Tout naturellement, ce sont d'abord ces hommes qui vont remettre en question la société où nous vivons, qui auront le premier rôle dans le déclenchement et le déroulement de la crise de mai. C'est la raison pour laquelle M. MENDES FRANCE a introduit, selon une suggestion de M. KIEJMAN, un de ses amis, très favorable au mouvement étudiant, conseiller écouté durant cette période, une phrase très significative dans sa déclaration du 19 mai 1968 : "les transformations qui renouvelleront les conditions de la vie économique, sociale et politique (...) sont enfin devenues possibles, et, quoi qu'il arrive, ce sera le mérite des étudiants et des jeunes travailleurs venus se joindre à eux de les avoir rendues possibles, d'avoir réveillé la nation." Le rôle des jeunes est bien mis en évidence dans Pour Préparer l'Avenir où le mot "jeunesse" est utilisé 18 fois et le mot "étudiant", 21 fois. (2) Et il fallait un certain courage pour rappeler lors de la campagne pour les élections présidentielles de 1969 que "ce sont (les jeunes) qui ont vaincu de Gaulle." (3)

La manière dont l'ancien député de Grenoble parle "des jeunes", de "la jeunesse", peut sembler manquer de nuances et l'on peut penser qu'il y a plusieurs catégories de "jeunes", plusieurs jeunesses. Mais, au moins en ce qui concerne le mois de mai 1968, ce n'est pas l'avis de M. MENDES FRANCE car "c'est la répression maladroite, provocante du début qui a provoqué (sic) l'explosion la plus grave et qui a provoqué (sic) la solidarité totale d'une jeunesse qui, peut-être, autrement, en face d'événements de ce genre, n'aurait pas été entièrement réunie". (4)

(1) Courrier de la République, n° 70, mai 1969, "Les échéances qui approchent" - Discours prononcé à Grenoble par Pierre MENDES FRANCE, le 23 avril 1969

(2) Pour avoir des éléments de comparaison, voir annexe 7.

(3) MENDES FRANCE (Pierre), "Pourquoi j'entre dans cette bataille" - Le Nouvel Observateur, 19-25 mai 1969

(4) Allocution de Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE à la Télévision, le 27.5.69 - intervention de Pierre MENDES FRANCE

"Tout a commencé par l'extraordinaire poussée de la jeunesse. Quelques étudiants, minoritaires sans aucun doute, en ont été le fer de lance. Peu à peu, l'effervescence a gagné tous les étudiants de Paris, puis les universités de province, puis les jeunes parmi les travailleurs, puis toute la classe ouvrière." (1) "Pour que la Nation tout entière ait ainsi répondu, il fallait sans aucun doute que l'organisation de la société soit mauvaise (...). L'immense majorité des hommes et des femmes de ce pays souffrent du système de vie qui leur est proposé, mais ils ne disposent d'aucun moyen d'intervention pour le modifier, l'améliorer, participer à sa transformation. Ils constituent des syndicats, mais aucun dialogue véritable ne se développe entre ces syndicats et les pouvoirs publics. Ils élisent des assemblées, mais ces assemblées ne disposent d'aucun droit et ne peuvent d'aucune manière peser sur les décisions essentielles." (2)

De plus, en mai 1968, la conjoncture était particulièrement favorable à l'éclatement des mécontentements car la situation économique, notamment du fait du plan de stabilisation, était caractérisée par une sous-productivité endémique : sous-productivité des capitaux et en particulier stérilisation des avoirs en or et en devises accumulés dans les caves de la Banque de France ; sous-productivité des usines ; enfin, sous-emploi des hommes attesté par le chômage, à tel point que lors du dernier trimestre de 1967 " pour la première fois, depuis bien longtemps, l'ensemble des salaires distribués a représenté un pouvoir d'achat en diminution sensible ". (3) Cette situation catastrophique n'était que le résultat de la politique malthusienne du gouvernement qui s'est opposé à toute relance de l'économie par une augmentation du pouvoir d'achat et a sévèrement comprimé les salaires. Ainsi, "le régime gaulliste a porté jusqu'à la rupture une tension

(1) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, précit., pp.18-19

(2) Ibid., p.22

(3) Courrier de la République, n° 70, "Les échéances qui approchent", précit.

qui n'était pas apparue jusque là, mais qui a soudainement déclenché une série d'évènements sans précédent dans notre pays" (1).

M. MENDES FRANCE avait d'ailleurs prévu une crise de ce genre depuis fort longtemps, car, selon lui, le régime était faible malgré les apparences. Dès 1958 il en prédisait la chute prochaine (2). Cette chute tardant à se produire, sans se décourager, il n'en insiste pas moins dans La République Moderne sur la précarité du régime gaulliste : "tout le monde a conscience du caractère intérimaire du régime sous lequel nous vivons depuis 1958" (3), et il estime que sa fin catastrophique est inéluctable : "La France est maintenant devant un seuil politique (...). L'impatience de le franchir, l'impatience de reprendre l'initiative se manifeste de plus en plus chez les paysans comme chez les ouvriers, chez les étudiants comme chez leurs maîtres." (4) Dans son discours prononcé le 1^{er} mai 1966 au Colloque de Grenoble, il annonce que le pouvoir gaulliste disparaîtra "à la faveur de circonstances politiques qui ne sont pas encore très claires mais qui sont peut-être plus proches que certains ne le croient."

M. Pierre MENDES FRANCE trouve dans la crise de mai une confirmation éclatante de ses prévisions et il écrit dans Pour Préparer l'Avenir (pp. 62-63) : "Chacun est conscient maintenant de la fragilité d'un système que l'on prétendait solide et stable, mais dont l'inconsistance a éclaté en quelques heures : il a suffi qu'un seul homme s'absente, ou qu'il prononce, un jour, un mauvais discours."

(1) MENDES FRANCE (Pierre) - Pour Préparer l'Avenir, précit. p. 23.

(2) V. par ex. MENDES FRANCE (Pierre), Ed to ial, Cahiers de la République, n° 15, septembre-Octobre 1958. Interview à L'Express (27 nov. 1958) ou, un peu plus tard, Editor al non signé, Cahiers de la République, n° 49, oct. 1962.

(3) MENDES FRANCE (Pierre) - La République Moderne, précit. p.21.

(4) Ibid. p.310 ; V. aussi PELLET (Alain), Mémoire cité, pp. 85-88.

2. Le déroulement de la crise

Pas plus que le processus ayant conduit à la crise, M. MENDES FRANCE n'étudie son déroulement en sociologue. Il souligne seulement certains faits, certains problèmes qui lui paraissent importants, en particulier celui de la violence ; surtout, homme politique de l'opposition, il critique l'attitude du pouvoir face à la crise.

L'importance de l'explosion du mois de mai 1968 n'est jamais minimisée par l'ancien Président du Conseil. A cet égard une étude du Courrier de la République (1) donne bien le "ton" : "Le prodigieux mouvement de contestation qui partit de quelques étudiants de Nanterre pour entraîner par vagues successives et solidaires l'ensemble de l'université, de la jeunesse et des travailleurs, apparaît déjà comme un mouvement exceptionnel dans l'histoire de ce pays. (...). "Vous êtes tous concernés" scandaient les manifestants. Nous l'étions et nous devons le rester. "Les problèmes qu'ils ont soulevés sont nos problèmes, leur angoisse est notre angoisse, leur espoir peut être aussi le nôtre." La gauche "doit accorder à ce mouvement respect et sérieux, car la question qu'il lui pose est sérieuse et grave."

Mais un "mouvement" cela reste assez vague ... Si néanmoins le mot est souvent repris par M. MENDES FRANCE (7 fois dans Pour Préparer l'Avenir), c'est qu'il exprime l'idée de "marche en avant" qui caractérise bien les événements de mai. "Chacun livré à lui-même, il s'avérerait néanmoins que tous étaient capables de tirer dans la même direction. Hors de toute coordination centrale, hors de toute soumission des individus

(1) Courrier de la République, n° 63, mai-juin 1968. "La Jeunesse et la Gauche".
Les articles publiés dans le Courrier sont rarement écrits par Pierre MENDES FRANCE, mais aucun ne paraît sans son accord et il en relit - et souvent corrige - soigneusement le texte, aussi peut-on être assuré qu'ils reflètent fidèlement ses opinions. ...

à une organisation hiérarchique des tâches et des responsabilités (...) on découvrirait soudain qu'un grand nombre d'individus étaient néanmoins capables de coordonner leurs initiatives personnelles par une série d'ajustements mutuels et que l'ensemble ainsi formé possédait une cohérence et un dynamisme remarquables." (1)

Bien entendu, M. MENDES FRANCE utilise souvent le terme "crise" (9 fois dans Pour Préparer l'Avenir), suffisamment imprécis pour signifier n'importe quoi et d'usage fréquent dans le vocabulaire politique qui lui est familier, et parfois le mot "révolte". Dans sa déclaration du 19 mai 1968 il a qualifié la situation de "révolutionnaire" : "En refusant constamment, et depuis dix ans, de discuter aussi bien avec les représentants des ouvriers, des étudiants, des paysans qu'avec les élus du peuple, (...) le pouvoir a créé une situation révolutionnaire". Mais dans aucun discours officiel, dans aucun article il ne parle de "révolution". Et si le mot est utilisé deux fois dans son petit livre de 1968, ce n'est que pour s'appliquer à une situation limitée ("révolution dans l'enseignement secondaire", p. 86 et "révolution" en matière d'Université, p. 90).

Mais, dans la conversation privée, l'ancien député de Grenoble parle volontiers de "révolution" pour définir la crise de 1968. "Mai est une révolution car on n'a pas eu recours aux procédures légales. La révolution peut devenir utile si le système institutionnel ne permet pas à certaines catégories de personnes de se faire entendre légalement. En 1968, on avait, dans le pays, la conviction que l'on n'obtiendrait rien sans descendre dans la rue" (2). Mais toujours il ajoute : "Je regrette cette situation car je préfère les procédures légales, mais ce régime y oblige (2)". "Je ne suis pas partisan de la politique du pire, je ne me résigne pas aux souffrances qu'entraîne nécessairement une révolution même peu violente"(3).

(1) Ibidem.

(2) Nous transcrivons de mémoire des propos tenus par M. MENDES FRANCE en novembre 1968 lors d'une réunion avec des étudiants.

(3) Réunion électorale à la Bourse du Travail de Grenoble, 10 juin 1968.

Quelle que soit la définition exacte des "événements de mai", M. MENDES FRANCE s'est toujours attaché à montrer que cette "révolution" n'a pas été très violente et que, en tout état de cause, la responsabilité des violences n'est pas imputable aux manifestants. Cette défense traduit sans doute le souci d'un député sortant de gauche, défendant son siège contre le "parti de la peur", mais aussi, et surtout, la conviction d'un homme pour qui la démocratie est avant tout un éternel dialogue, un perpétuel échange d'idées, pour qui "faire de la politique" cela veut dire "convaincre".

L'ancien Président du Conseil souligne vigoureusement qu'en mai il y eut fort peu de violences. Cela, à première vue, est assez surprenant, mais "il suffisait de pénétrer dans ces enceintes "libérées", dans ces facultés et ces usines occupées pour comprendre que l'agressivité ne s'adressait nullement aux hommes, mais au système social, qu'il n'y avait pas violence contre les personnes, mais contre les institutions." (1)

Des troubles, des désordres et même des abus condamnables se sont produits ; comme toujours au cours de ce genre de manifestations des provocateurs ont pu se glisser dans les rangs des manifestants, mais ils étaient en tout petit nombre et n'ont guère eu d'influence. Dans l'immense majorité des cas, "il n'y a eu de violence que défensive et provoquée" (2). "Si les violences physiques que l'on a tant reprochées aux étudiants furent toujours défensives et provoquées", - l'identité des expressions utilisées est remarquable -, "elles n'en traduisent pas moins leur extraordinaire détermination". (3)

Etant donné la surchauffe des esprits - due en grande partie à "l'imbécile brutalité de la répression policière" (3) -, la seule

(1) Courrier de la République, n° 63, mai-juin 1968, précit.

(2) MENDES FRANCE (Pierre) - Pour Préparer l'Avenir, précit., p.20.

(3) Courrier de la République, n° 63, précit.

présence de la police semblait - et était - une provocation, un défi. Du reste, à Charléty, il n'y eut ni forces de l'ordre ... ni désordres. "Ça prouve bien que ce n'est pas par la force que l'on met fin à un drame de ce genre" (1).

Erreurs face aux étudiants (2), erreurs face aux travailleurs, les réactions du pouvoir face à la crise n'ont été selon l'auteur de Pour Préparer l'Avenir qu'une suite de graves erreurs.

M. MENDES FRANCE critique en particulier les méthodes qui ont été utilisées par le pouvoir. "Je suis, a-t-il dit à M. JEANNENEY, contre le recours à la matraque. Ce n'est pas en matraquant les jeunes que vous résoudrez les problèmes que pose la jeunesse, qui sont ceux que pose le pays tout entier. Vis-à-vis des uns comme des autres vous avez choisi l'autorité, le commandement, la répression" (3). Au dialogue avec la nation, le chef de l'Etat a préféré le monologue devant les généraux à Baden-Baden. Et le pouvoir a constamment oublié que les réformes octroyées sont de fausses réponses à l'angoisse du pays et que la "participation" et, raison de plus, la "consultation" des ressortissants d'une collectivité, quelle qu'elle soit, n'est que pure manipulation si elle n'est pas précédée d'une répartition du pouvoir entre les participants et si elle ne tolère pas simultanément la contestation". (4)

M. MENDES FRANCE dénonce aussi les solutions mêmes adoptées par le gouvernement pour résorber la crise. Sans doute quelques réformes furent-elles octroyées mais le pouvoir a choisi de capituler sur l'accessoire pour ne rien accorder d'essentiel. "Dans tous les domaines,

(1) Allocution de Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE à la Télévision, le 27.5.69, intervention de Pierre MENDES FRANCE

(2) Toutefois, avec des nuances, MENDES FRANCE a, par la suite, approuvé la loi Edgar FAURE. Cf. Courrier de la République n°65, nov.-déc.1968 - "La Loi d'Orientation de ... l'Enseignement Supérieur".

(3) Débat Jean-Marcel JEANNENEY - Pierre MENDES FRANCE à Radio Monte-Carlo, le 2.6.68.

(4) Courrier de la République, n° 63, précit.

des concessions salariales, parfois très larges, ont été faites (avec l'arrière pensée, peut-être, d'en reprendre le contenu par l'inflation et la hausse des prix), sans que jamais le premier ministre cède sur les réformes de fond, celles qui touchent aux structures économiques, sociales, politiques." (1)

Mais cette politique est mauvaise, d'une part parce qu'elle ne résoud pas les vrais problèmes et que, nécessairement, la crise éclatera à nouveau, d'autre part parce que l'économie française ne peut supporter pareil traitement. Déjà, en avril 1968, la situation économique était inquiétante, et l'on peut penser que le coût des grèves sera très lourd. M. MENDES FRANCE annonce le chiffre de 5 % de la production nationale. Dans ces conditions, on ne pouvait accepter d'un seul coup une augmentation de la masse salariale de 15 %.

"En matière économique, les coups de bélier sont toujours dangereux (...). (Or), M. POMPIDOU a bâclé le rendez-vous social de Grenelle, où des mesures ont été prises dans la panique, le désordre et l'improvisation" (2) "Sans doute, l'économie était-elle en état de sous-emploi, et une certaine relance de la consommation était-elle souhaitable. Mais il fallait que celle-ci soit progressive et accompagnée d'une politique de plein-emploi assurant le développement corrélatif de la production." (3)

Dans ces conditions, M. MENDES FRANCE estime que d'une manière ou d'une autre les avantages consentis aux travailleurs à Grenelle seront confisqués. Le pouvoir, en effet, n'a que trois possibilités : pratiquer une politique déflationniste génératrice de chômage, accepter l'inflation, ou se résoudre à une dévaluation. Et, dès le 30 mai 1968, le député de Grenoble confie à des journalistes, qu'une amputation de la monnaie de 12 à 18 % est désormais inéluctable (4), d'autant plus que d'après la conférence de Grenelle, le gouvernement a prodigué aux entreprises une véritable débâche de crédits." (2)

(1) MENDES FRANCE (Pierre) - Pour Préparer l'Avenir, précit., p.27.

(2) MENDES FRANCE (Pierre), "Les échéances qui approchent", Courrier de la République, n°70, préc

(3) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, précit., p.46.

(4) V. Le Monde, 10.6.68. ...

Quoiqu'il ait un peu exagéré les conséquences désastreuses des accords de Grenelle et de la politique qui les a suivis, il faut reconnaître que la crise monétaire de novembre 1968 et la dévaluation d'août 1969, donnent - en partie au moins - raison à Cassandre.

3. "Propositions pour une action."

La politique que M. MENDES FRANCE aurait voulu voir appliquer pour trouver une issue à la crise est presque à l'opposite de celle qu'a retenue le pouvoir. Ainsi que l'a noté un observateur britannique à la fin du mois de mai 1968 : "If M. MENDES FRANCE were to come to power, he would most probably set out to perform a complete reversal of the social and economic priorities of the Gaullist regime." (1)

Les bouleversements les plus violents, les mouvements les plus profonds ont affecté l'Université et c'est le système d'enseignement qu'il faut réformer le plus complètement à tous les niveaux.

Dès la maternelle un effort de démocratisation doit être entrepris et l'école doit être ouverte à tous ; les bases de l'enseignement technique et professionnel doivent être transformées ; et, surtout, il faudra penser à la crise peut-être la plus difficile, la plus préoccupante, celle du secondaire, avec une nouvelle pédagogie, avec plus de moyens matériels." (2) A ce sujet, M. MENDES FRANCE, dans Pour Préparer l'Avenir (p. 86), propose une réforme parfois envisagée par les commissions de travail fonctionnant dans les facultés en mai et juin 1968 : "Il sera également nécessaire d'assurer à chaque niveau de sortie de l'enseignement secondaire et supérieur, la possibilité toujours offerte d'un complément de formation professionnelle ou d'enseignement appliqué". Car, "il faut qu'au cours de sa vie de travailleur

(1) de JONQUIERES (Guy) "MENDES FRANCE returns as a leader of the left" - Financial Times, 30.5.68 - "Si M. MENDES FRANCE arrivait au pouvoir, il s'efforcerait très probablement d'effectuer un renversement total des priorités économiques et sociales du régime gaulliste".

(2) Allocution de Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE à la Radio, le 27.5.69, intervention de Pierre MENDES FRANCE. ...

(chacun) puisse se transformer, s'adapter, acquérir une promotion, apprendre une technique plus avancée, et pour cela, il est indispensable qu'il existe un grand système d'éducation permanente, qui pour le moment fait complètement défaut." (1)

Mais ces propositions n'ont pas directement été dictées par les événements de mai qui leur ont seulement donné un regain d'actualité. Au contraire, la crise de 1968 a inspiré à M. MENDES FRANCE une réflexion plus approfondie sur les problèmes de l'enseignement supérieur. Dès sa déclaration du 19 mai 1968 il estime indispensable la "participation directe des étudiants à toutes les décisions qui les concernent et (l') autonomie des Universités."

La notion d'autonomie semble à l'ancien Président du Conseil particulièrement riche et féconde, car "seule l'autonomie permet l'expérimentation et la diversité." (2) A Grenoble, lors d'une réunion avec les élèves architectes le 24 juillet 1968, il précise que dans un premier temps chaque unité d'enseignement devrait avoir une autonomie complète, absolue, et que l'Etat, tout en accordant des crédits accrus, devrait renoncer à tout contrôle. C'est ainsi seulement que des expériences vraiment fécondes pourront se développer ... et de toute manière le pouvoir est "dans l'impossibilité psychologique" d'adopter une voie moyenne entre cette abstention totale ou une intervention écrasante. Ce n'est que dans un deuxième temps qu'il pourrait intervenir pour empêcher des abus éventuels.

Le Président MENDES FRANCE se prononce également pour l'autogestion ou la cogestion - expressions qu'il emploie indifféremment l'une pour l'autre (3) - dans l'Université, mais faute d'avoir précisé sa pensée sur ce point, ces notions restent des cadres vides. Il met au contraire fortement l'accent sur la transformation des rapports pédagogiques : "L'université ne

(1) Allocution à la Télévision de Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE, le 21.5.69, Intervention de Pierre MENDES FRANCE. V. aussi Courrier de la République, n°54, août 1967, "Formation Professionnelle et Réforme de l'Enseignement".

(2) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, précit., p.86.

(3) Cf. MENDES FRANCE (Pierre) Pour Préparer l'Avenir, précit., p.81 s. Le Club Jean Moulin dans Que Faire de la Révolution de Mai, précit., se prononce contre tout "contrôle ... étudiant", mais insiste sur la nécessité de transformer les rapports pédagogiques (p.65).

doit plus être comme hier, un ensemble rigide, autoritaire, de style pyramidal ou napoléonien. Elle doit promouvoir une coopération entre égaux, une maison faite pour ceux qui y vivent, qui y travaillent, une maison où chacun doit se sentir chez soi." (1)

Toutes ces réformes ne doivent pas être présentées comme des directives venues du pouvoir, mais elles doivent être discutées, approfondies, précisées - le caractère assez vague de ces propositions est voulu par leur auteur - avec les intéressés, maîtres et élèves, étudiants et professeurs. "A la base de tout, il y a un problème de confiance. Il faut pouvoir reprendre le dialogue avec les jeunes. Il faut qu'ils comprennent qu'on est angoissé de leur malaise et de leurs soucis, qu'on veut parler avec eux, qu'on veut chercher des solutions avec eux." (2)

" Il y a des propositions à faire, des mots à prononcer, une sensibilité et une loyauté à prouver." (3)

Cette loyauté doit être la base de toute politique. C'est le seul moyen de résoudre la crise de la société, crise de confiance posant, avant tout, des problèmes psychologiques que la contrainte ne saurait résoudre : "Participation directe des étudiants à toutes les décisions qui les concernent, autonomie des universités, droits syndicaux comportant la reconnaissance du rôle des organisations ouvrières dans les entreprises, c'est au fond le même problème : celui de la dignité et de la souveraineté de l'homme qui travaille et qui produit." (4)

(1) Ibid., p.80

(2) Allocution à la Radio de Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE, le 27.5.69, intervention de Pierre MENDES FRANCE

(3) MENDES FRANCE (Pierre), "Pourquoi j'entre dans cette bataille", Le Nouvel Observateur, 19-25.5.69.

(4) Déclaration du 19 mai 1968. v. annexe 2. ...

Des réformes de structure dans un sens socialiste sont devenues absolument indispensables. Mais l'hommage que rend M. MENDES FRANCE au socialisme est assez formel et rapide. - le terme n'est utilisé que deux fois dans Pour Préparer l'Avenir. C'est que, pour lui, le socialisme est un contenant, ce n'est qu'en le construisant que l'on peut lui donner un sens concret. Ce n'est pas un dogme, c'est un but à atteindre et il faut savoir comment l'atteindre. C'est ce problème qui l'a surtout préoccupé durant les événements de mai 1968.

" Il n'est jamais possible, dans une époque donnée, d'atteindre à la fois tous les objectifs souhaitables ; les besoins à satisfaire dépassent toujours les moyens " (1). Il faut effectuer des choix entre les divers objectifs que l'on se propose et fixer un ordre de priorité.

Après mai 68 un très grand nombre de réformes sociales sont nécessaires ; certaines sont immédiatement réalisables. En premier lieu, il faut, et l'on peut, généraliser la cogestion dans l'esprit des suggestions faites dans La République Moderne. Ainsi seulement sera réalisée la démocratie qui "réclame une participation du plus grand nombre à tous les endroits possibles, à tous les moments possibles". (2)

La cogestion ainsi conçue doit s'étendre à l'information, à l'enseignement, aux équipements socio-culturels, sportifs et universitaires, aux collectivités locales (aussi bien les collectivités traditionnelles que les agglomérations urbaines ou les régions), etc... Pour en déterminer les modalités d'application, il faudrait "réunir tous ceux, étudiants, fonctionnaires, ouvriers, élus locaux, qui ont participé à des expériences de ce genre pour confronter à la fois leurs conclusions sur le passé et leurs projets pour l'avenir " (3). De toute manière les intéressés devraient participer tant à la prise des décisions qui les concernent qu'à leur mise en oeuvre, contraire-

(1) MENDES FRANCE (Pierre), La République Moderne, précit. p.160

(2) Ibid. p.97. V. aussi les chapitres IX ("La Vie Régionale", pp.251-268) et X ("La Part du Citoyen", pp.269-297).

(3) MENDES FRANCE (Pierre) - Pour Préparer l'Avenir, précit. p.75.

ment à ce que proposait le général de GAULLE interrogé sur ce point à la télévision par Michel DROIT : "Je me réjouissais en l'écoutant l'autre soir, de la conversion, fût-elle tardive, du chef de l'Etat le plus personnel et le plus autoritaire. Et puis, tout à coup, le charme a été rompu, lorsqu'il a durement affirmé que "agir, c'est le fait d'un seul"." (1)

Une application particulièrement importante de la cogestion ou de la "participation" est l'exercice de droits syndicaux dans l'entreprise. "Cela implique le libre exercice des fonctions syndicales, l'immunité des représentants du personnel et des délégués syndicaux. Cela implique aussi le libre exercice du droit de grève, c'est-à-dire l'abrogation de la loi anti-grève et des dispositions qui restreignent ce droit sous des formes diverses." (2)

"La réforme juridique des structures de l'entreprise, encore qu'elle puisse s'avérer nécessaire, ne répond pas à la question essentielle qui est celle d'un nouvel équilibre à créer dans l'entreprise entre la direction qui conserverait, dans l'état actuel des choses, la responsabilité de la gestion directe et un pouvoir syndical, apte à négocier et à contracter, et auquel seraient donnés les moyens d'assurer un contrôle réel de la marche de l'entreprise." (3) En particulier, le pouvoir syndical devrait vérifier la conformité de la gestion aux directives du Plan.

La planification, en effet, "aux yeux de M. MENDES FRANCE c'est l'arc-boutant de toute construction socialiste" (4). Elle permet d'introduire la démocratie dans la vie économique. Encore faut-il, pour que cela soit tout à fait exact, 1) que soit renforcée la représentation syndicale dans les instances d'élaboration du Plan ;

(1) Ibid. p. 76.

(2) Ibid. p. 109.

(3) Courrier de la République, n° 68, mars 1969, "Les Droits Syndicaux dans l'Entreprise".

(4) SALEM (Daniel), op.cit., p. 61.

2) que les moyens de l'information économique soient considérablement développés ;

3) que la procédure d'élaboration du Plan soit régionalisée.

De plus, "il serait urgent de soumettre aux autres Etats membres (du Marché Commun) des propositions de politique commune constituant un acheminement vers une véritable programmation commune." (1)

Ces réformes devront être effectuées sans improvisation et sans démagogie. Un gouvernement de gauche devra être particulièrement vigilant sur le plan de la rigueur financière. Ainsi des mesures anti-inflationnistes devront accompagner l'augmentation du pouvoir d'achat des Français les plus défavorisés (par exemple : impôt de solidarité, compression provisoire de la hiérarchie des salaires, contrôle du crédit). La diminution souhaitable des heures de travail doit s'effectuer progressivement et branche par branche, si l'on veut éviter l'échec de 1936, etc...

"Car il ne suffit pas de promettre : il faut pouvoir et vouloir." (2)

(1) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, précit., p.111. Sur les problèmes relatifs à la planification v. MENDES FRANCE (Pierre) - La République Moderne, chap.VI ("L'Etat et la planification économique") et VII ("La Planification et les Entreprises") pp. 143-218.

(2) MENDES FRANCE (Pierre) - Pour Préparer l'Avenir, p.117.

Les élections, la reconduction du pouvoir gaulliste, n'ont pas permis à M. MENDES FRANCE, ni à des hommes de gauche, d'appliquer ces solutions. Mais, malgré le calme apparent du pays, inlassable Cassandre, "P.M.F." lance des avertissements solennels : la crise n'est pas résolue, "tous les problèmes qui l'ont fait naître demeurent. Ils sont là sous les conflits. Ils resurgiront, éventuellement sous d'autres formes, au cours des prochains mois ou des prochaines années." (1)

" A travers la contestation de l'ordre social établi, c'est la qualité de notre civilisation qui était en question ; à travers l'expérience fragile et provisoire d'une liberté accrue, c'était une aptitude insoupçonnée au bonheur qui était entrevue." (2) Ce grand espoir de tout un peuple ne doit pas mourir, le "mouvement" doit se maintenir et se développer avec "ses moyens, ses comités d'action, etc..."(2)

Mais, " ce combat, l'intelligentsia ne peut le gagner seule, elle ne peut imposer seule les profondes réformes nécessaires. Elle peut les préparer, elle peut aider, armer les autres forces de progrès, elle ne peut se passer d'elles. Elle peut éduquer les jeunes et faire mûrir l'opinion, mais, tant que les masses ne se mettent pas en mouvement, le cri des intellectuels n'est qu'un cri d'alarme (ce qui est loind'être négligeable d'ailleurs). Dans le passé, leurs rencontres avec les masses ont toujours été fertiles, mais toujours aussi, difficiles (...). Il ne faudrait pas que la lutte des classes de demain oppose, en dernier ressort, ceux qui détiennent le savoir et ceux qui n'ont pu l'acquérir, à qui il a été refusé. Il appartient aux

(1) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, précit. p. 17.

(2) Courrier de la République, n° 63, précit.

privilégiés de la science et de la culture de prendre en compte les réactions, les traditions, les aspirations du plus grand nombre et, tout d'abord, de la classe ouvrière. Ainsi ils prépareront une conjonction dont l'histoire nous apprend qu'elle a toujours été décisive." (1)

La gauche doit être prête, le moment venu, à incarner l'espérance du pays et à traduire son rêve en réalité. Elle doit s'unir, se transformer, adopter un langage nouveau et faire triompher des solutions qui seront "le fruit de l'adhésion, de la confiance et du juste espoir de tout un peuple qui aura choisi lui-même son destin, librement." (2)

Souhait généreux ... Mais est-ce bien sur ce terrain, politique au sens traditionnel du terme, que le problème se pose ? L'analyse que donne M. MENDES FRANCE de la crise, repose sur une ambiguïté : il perçoit bien l'ampleur et la profondeur du malaise mais au niveau des solutions, il se contente de dénoncer des erreurs politiques pour proposer d'autres remèdes, meilleurs peut-être, mais toujours superficiels. Peut-on réformer le système d'enseignement sans poser le problème de la nature même de l'enseignement ? Peut-on instaurer la cogestion - ou l'autogestion, encore faut-il savoir que ce n'est pas la même chose ! - sans mettre en cause l'ensemble de l'équilibre social actuel ? A ces questions que posaient les manifestants de mai, l'ancien Président du Conseil ne donne pas de réponse ; homme politique traditionnel, malgré son immense effort de compréhension et de sympathie, il lui est sans doute impossible de trouver des réponses à des questions qu'il ne peut pas se poser.

(1) Courrier de la République, n°66, janv.1969 - "Société Industrielle et Société de Consommation", réponse de Pierre MENDES FRANCE aux auteurs d'une enquête organisée par "Recherche Sociale".

(2) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, précit., p.120, dernière phrase du livre.

CHAPITRE II.

LA TACTIQUE

" Je suis un homme seul, je ne me confonds avec aucun parti, avec aucune organisation (...), je suis un homme qui n'appartient à personne et qui appartient à tout le monde. "

Charles de Gaulle, Conférence de presse
du 19 Mai 1958

S'il est bien dans la manière, sérieuse, raisonnée, un peu didactique de M. MENDES FRANCE, d'analyser les événements quand ils se produisent, d'approfondir ensuite cet examen et de faire des propositions, cette analyse doit déboucher sur des actes. Il faut tenter de faire triompher les solutions suggérées.

Il n'est pas inutile d'étudier attentivement la tactique - c'est-à-dire l'action au jour le jour - de l'ancien Président du Conseil durant la crise. Cette étude ne doit pas se borner à être une simple chronologie (1), il faut aussi analyser soigneusement chaque acte significatif, chaque déclaration importante. Il faut montrer non seulement ce qu'il a fait, mais aussi ce qu'il n'a pas fait, d'abord dans le souci de rétablir la vérité historique déjà falsifiée - on attribue à M. MENDES FRANCE des démarches qu'il n'a pas faites, des paroles qu'il n'a pas prononcées - mais aussi et surtout parce qu'il y a des abstentions, des silences, plus éloquents que des faits positifs.

On peut distinguer deux périodes d'importance inégale dans cette action au jour le jour. Dans un premier temps - du 11 mai au début du mois de juin - l'on peut parler d'une "phase nationale", non seulement parce que M. MENDES FRANCE agit à un niveau national, mais parce que, durant cette période, il redevient réellement un homme politique "à stature nationale". Le mois de juin au contraire est marqué par la préparation des élections et leur résultat. C'est la phase grenobloise.

(1) V. annexe 1. Les faits connus ou "inédits" que nous rappelons dans ce chapitre, ont été soigneusement vérifiés, surtout au cours des interviews que M. MENDES FRANCE et plusieurs de ses collaborateurs ont bien voulu nous accorder. Il nous est matériellement impossible d'indiquer à propos de chaque fait signalé notre source de renseignement. De plus, certains de nos interlocuteurs ont bien voulu répondre à nos questions à condition que nous n'indiquions pas l'origine de nos affirmations.

1. La phase nationale.

En mai 1968, M. Pierre MENDES FRANCE est député de Grenoble. A l'Assemblée, il jouit de la réputation de principal contradicteur du gouvernement en matière économique. Son opposition, souvent enflammée, se manifeste surtout à la Commission des Finances où l'on fait, pense-t-il, un travail plus sérieux qu'en séance plénière. Durant l'année qui a suivi les élections de mars 1967, douloureusement assombrie par la mort de sa femme, il multiplie les contacts avec les syndicats, les étudiants, les organisations agricoles, etc...

Dès le début des "événements" de mai, le député de l'Isère se range du côté des manifestants, du côté de "la rue" ; et, à mesure que "la rue" semblera détenir le pouvoir, il jouera un rôle de plus en plus important. Jusqu'au 27 mai, on peut parler de "l'ascension de M. MENDES FRANCE" (1), et, pendant les trois jours qui suivirent, l'arrivée de "MENDES au pouvoir" (2) a semblé être une question d'heures.

A . L'ascension de "P.M.F."

Homme d'ordre, M. MENDES FRANCE est aussi un sentimental. En mai, si sa raison lui dicte la prudence, toute sa sympathie va vers les manifestants, vers les jeunes. Dès le 6 mai, au cours de conversations privées il prend la défense des étudiants.

Néanmoins, il ne se doutait sûrement pas de la tournure tragique qu'allaient prendre les événements puisque, durant la nuit du 10

(1) Titre d'un article de R. DABERNAT dans le Journal de Genève, 5.6.68.

(2) Titre d'une "Libre Opinion" de M. Alfred FABRE-LUCE - Le Monde, 29.5.68.

au 11 mai, la nuit des affrontements de la rue Gay-Lussac entre les étudiants et la police, il est dans le train qui l'emmène à Grenoble. A son arrivée il apprend la nouvelle des émeutes de la nuit. Loin de Paris, il comprend que des faits importants se produisent, mais il n'en saisit pas l'ampleur comme il pourrait le faire s'il était sur place ou si, au moins, il avait suivi en direct leur déroulement à la radio. Dès le 11, cependant, il manifeste le désir de rencontrer M. SAUVAGEOT, Vice-Président de l'U.N.E.F. "où il veut et quand il veut" (1). Ce souhait ne se réalisera que plus tard.

Revenu à Paris le 12, M. MENDES FRANCE participe le lendemain au grand défilé de protestation de la Bastille à Denfert-Rochereau organisé par les syndicats et les étudiants. Il est faux de dire que "c'est sur la sollicitation des jeunes que, simple spectateur, il a accepté de défiler parmi eux." (2) Il avait rendez-vous avec le Bureau National du P.S.U. et c'est seulement parce qu'il s'était égaré qu'il a parcouru un bout de chemin avec des lycéens. Mais, dès qu'il a retrouvé les dirigeants de son parti il a défilé avec eux et avec les hommes politiques qui prenaient part à la démonstration, MM. François MITTERAND, Waldeck ROCHET, Guy MOLLET, etc...

A l'Assemblée, le député de Grenoble assiste au débat sur la crise universitaire du 16 mai, mais il ne prend la parole qu'une seule fois, encore est-ce pour répondre au Ministre de l'Intérieur, M. Christian FOUCHET, qui le prenait à témoin : "Je sais, M. MENDES FRANCE, que vous êtes un homme de vérité. Croyez-vous que la police française puisse se servir de gaz ? - Acceptez une commission d'enquête sur ce point !" A vrai dire, ce jour là, l'ancien Président du Conseil s'apprêtait à exposer à la tribune les revendications étudiantes. Il y renonce après une conversation téléphonique avec M. SAUVAGEOT qui refuse de lui indiquer des

-
- (1) Ces premières réactions de M. MENDES FRANCE nous ont été indiquées par M. KIEJMAN qui lui a téléphoné le samedi matin (11 mai).
 (2) "Mendès à Charléty, récupération ?", article non signé, République Moderne, ...
 été 1968, n° 1.

revendications précises et lui demande de condamner seulement l'utilisation de gaz lacrymogènes toxiques. M. MENDES FRANCE, irrité par le caractère qu'il juge "négatif" de cette demande, préfère se taire.

De même, le 22 mai, il vote la motion de censure déposée contre le gouvernement POMPIDOU mais ne prononce pas de discours alors que MM. François MITTERAND, Guy MOLLET, René BILLERES, Jacques DUHAMEL, Waldeck ROCHET, etc... stigmatisent le régime. Cette réserve lui vaudra en partie la confiance des étudiants soupçonneux à l'égard des institutions et notamment de l'Assemblée Nationale dont ils n'attendent rien. (1)

Le 19 mai, M. MENDES FRANCE publie une déclaration soigneusement élaborée et dont chaque terme a été méticuleusement choisi. Beaucoup de ses amis (MM. LABI, MONOD, NICOLET, KIEJMAN, d'autres encore) l'ont vue et commentée, lui ont conseillé d'y changer tel mot, telle virgule. Elle est sévère (2) : " le pouvoir (...) ne peut plus maintenant ni recourir à la force sans déclencher un processus tragique, ni entamer un dialogue utile avec les masses, qui s'élèvent contre sa politique. Il ne peut plus rendre qu'un service au pays : se retirer ... "

Le mot " pouvoir " à une portée très nette : il vise le général de GAULLE. "Gouvernement" cela aurait pu signifier que l'ancien Président du Conseil posait sa candidature à la direction du cabinet et "régime" ou "système" risquaient d'être interprétés comme une nouvelle attaque contre les institutions et la constitution, or ce n'était pas le moment de faire rebondir le problème.

Le 24 mai, après l'allocution du chef de l'Etat, la condamnation est encore plus sévère, plus sèche : "Je suis consterné (...). En fait, nous avons trouvé l'annonce d'un nouveau plébiscite. Dans cette crise,

(1) Sur l'attitude des étudiants v. chapitre III, section 2, B.

(2) V. le texte intégral - annexe 2.

le pouvoir se contente de demander un blanc-seing. Un plébiscite cela ne se discute pas, cela se combat. Dès maintenant le peuple a déjà répondu non (...). Le général de GAULLE a peut-être pensé qu'il parlait à un quarteron de généraux, mais c'est au peuple français qu'il a parlé, et le peuple français aura le dernier mot." (1)

Cette "consternation" n'est pas - ou pas seulement - la manoeuvre d'un homme politique prompt à tirer parti des fautes de l'adversaire. Elle est tellement spontanée que M. MENDES FRANCE commence par refuser purement et simplement de faire la moindre déclaration, alors qu'il avait donné rendez-vous à des techniciens de Radio-Luxembourg et d'Europe n° 1 au domicile d'une de ses amies, Avenue Montaigne. Et les personnes présentes auront beaucoup de mal à le convaincre de se laisser enregistrer.

Après l'enregistrement, ayant appris que la manifestation organisée par l'U.N.E.F. à la gare de Lyon, affronte les forces de police, il décide de s'y rendre accompagné du docteur Francis KAHN et de M. KIEJMAN, dans le but de s'interposer si c'était possible.

Déjà la veille, le jeudi 23 mai, il avait hésité à se rendre au Quartier Latin où les manifestants se heurtaient à la police. Après avoir dîné chez M. Charles HERNU avec plusieurs dirigeants de la F.G.D.S., il s'était, avec eux, rendu chez M. François MITTERAND. M. MENDES FRANCE et le président de la Fédération avaient envisagé d'aller à la Sorbonne. Finalement, MM. HERNU, MERMAZ, Roland DUMAS, KIEJMAN furent envoyés en observateurs. A leur retour, il fut décidé que les deux leaders ne devaient pas se rendre à cette manifestation "spontanée" et inorganisée. Se sont-ils, en se quittant, promis de ne pas aller au Quartier Latin l'un sans l'autre ? M. MITTERAND le croit ; M. MENDES FRANCE le dément. Il s'agit sans doute d'un malentendu et un

(1) Réaction enregistrée pour les radios périphériques le 24 mai et reproduite dans Le Monde 26-27.5.68.

simple engagement de rester en contact fut probablement pris.

Quoi qu'il en soit, le 24, le député de l'Isère rejoint à la Bourse des manifestants conduits par M. Alain GEISMAR, qui ont quitté le quartier de la gare de Lyon. Il parle quelque temps avec le Secrétaire Général du S.N.E. Sup. qui est préoccupé et assez distant, et suit la manifestation, conversant avec les étudiants, jusqu'à la Sorbonne, transformée en hôpital, où il refuse de prendre la parole car, dit-il, il n'est pas là "pour faire de la publicité". Il retourne dans le secteur des barricades avant de se rendre rue Soufflot, au siège de l'U.N.E.F. Il a l'air très tendu. Aux étudiants qui le pressent de questions, il confie : " je suis venu sur les lieux des combats pour être un témoin". Et un peu plus tard : "Quand j'étais étudiant, j'ai vu beaucoup de bagarres au Quartier Latin, mais jamais une pareille sauvagerie. Les combats entre la police et les manifestants sont trop inégaux." (1)

M. Marc HEURGON, l'un des dirigeants du P.S.U., est aussi au siège de l'U.N.E.F. et l'on fait croire à M. MENDES FRANCE que M. SAUVAGEOT va venir. Mais vers une heure et demie, le Vice-Président de l'U.N.E.F. n'arrivant pas, le député de Grenoble s'en va par une porte de derrière, un peu furieux d'avoir été bloqué à l'U.N.E.F., et conscient de ne rien pouvoir faire pour atténuer la violence des combats.

A l'exception de cette brève visite à la Sorbonne, dans la nuit du 24 au 25 mai, M. MENDES FRANCE ne se rend pas dans les facultés occupées pour ne pas paraître "récupérer" le mouvement. Mais, durant toute cette période, du 13 au 26 mai, il a de nombreux contacts avec des syndicalistes, des étudiants. - il ne refuse jamais de voir les très nombreux jeunes qui lui demandent des entrevues - des professeurs. Ainsi, le 18 mai, il déjeune avec MM. Alain GEISMAR et Maurice LABI,

(1) RIOUX (Lucien) et BACKMANN (René) - L'explosion de mai, Histoire complète des événements, Robert Laffont, collection "Ce jour là", Paris 1969, p.368. Ces détails nous ont été confirmés à plusieurs reprises, notamment par M. KIEJMAN qui était présent.

Secrétaire Général de la Fédération F.O. de l'Industrie Chimique ; le même jour, il reçoit à son domicile M. Jacques SAUVAGEOT qu'il voit pour la première fois depuis le début du mois de mai ; leur tête à tête d'une heure est seulement interrompu par M. KIEJMAN qui se joint à la conversation. Le 23, il rencontre les dirigeants de la C.F.D.T. avec lesquels il a constamment des contacts soit directement soit par l'intermédiaire de M. BEREGOVY qui le tient au courant de l'activité des centrales ouvrières. Il a également des conversations de caractère privé avec quelques animateurs de F.O., notamment M. LOUET. Mais il n'a aucun rapport avec la C.G.T. : M. SCHAEFER, membre du P.S.U. et l'un des dirigeants du syndicat de la Rue Lafayette, avec qui des contacts privés mais utiles auraient pu être pris, est introuvable.

Le dimanche 26, M. MENDES FRANCE retrouve chez le docteur KAHN, MM. Michel ROCARD, Marc HEURGON, Gilles MARTINET, leaders du P.S.U., quelques syndicalistes (deux "F.O." MM. LABI et COTTAVE et deux "C.F.D.T." MM. GONIN et MAIRE), des dirigeants de l'U.N.E.F. (dont M. SAUVAGEOT) et du SNE. Sup. Il s'agit pour lui de trouver une expression politique à la crise, effort qui se heurte à l'indifférence de l'U.N.E.F. "La discussion est amicale, mais elle révèle très vite des divergences profondes, difficilement surmontables." (1) Jacques SAUVAGEOT parle le premier et critique toute solution "politique" ; il s'agit pour lui d'instaurer tout de suite et partout l'autogestion. Les syndicalistes présents veulent au contraire que la gauche prenne une position propre à dénouer la crise, tandis que M. Michel ROCARD estime indispensable que l'on prenne appui sur les Comités d'Action. M. MENDES FRANCE un peu découragé par tant de divergences, prend la parole le dernier et estime indispensable la formation d'un gouvernement de toute

(1) MARTINET (Gilles) - La conquête des pouvoirs, Le Seuil, Paris, 1968, p. 26.

la gauche, comprenant les communistes, les fédérés et les forces nouvelles. En fait, à la suite de ce véritable dialogue de sourds, M. GONIN résume bien la réunion en disant : " Vous êtes tous d'accord pour pousser MENDES au pouvoir et tous d'accord pour lui rendre la tâche impossible".

(1)

Lors de cette rencontre entre M. MENDES FRANCE et les dirigeants du "mouvement", il a été question de la manifestation prévue pour le lendemain au Stade Charléty, mais c'est seulement le lundi 27 au matin que l'ancien chef du gouvernement prend la décision de s'y rendre, encouragé en ce sens par M. Harris PUISAIS, ami fidèle, membre du Bureau National du P.S.U.

A 17 h.30, M. MENDES FRANCE est au lieu de rassemblement prévu, aux Gobelins, et défile quelques instants avec le Bureau National du P.S.U. ; quelques instants seulement car il a rendez-vous avec les animateurs du Centre d'Etudes et de Recherches Socialistes (CERES).. et il s'y rend ! On peut se demander pourquoi, au moment où se déroule une manifestation aussi importante que celle de Charléty, il l'abandonne pour aller converser avec les "intellectuels de gauche" du CERES. Il suffit de connaître un peu la personnalité de l'ancien Président du Conseil pour pouvoir répondre à cette question : il avait FIXÉ un rendez-vous, il avait donné sa parole, il faut la tenir, même s'il ne s'agit que d'un "contact de routine". Le choix n'en est pas moins symbolique : au moment où, à la tribune du Stade Charléty, les discours les plus révolutionnaires sont prononcés, M. MENDES FRANCE discute avec de hauts fonctionnaires réformistes.

(1) ALEXANDRE (Philippe). op.cit., p. 203. M. MENDES FRANCE nous a confirmé tous ces faits.

Après cette conversation, néanmoins, il se rend à Charléty où il entend les derniers discours, prononcés devant un stade qui se vide. Dès que sa présence est connue, son nom est scandé par les manifestants qui sont restés là. Lorsque M. HEURGON déclare " il n'a pas été accueilli que par des vivats " (1), on peut se demander si son hostilité à l'égard de M. MENDES FRANCE ne l'aveugle pas un peu. En tout état de cause, si les "vivats" ne furent pas unanimes, il n'y eut aucune marque d'hostilité à l'égard du député de Grenoble. (2)

Invité à prendre la parole, il se récuse, car, dit-il, il s'agit d'une manifestation syndicale. Cette raison est assez curieuse : non seulement il est présent avec les chefs du P.S.U. (son Parti a appelé à la manifestation), mais il y a aussi les dirigeants de la F.G.D.S., comme MM. Charles HERNU, Pierre MAUROY ou Michel SOULIÉ.

Malgré ce silence, la présence de M. MENDES FRANCE à Charléty lui a été beaucoup reprochée, non seulement par les gaullistes, mais aussi par les communistes (3), et même par les étudiants révolutionnaires (4). M. JEANNENEY utilisera l'argument durant la campagne électorale à Grenoble : " Il m'a semblé que vous vous placiez en dehors de la République et de la démocratie, c'est-à-dire du respect des lois et du suffrage universel. Par votre présence au meeting du stade Charléty, vous avez manifesté que vous étiez un autre homme politique que celui que j'avais connu." (5)

La réponse de l'ancien Président du Conseil doit être citée car elle exprime bien les raisons qu'il a toujours données de son attitude

(1) V. ALEXANDRE (Philippe). L'Elysée en Péril (2-30 mai 68), Fayard, Paris, 1969, p.204.

(2) Nous pouvons en porter témoignage.

(3) V. infra, Chap. III, section 2, A.

(4) V. par exemple BEN SAÏD (Daniel) et WEBER (Henri) - Mai 1968 : une répétition générale, F.Maspéro, Cahiers Libres 133, 1968, p.184 s.

(5) Débat entre MM. Pierre MENDES FRANCE et Jean-Marcel JEANNENEY, à Radio Monte-Carlo, le 12.6.68.

le 27 mai : "Je ne regrette pas d'avoir assisté au meeting de Charléty, bien que je ne sois pas d'accord avec tout ce qui s'y est dit. D'ailleurs les dizaines et les dizaines de milliers de personnes qui y étaient ne se trouvaient pas d'accord sur tout. Mais je crois profondément aux vertus de la discussion avec les jeunes (...). Si les jeunes se trompent je ne me gêne pas pour le leur dire.

Mais je suis contre le recours à la matraque. Ce n'est pas en matraquant les jeunes que vous résoudrez les problèmes que pose la jeunesse (...). Moi j'ai choisi le dialogue, je n'ai pas cru, ce faisant, manquer aux règles de la République et de la démocratie." (1)

L'ancien Président du Conseil redoutait en effet que la "répression policière" soit extrêmement violente. A tel point que, le matin de la manifestation, il a fait plusieurs démarches pour éviter, selon sa propre expression, "un bain de sang". Il communique par l'intermédiaire d'amis communs avec M. Maurice SCHUMANN, rencontre - sur son initiative - l'archevêque de Paris, Mgr. MARTY et se rend chez M. Edgar FAURE qui, de retour de Bruxelles, accueille ces nouvelles alarmistes avec son scepticisme naturel, mais promet néanmoins de présenter sa démission en cas de répression brutale. (2)

Les raisons qui ont poussé M. MENDES FRANCE à se rendre à Charléty peuvent être résumées ainsi :

1) il voulait montrer aux jeunes, aux manifestants qu'ils n'étaient pas seuls, que des hommes politiques traditionnels étaient présents et comprenaient leur révolte, même s'ils n'étaient pas entièrement d'accord avec eux TOUS ;

(1) Ibid. Une réponse à peu près identique sera faite à M. René PRIOURET qui demandait à M. MENDES FRANCE : "Que faisiez-vous à Charléty ?" lors de l'allocution à la Télévision de MM. Gaston DEFFERRE et Pierre MENDES FRANCE le 27.5.69.

(2) Ces détails tirés de plusieurs ouvrages - notamment PAILLAT (Claude) - Archives Secrètes 1968/69 ; les coulisses d'une année terrible, Paris, Denoël, 1969, 476 p. - nous ont tous été confirmés par M. MENDES FRANCE.

2) il voulait, comme par sa présence au Quartier Latin le 24 mai, "porter témoignage" et, au cas où des violences éclateraient, tenter de s'interposer.

Il ne s'agissait donc pas de la manifestation d'un accord politique. (1)

B . "Mendes au pouvoir"

Malgré "Charléty", ou peut-être grâce à "Charléty" - M. MENDES FRANCE ayant été bien accueilli par les "étudiants en colère" - les appels à "P.M.F." se font, les 28 et 29 mai, plus nombreux encore que les jours précédents. Ils émanent d'amis politiques mais aussi d'adversaires soudain et provisoirement ralliés et dont l'ancien chef du gouvernement dira : " Je les ai vu affluer pendant quelques jours et je ne cache pas que j'ai été parfois surpris par des déclarations émanant d'hommes qui, dans le passé, m'avaient toujours combattu. A vrai dire, je n'ai pas été dupe des mobiles qui provoquaient leur soudain ralliement. De surcroît, je les reverrai bien un jour - et sans plus d'illusion ! " (2)

Le premier de ces hommes est M. Pierre ABELIN, secrétaire général du Centre Démocrate, qui, le 18 mai (3), avait déclaré : " Dans le cadre de la constitution, le Président de la République, qui assure la continuité de l'Etat, devrait confier la direction du gouvernement à une personnalité politique ayant manifesté beaucoup de courage dans de douloureuses circonstances et capable de promouvoir une action plus démocratique, plus sociale, plus européenne que les ministres actuels ",

(1) M. MENDES FRANCE a expliqué cela très clairement le 28.5.69, à Europe N° 1 en réponse à une question de Georges LEROY.

(2) MENDES FRANCE (Pierre - Pour Préparer l'Avenir, précit. p.39.

(3) Et non le 11 comme l'affirme un journaliste dans Démocratie Moderne (6.6.68) - LOMBARD (Annie), "Une Crise Redoutable".

et le lendemain il précisait : " Je pensais au Président Pierre MENDES FRANCE " (1). Mais cet espoir de voir le député de Grenoble accepter de répondre à un appel du général de GAULLE, espoir caressé aussi par M. J. DUHAMEL (2) est définitivement ruiné par la déclaration de M. MENDES FRANCE du 19 mai.

La France modérée n'en continue pas moins à voir dans l'ancien Président du Conseil " un homme capable d'exorciser les démons de la peur " (3). Dans une "Libre Opinion" parue dans Le Monde du 29 mai 1968, M. Alfred FABRE-LUCE (4) appelle "Mendès à l'Elysée", car seul le député de l'Isère est " capable d'assurer la succession dans un large consentement de l'opinion, et digne de montrer à l'étranger le nouveau visage de la France."

Deux jours plus tard, après la déclaration faite aux journalistes par M. MENDES FRANCE, des hommes de droite ou du centre lui apporteront encore leur soutien : M. Jean LECANUET a une réaction assez favorable, comparable à celle de la Fédération Française de la Démocratie Chrétienne, qui apporte son appui au gouvernement provisoire que pourrait constituer l'ancien Président du Conseil " dans la mesure où la liberté de pensée et d'action sera garantie à toutes les familles morales de notre pays " (5). Même M^e ISORNI déclare qu'il le soutient sans réserve ...

A côté de ces ralliements surprenants, d'autres appels lancés à "P.M.F." durant cette période sont moins imprévus. Ainsi Combat publie de brefs communiqués des Clubs Démocratie Nouvelle de Marseille et d'Aix-en-Provence.(6) Le Groupe d'Action Municipale de Grenoble animé par M. Henri DUBEDOUT, maire de Grenoble, "demande

(1) Le Monde, 21.5.68.

(2) V. ALEXANDRE (Philippe), op. cit., p.193 s.

(3) Ibid., p. 193.

(4) auteur en 1953, sous le pseudonyme de SAPIENS, d'un pamphlet "Mendès ou Pinay", sévère pour M. MENDES FRANCE.

(5) Le Monde, 31.5.68.

(6) Combat, 22.5.68 et 25-26.5.68.

au président Pierre MENDES FRANCE de préciser dans quelles conditions il pourrait envisager de constituer un gouvernement de transition ... " (1) et M. J. de CAUMONT, président de l'Association Caen - Demain, prend une position analogue. (1)

Le 22 mai, M. David WEIL, avocat et conseiller de Paris, lance avec d'autres juristes un appel en faveur de M. MENDES FRANCE et crée une "Association de Soutien" qui recevra rapidement de nombreux encouragements (en une semaine près de 3.000 personnes s'y inscrivent) mais n'aura aucune action sensible, sinon le 29 mai l'organisation d'une réunion salle Lancry où une lettre attribuée au député de l'Isère sera lue devant plus de 800 personnes. L'ancien Président du Conseil, qui ne fut pas averti de la création de cette association, ne l'a d'ailleurs jamais soutenue activement. (2)

Beaucoup plus importants sont les appels lancés à M. MENDES FRANCE par certains syndicalistes. L'un d'eux émane de M. Maurice LABI, qui, au cours d'une conférence de presse, le 29 mai, évoque " l'un des rares hommes capables de donner naissance à la société future : Pierre MENDES FRANCE " (3). Mais c'est surtout la CFDT qui durant cette période soutient l'action du député de Grenoble.

Le même jour en effet, " pour la première fois de son existence, la CFDT prend nettement une position politique " (3). M. Eugène DESCAMPS, Secrétaire Général, et M. André JEANSON, Président, tiennent une conférence de presse et affirment : " MENDES FRANCE est l'homme qui est capable de garantir les droits ouvriers conquis en fait dans les entreprises au cours de ces jours derniers, d'opérer les réformes de structures indispensables, d'animer une équipe susceptible de répondre à la large aspiration de démocratisation qui est propre au monde

(1) Le Monde, 30.5.68.

(2) Pour une étude sociologique sommaire des adhérents, voir annexe 6 et chapitre III, section 2, C.

(3) v. RIOUX (Lucien) et BACKMANN (René), op.cit., p. 449. ...

étudiant et au monde ouvrier et donc d'assumer, avec les partis de gauche et avec ces forces nouvelles, les responsabilités du pouvoir." (1) M.

MENDES FRANCE qui n'a pas été consulté se montre surpris mais satisfait de cette prise de position.

Les liens entre la CFDT et l'ancien Président du Conseil ont toujours été solides. En 1962 celui-ci avait participé au Colloque organisé par ce syndicat sur "Une Planification Démocratique", en mai 1966 il avait rencontré plusieurs de ses dirigeants (MM. BONETY et JEANSON notamment) lors de la Rencontre Socialiste de Grenoble. En mai, la CFDT et le député de l'Isère ont été réunis par un même effort de sympathie pour les étudiants, une ouverture au dialogue. Cet appel ne constituait donc une surprise que parce que la CFDT évite, traditionnellement, de prendre des positions politiques. Le 29 mai 1968, en affirmant son appui à M. MENDES FRANCE, elle manifeste clairement son intention de participer à la conquête du pouvoir. Et le député de l'Isère après en avoir discuté avec M. BEREGOVY, fixe pour le lendemain un rendez-vous aux dirigeants de la Centrale de la rue de Montholon.

Cette attitude valut par la suite à la CFDT de nombreuses critiques, mais elle la défendit toujours fermement. Dès le 1^{er} juin, M. JEANSON précise que le Conseil Confédéral de la CFDT " a donné son accord sur les positions du bureau avancées (...) en faveur de Pierre MENDES FRANCE " (2) et, à la fin du mois de juin, M. LUCAS, secrétaire général adjoint, en réponse à des critiques de la CGT explique qu'il faut "dans des circonstances graves, prendre les moyens de dépasser l'évènement et non de le subir." (3)

C'est aussi, assurément, une des raisons qui ont poussé M. MITTERAND, lors de sa conférence de presse du 28 mai 1968, à lancer

(1) v. Le Monde, 31.5.68.

(2) Combat, 3.6.68.

(3) Le Monde, 27.6.68.

le nom de M. MENDES FRANCE. Après avoir affirmé la nécessité de constituer un "gouvernement provisoire de gestion", le Président de la Fédération a ajouté : " Qui formera le gouvernement provisoire ? S'il le faut j'assumerai cette responsabilité. Mais d'autres que moi peuvent légitimement y prétendre. Je pense d'abord à M. Pierre MENDES FRANCE. Au demeurant, ce n'est pas un problème d'hommes, c'est, je le répète, un choix politique, et ce choix politique je vous l'ai défini. "

A vrai dire, malgré la dénégation de M. MITTERAND, il s'agit bien d'un "problème d'hommes". Le nom de M. MENDES FRANCE n'est pas prononcé par hasard et cet appel - bien que l'ancien Président du Conseil n'en ait pas été averti - a été soigneusement préparé.

Dès le samedi 25 mai, M. René BILLERES, poussé par ses amis radicaux, notamment M. Maurice FAURE, a proposé au Bureau Politique de la Fédération que des contacts soient pris avec le député de l'Isère. M. MITTERAND a une vive réaction que M. Philippe ALEXANDRE résume bien en lui attribuant les propos suivants : " Si c'est mon remplacement à la tête de la Fédération que l'on désire, il faut le dire tout de suite, sans user de circonlocutions. Ce sera préférable pour MENDES et pour moi. " (1)

Le Président de la F.G.D.S. craignait probablement que M. MENDES FRANCE, mieux accepté que lui par les jeunes, profitant des circonstances dramatiques du moment, veuille s'imposer comme le véritable leader de la gauche. La méfiance entre les deux hommes est d'ailleurs ancienne et provient davantage de la différence de leurs sensibilités et de l'opposition de leurs tempéraments que de la contradiction de leurs idées.

Malgré les réticences de M. MITTERAND, lors de la réunion du Bureau de la Fédération le 25, il est admis que M. Guy MOLLET rencontrera le député de Grenoble. Celui-ci n'est avisé de cette décision

(1) ALEXANDRE (Philippe), op.cit., p.220. L'attitude de M. MITTERAND nous a été confirmée à plusieurs reprises au cours des interviews que nous avons faites, ainsi que tous les détails que nous donnons dans cette section.

que par deux indiscretions et ce n'est que le lundi 27 mai, à la sortie d'une réunion du groupe parlementaire F.G.D.S. (auquel M. MENDES FRANCE est apparenté) que le rendez-vous est effectivement pris et fixé au lendemain 28 mai ; il a lieu à 16 heures et la conférence de presse de M. MITTERAND qui s'est tenue entre temps n'en constitue pas le sujet ; les deux hommes examinent seulement la situation dont M. Guy MOLLET fait une analyse qu'apprécie le député de l'Isère.

C'est donc sans empressement que le Président de la Fédération a lancé un appel à "P.M.F." Néanmoins, entre le 25 et le 28 la situation politique avait évolué et M. MITTERAND comprenait sans doute la nécessité de constituer un "tandem" (1) avec le seul homme politique à la fois soutenu par les modérés et accepté par les manifestants de Charléty. " Il est évident que François MITTERAND a besoin de Pierre MENDES FRANCE et vice versa. Chacun a ses propres atouts mais il ne peut les exploiter seul." (1)

Le principal atout de M. MITTERAND aux yeux du député de Grenoble, est qu'il a de bonnes relations avec le P.C.F. alors que lui-même en a assez peu. Jusqu'au 18 mai, par l'intermédiaire de M. BROKER, le messenger habituel entre l'ancien Président du Conseil et les communistes, des contacts avaient été entretenus ; mais, brusquement, ce jour là, le Parti Communiste se dérobe à toute conversation, peut-être à cause de l'appel lancé à M. MENDES FRANCE par M. ABELIN. Etant donné la crainte perpétuelle qu'ont les communistes d'un complot dirigé contre eux, cette hypothèse peut être retenue. Quoi qu'il en soit, à partir de cette date, l'ancien Président du Conseil n'a plus aucun contact avec eux.

(1) BARRILLON (Raymond) - "Le tandem de demain", in *Le Monde*, 30.5.68.

Réciproquement, le député de la Nièvre espère peut-être, grâce à l'appui de M. MENDES FRANCE modérer l'influence de son encombrant allié. " M. MITTERAND cherchait un moyen d'échapper à la dangereuse étreinte communiste. Il tentera MENDES FRANCE." (1)

Par sa conférence de presse du 28 mai, le Président de la F.G.D.S. mettait en outre M. MENDES FRANCE devant le fait accompli sans négociation préalable et l'initiative venait de lui. L'ancien Président du Conseil pouvait d'autant moins se dérober que M. MITTERAND lui proposait la mise en oeuvre d'une de ses idées de toujours : la formation d'un gouvernement de transition.

L'ancien Président du Conseil soutenait en effet que, le jour venu de la relève du pouvoir gaulliste, " un gouvernement de transition devra être constitué pour faire face à toutes les difficultés, à toutes les oppositions, peut-être violentes, qui surgiront, aux résistances des équipes en place qui tenteront de se maintenir et pour préparer la mise en place de nouvelles institutions." (2)

M. MENDES FRANCE ne se dérobe pas. Il téléphone à M. MITTERAND et les deux hommes se donnent rendez-vous pour le lendemain chez M. DAYAN, député fédéré et ami du Président de la F.G.D.S. Ce rendez-vous doit être tenu secret. Avant de s'y rendre le 29, le député de l'Isère indique devant le groupe parlementaire de la Fédération qu'il approuve le schéma suggéré la veille par M. MITTERAND.

Conduit en voiture Rue de Rivoli chez M. DAYAN, par M. BEREGOVY qui l'informe de l'appel de la CFDT, M. MENDES FRANCE a la surprise de constater, non seulement que les journalistes

(1) SEALE (Patrick), Mc COUVILLE (Maureen) - Drapeaux Rouges sur la France, Mercure de France, Paris, 1968, p.204. Sur les rapports de M. MITTERAND avec le Parti Communiste durant cette période, v.l'ouvrage précité de Philippe ALEXANDRE (pp.215-252), en général remarquablement informé.

(2) MENDES FRANCE (Pierre) - La République Moderne, précit. p.30. Sur ce point v.aussi un discours de M. Pierre MENDES FRANCE prononcé à Dijon en décembre 1961 et dont l'essentiel est rapporté dans DARTIGUES (Richard) "En province avec Pierre MENDES FRANCE"; Cahiers de la République, janv.févr. 1962.

ont été prévenus, mais aussi que le président de la F.G.D.S. est accompagné des principaux dirigeants de cette formation : MM. Guy MOLLET, Gaston DEFFERRE et René BILLERES. La discussion qui s'engage oppose à plusieurs reprises M. MENDES FRANCE à M. MITTERAND ; deux points en particulier les divisent : 1) l'ancien Président du Conseil estime qu'il faut, immédiatement, faire des propositions claires et précises au pays et que le gouvernement de transition devra les mettre en oeuvre, tandis que pour son ancien ministre de l'Intérieur la question essentielle est celle de la tactique à suivre à l'égard des communistes,

2) à ce sujet, le député de Grenoble estime que, si la participation des communistes au gouvernement transitoire va de soi, les forces nouvelles qui ont eu l'initiative de la crise doivent y participer également. Cette attitude, soutenue par M. DEFFERRE, paraît irréaliste à M. MITTERAND qui promet néanmoins d'organiser une rencontre entre le P.C.F. et le député de Grenoble (1).

En sortant de cette réunion, M. MENDES FRANCE se rend à l'Assemblée Nationale pour faire une déclaration officielle devant les journalistes. Il est fatigué et doit modifier le texte qu'il avait préparé avec M. ROCARD avant d'aller à la réunion de la Rue de Rivoli, compte tenu de ce qui s'y est dit. La déclaration qu'il lit est assez longue et manque de clarté et même de vigueur (2). Après avoir indiqué " nous ne savons pas s'il y a encore un gouvernement, et nous ne connaissons ni ses intentions, ni ses décisions " (le 29 mai est le jour du départ du général de GAULLE pour Baden-Baden et Colombey), il insiste sur la nécessité d'un gouvernement de transition et ajoute : " Nous avons tous compris que ce gouvernement de transition devrait ménager, à travers les problèmes actuels, un passage cohérent pour garantir les nécessaires réformes de

(1) Nous avons soigneusement vérifié l'exactitude de ces détails, tirés en général du livre de M. Philippe ALEXANDRE, en interrogeant M. MENDES FRANCE et ses collaborateurs.

(2) V. en annexe 2, le texte intégral de cette déclaration.

structure. Mais ce gouvernement n'aurait aucun sens s'il n'obtenait pas la confiance de tous ceux qui ont manifesté leur opposition au régime, et il est évident que les forces vives de la nation doivent toutes être réunies demain pour reconstruire, comme l'a dit M. MITTERAND, "sans exclusive et sans dosage."

Cette phrase est capitale. Dans l'esprit de M. MENDES FRANCE elle signifiait que les forces nouvelles, les "forces du mouvement" devaient être associées aux responsabilités du pouvoir, et n'était pas destinée à apaiser les communistes dont la participation allait de soi. Ceux-ci d'ailleurs l'ont bien compris ainsi et leurs réactions hostiles (1) le montrent, mais l'ensemble des commentateurs l'ont interprété dans un sens très traditionnel (2).

Avant de conclure en soulignant les difficultés qui restent à surmonter et après avoir assuré "les hommes de gauche" de son concours, le député de l'Isère précise : "En ce qui concerne le gouvernement de transition, il s'agira non pas d'un gouvernement neutre, mais d'un gouvernement de mouvement orienté vers une société plus juste et plus socialiste. Il devra prendre des décisions immédiates." Plus tard, il indiquera à M. Philippe ALEXANDRE (op.cit. p.212) que, concrètement, ce gouvernement devra "d'une part s'attaquer à la crise étudiante, au malaise social et apaiser les angoisses de la jeunesse ; d'autre part préparer les élections et le processus qui donnerait à la France des institutions démocratiques."

La tâche que lui assignait M. MITTERAND était triple mais tout à fait comparable. Le gouvernement provisoire de gestion devait "remettre l'Etat en marche en se faisant l'interlocuteur attentif des nombreuses associations de travailleurs et d'étudiants qui réfléchissent avec ardeur et désintéressement aux réformes indispensables de notre appareil écono-

(1) Voir chap. III, section 2, A.

(2) Ex. Le Figaro du 30.5.68 ; M. BARRILLON dans Le Monde du 31.5.68 ne commet pas la même erreur.

mique, social et universitaire (...), répondre aux justes revendications des divers groupes socio-professionnels (...), organiser les conditions pratiques de l'élection présidentielle." (1)

La proposition de MM. MITTERAND et MENDES FRANCE d'instaurer un gouvernement de transition leur est vivement reprochée. Pour beaucoup, et ce ne sont pas tous des adversaires, la gauche se serait placée, à cette occasion, en dehors de la légalité. M. Raymond ARON parlera de gouvernement "semi-légal" ou "semi-insurrectionnel" et précisera : " Quand le général de GAULLE a dit : "Je ne pars pas", la candidature de M. MITTERAND à une Présidence de la République qui n'était pas vacante, l'offre de M. MENDES FRANCE de constituer un gouvernement de transition alors qu'il n'y avait pas de transition, tous ces propos sont apparus rétrospectivement comme la participation à une entreprise de subversion." (2) De même, un journaliste de la Gazette de Lausanne estimera : " La Fédération de la Gauche a fait un pas de clerc en se plaçant sur le terrain glissant de l'inconstitutionnalité par sa proposition d'un gouvernement provisoire, au moment où il importait de maintenir ce qu'il y avait encore de solide dans la légalité républicaine " (3) Et M. Gilles MARTINET lui-même écrira : " Bien que la solution proposée soit extra-parlementaire et anticonstitutionnelle, elle semble s'inspirer davantage d'un souci de légitimité républicaine (opposée à la légitimité gaulliste) que d'une volonté révolutionnaire " (4).

(1) MITTERAND (François) - Conférence de presse du 28 mai 1969, précitée.

(2) ARON (Raymond) - La Révolution Introuvable, Fayard, "En toute liberté", Paris, 1968, p. 104.

(3) COMBARD (René) - "La France après la crise, avant les urnes", Gazette de Lausanne, 20.6.68

(4) MARTINET (Gilles) - La Conquête des Pouvoirs, précité, p. 31.

M. MENDES FRANCE a en effet mis en cause, dans un premier temps la "légitimité gaulliste", la légitimité du "pouvoir" puisque, dans sa déclaration du 19 mai, il soutenait : " En vérité, c'est le pouvoir qui n'est pas représentatif, et sa politique n'a jamais traduit les aspirations de la nation et les besoins de son avenir. " Ceci, dans la mesure où la situation était révolutionnaire (1) est tout à fait logique, car, contrairement aux allégations de M. Raymond ARON, ce n'est pas en mai 68 que les professeurs de Droit Constitutionnel ont inventé "une théorie juridique du phénomène révolutionnaire" (op.cit., p. 104) (2). Mais cette explication de la nécessité d'un gouvernement de transition n'en est pas moins dangereuse car elle suppose que "mai" fut une révolution, assertion très subjective dont il est bien difficile d'administrer la preuve.

Une thèse beaucoup moins contestable, beaucoup plus traditionnelle aussi, est soutenue par M. MENDES FRANCE dans sa déclaration du 29 mai, toute entière sous le signe de son rapprochement avec la F.D.G.S. Il l'a toujours défendue depuis lors. Elle consiste à affirmer, dans un premier temps, la vacance du pouvoir : " Nous ne savons plus très bien où en est le régime ; nous ne savons pas s'il y a encore un gouvernement et nous ne connaissons ni ses intentions, ni ses décisions. " Comme l'écrit M. MARTINET : " Il vient un jour où le mouvement prend une si grande ampleur et où le pouvoir est à ce point paralysé que, pour des millions de Français, la chute du régime n'est plus qu'une question d'heure. Ce jour est le mercredi 29 mai 1968 " (3). Ce jour-là, en effet, le général de GAULLE "disparaît" et le gouvernement est totalement silencieux.

Dans ces conditions, estime l'ancien Président du Conseil, - et c'est le second temps de sa démonstration - , " la gauche était fondée, en vertu de ce qui émanait du pays tout entier, à poser sa candidature et à

(1) V. supra, Chap. I, section 2, p. 25.

(2) V. par ex. BURDEAU (Georges) - *Traité de Science Politique*, IV, LGDJ, Paris 1969, qui p. 286 s, reprend des théories bien antérieures aux événements de mai.

(3) MARTINET (Gilles), op.cit., p.13.

dire qu'elle entendait exercer le gouvernement. " (1). " Si nous n'avions pas tenu ce langage, on nous aurait reproché de ne pas être prêts. On aurait dit : "vous ne savez pas ce que vous voulez. Vous n'êtes pas en état de prendre le gouvernement. " (2) L'opposition a toujours le droit de poser sa candidature au pouvoir, et, dans les circonstances dramatiques de mai 1968, elle en avait le devoir. " Pourquoi n'aurions-nous pas pu faire savoir que nous étions prêts à prendre la relève ? Oui, c'était notre devoir, dans l'intérêt de la paix civile. " (3). Au surplus, c'est le devoir de toute opposition de présenter en toutes circonstances, et pas seulement en période de crise, des solutions de rechange au pays.

Cette défense de l'attitude de la gauche est d'autant moins critiquable sur le plan des "principes républicains" que jamais, durant cette période, M. MENDES FRANCE n'a mis en cause la constitution et il s'est toujours placé dans l'hypothèse où l'intérim de la Présidence de la République serait assuré par le Président du Sénat, M. MONNERVILLE (1) qu'il a même rencontré le 30 pour en parler avec lui. On peut penser que l'initiative de demander la formation d'un gouvernement de transition était prématurée ; on peut estimer aussi qu'il est regrettable que la gauche ait attendu ces circonstances dramatiques pour proposer une alternative au pays. Ce sont des questions d'opportunité politique sur lesquelles chacun peut se prononcer. Mais sur le terrain du droit, de la légalité, la gauche n'a, semble-t-il, commis aucune faute. On peut même regretter sa timidité.

(1) Réponse de M. MENDES FRANCE aux auditeurs d'Europe N° 1, le 20.6.68.

(2) TOURNOUX (Jean Raymond) - Le mois de mai du Général, Plon, Paris, 1969 ; annexe. "La position de M. Pierre MENDES FRANCE", note établie par l'auteur sous sa responsabilité à la suite des entretiens de l'auteur avec l'ancien Président du Conseil, p.362. Cette "note" nous paraît refléter très exactement la position de M. MENDES FRANCE. ...

(3) Ibid., p.363.

L'accord partiel intervenu entre la F.G.D.S. et M. MENDES FRANCE le 29 mai sera sans lendemain. Le 30, le député de Grenoble rencontre les dirigeants de la CFDT et le Président du Sénat, M. MONNERVILLE, et assiste à une réunion du groupe fédéré à l'Assemblée Nationale. Mais ses efforts pour former un gouvernement de transition sont arrêtés net par le bref discours que le général de GAULLE prononce à 16 h.30 dans lequel il annonce des mesures énergiques et condamne durement "l'ambition et la haine de politiciens au rancart" (1).

Peu après, M. CHABAN-DELMAS, Président de l'Assemblée Nationale, y lit une lettre du chef de l'Etat annonçant la dissolution. M. MENDES FRANCE est présent (2). Les "ambitions nationales" de l'ancien Président du Conseil sont momentanément - ou définitivement ? - ruinées. Le gros problème pour lui est maintenant de conserver le siège de député conquis en 1967.

M. MENDES FRANCE ne part pour Grenoble que le 7 juin. Auparavant, il rencontre encore, inlassablement, des syndicalistes, des étudiants, des agriculteurs (en particulier une délégation de la Fédération des Syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest conduite par M. Bernard LAMBERT) et règle quelques problèmes urgents. Pendant un moment, il pense donner une conférence de presse, mais, finalement y renonce. La documentation réunie à cet effet servira pour les premiers discours qu'il prononcera à Grenoble et constitue la trame de "Pour Préparer l'Avenir".

(1) V. le texte de cette déclaration dans Le Monde du 1^o.6.68.

(2) Contrairement à une affirmation de P. ANDRO, A. DAUVERGNE, L.M. LAGOUTTE - Le Mai de la Révolution, Julliard, Paris, 1968, p.205.

2. La phase grenobloise.

Dans Pour Préparer l'Avenir, M. MENDES FRANCE écrit : " Quand de GAULLE a prétendu résoudre la crise politique française par un référendum qui constituait un plébiscite, j'ai dit : " Un plébiscite ça se combat." (...) . Aujourd'hui, nous sommes en présence non plus d'un plébiscite, mais d'élections. Aujourd'hui, je dis : " Des élections, ça se gagne." Et il faut les gagner." (1)

Cette attitude n'est pas surprenante. L'auteur de La République Moderne a toujours manifesté une certaine méfiance à l'égard des procédés de démocratie directe et condamné l'utilisation du référendum faite par le général de GAULLE (2). Au contraire, il accorde une très grande importance à l'élection qui constitue, à ses yeux, la seule source de tout mandat démocratique et confère à l'élu des responsabilités et des pouvoirs particuliers : " Dans tous les cas, on ne possède de force et d'autorité que dans la mesure où l'on est appuyé par la volonté de ceux qu'on représente" (3), et cette volonté se manifeste essentiellement par l'élection.

La consultation des 23 et 30 juin 1968 revêt à ses yeux une importance particulière. " Car personne ne peut en douter : les résultats du scrutin auront, de toute façon, une influence décisive sur l'évolution politique ultérieure. Les élections ne régleront aucun problème, c'est vrai " (4), mais si le pouvoir est confirmé, de nouvelles révoltes sont inévitables, alors que si la gauche l'emporte un nouvel espoir naîtra dans

(1) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, préc. p.115.

(2) V. PELLET (Alain) Mémoire précité, p. 116 s.

(3) MENDES FRANCE (Pierre), "Le gouvernement devant la nation", discours, Evreux 30 janvier 1955, in Gouverner c'est choisir II - 7 mois et 17 jours, préc. pp. 213-214.

(4) MENDES FRANCE (Pierre), Pour Préparer l'Avenir, préc. p.116.

dans le pays. "C'est pourquoi, tous ceux qui sont conscients de leurs responsabilités (...), doivent, malgré les tentations de découragement, se jeter dans le combat et y engouffrer toutes leurs forces pour lui donner une issue victorieuse." (1)

En mars 1967, lorsqu'il avait enlevé son siège à M. VANIER, député sortant UNR, M. MENDES FRANCE s'était présenté en conquérant, en agresseur. Cette élection - pensait-il - avait créé entre lui et sa circonscription, la deuxième circonscription de l'Isère, des liens particuliers. Ils avaient conclu "une sorte de contrat pour la législature nouvelle." (2)

Pour l'ancien Président du Conseil, en effet, "l'élection d'un député est véritablement la conclusion d'un contrat. Aussi le candidat doit-il présenter un programme clair et précis, indiquant avec rigueur la politique qu'il entend soutenir. En échange, si, une fois élu, il respecte ses promesses, sa réélection constitue une sorte de témoignage de satisfaction." (3)

En 1968, M. MENDES FRANCE est assez confiant, il est "dans la place" et estime avoir rempli le contrat conclu avec ses électeurs. Lors de sa première réunion publique, le 10 juin, à la Bourse du Travail de Grenoble, il déclare : " Mon travail de député a été conforme aux promesses que je vous avais faites."

Mais il n'ignore pas qu'en un an les circonstances ont changé. Des problèmes économiques graves se posent à la région après les Jeux Olympiques d'hiver et les Grenoblois se plaignent de l'augmentation des impôts locaux. La municipalité menée par M. DUBEDOUT qui

(1) Ibid. p. 118.

(2) NANTET (Jacques) - Pierre MENDES FRANCE, Ed. du Centurion, coll. "Hommes Présents", Paris, 1967, p. 260.

(3) V. à ce sujet, PELLET (Alain), op. cit., p. 159 s.

soutient le député sortant risque d'en être rendue responsable. De plus, "toute atténuée qu'elle ait été, dans la cité des Jeux, par un climat universitaire relativement détendu, le doigté du maire et la prudence des syndicats, la révolution de mai a mis son empreinte sur ces élections. Les violences ont été assez rares, les forces de police presque invisibles, les manifestants pacifiques. Mais la bourgeoisie locale n'est pas moins heurtée qu'ailleurs par les mauvais anges et les drapeaux noirs." (1)

De plus, la candidat gaulliste qui affronte M. MENDES FRANCE est, cette fois, M. JEANNENEY, ancien ministre des Affaires Sociales, maire de Rioz et conseiller général de la Haute-Saône, mais qui fut à Grenoble, doyen de la Faculté de Droit. Le choix de cette personnalité pour s'opposer au député sortant marque bien la volonté de l'UDR de défaire l'ancien Président du Conseil.

Néanmoins, facteur favorable pour M. MENDES FRANCE, M. VANIER, son adversaire de 1967, ulcéré d'avoir été évincé, décide de se présenter sous le patronage d'un "Comité de Soutien de la République", mais un "accord de désistement réciproque" est conclu entre ce gaulliste dissident et M. JEANNENEY pour le second tour.

Un tel accord n'a pas été signé entre le député sortant et son adversaire communiste M. GIARD, déjà candidat en 1967 (M. MENDES FRANCE l'avait devancé de 7500 voix au premier tour. M. GIARD s'était ensuite désisté en sa faveur). Néanmoins, le 10 juin, M. FAJON, directeur de L'Humanité et membre du bureau politique du Parti Communiste, a déclaré : " Je crois pouvoir dire que si M. Pierre MENDES FRANCE arrivait devant nous - je préférerais que nous arrivions devant lui, et nous ferons tout pour cela - et avait en face de lui un candidat de la prétendue Ve République, il est tout à fait vraisemblable, je ne dis pas

(1) LACOUTURE (Jean). "Face à M. JEANNENEY à Grenoble, M. MENDES FRANCE s'efforce de rejeter sur "l'autoritarisme gaulliste" la responsabilité du désordre", Le Monde, 14.6.68.

"certain" parce qu'il n'y a pas eu de décision, que le parti communiste se désisterait pour M. MENDES FRANCE." (1)

Le cinquième candidat est un pharmacien, M. BOISSENOT, sans étiquette. Il jouit d'une forte position personnelle et peut bénéficier de voix assez nombreuses de commerçants et artisans. Il faut remarquer enfin que M. MENDES FRANCE n'a pas d'adversaire "centriste" et que la F.G.D.S. n'a pas présenté de candidat dans cette circonscription et soutient l'ancien Président du Conseil.

Ce soutien est normal puisque le suppléant du député sortant, M. Guy NEVACHE, chef de cabinet du Maire de Grenoble M. DUBEDOUT, est par ailleurs membre de la S.F.I.O. La Fédération de la Gauche, comme le rappelle une déclaration de son bureau politique en date du 12 juin 1968, n'a d'ailleurs présenté aucun candidat contre les trois députés sortants P.S.U. (2)

Le P.S.U., au contraire, a publié le 5 juin un communiqué disant : " Le P.S.U. présentera ou soutiendra une candidature dans toutes les circonscriptions. En aucun cas ses candidats ne pourront recevoir en même temps l'investiture du P.C.F. non plus que de la F.G.D.S. ou d'une de ses organisations constituantes." (3) De ce fait, M. MENDES FRANCE bénéficiant de l'appui de la Fédération ne reçut jamais l'investiture de son propre parti - il ne démissionnera que le 13 juin - mais seulement son soutien !

L'examen de cette situation assez complexe, montre que, compte tenu des circonstances, du nombre et de la personnalité des candidats, M. MENDES FRANCE doit, en principe, étant donné le précédent

-
- (1) Réponse de M. Etienne FAJON à une question posée par un auditeur, Europe N° 1, le 10.6.68
voir Le Monde du 12.6.68.
(2) V. Le Monde, 14.6.68.
(3) V. Le Monde, 7.6.68.

de 1967, l'emporter sans difficulté au premier tour sur M. GIARD et bénéficier ensuite de son désistement. Quant à M. JEANNENEY soutenu par l'aide matérielle de l'UDR et l'appui de ses leaders (M. SCHUMANN viendra lui apporter son concours), il éliminera vraisemblablement M. VANIER. Au second tour un duel opposera donc M. MENDES FRANCE et M. JEANNENEY, "P.M.F." et "J.M.J." et cette bataille apparaît réellement comme une des plus mouvementées et des plus intéressantes de la campagne. Elle attire de très nombreux journalistes français et étrangers et la chaîne de télévision britannique I.T.V. envoie même une équipe de reporters à Grenoble.

Avant le premier tour, la campagne revêt à Grenoble un style discret, feutré. Cela est bien dans la manière de M. JEANNENEY et convient tout à fait à son principal adversaire. " Les chances de M. MENDES FRANCE en effet semblent dépendre pour une bonne part du rétablissement de la paix sociale." (1) Aussi s'efforce-t-il d'être rassurant et de conquérir les voix de ceux que les événements de mai ont effrayés.

Dans son quartier général, 8 Place Victor Hugo, ou dans les cafés environnants, M. MENDES FRANCE reçoit de nombreux petits notables, des commerçants, des artisans et essaie de les convaincre que reconduire la majorité sortante signifie voter pour le désordre et le renouvellement des émeutes de mai. Il écrit dans le Courrier de la République de juin 1968 (2) , " si le gaullisme l'emporte, nous assisterons à de nouvelles crises, plus graves encore. Les mêmes causes provoquant les

(1) Titre d'un article de M.J. LACOUTURE in Le Monde, 15.6.68.

(2) Courrier de la République, Edition de l'Agglomération Grenobloise - juin 1968, n° 12.

mêmes effets, les revendications se prolongeront et le désordre persistera et s'étendra." De même, lors de la réunion à la patinoire où il a, le 19 juin, invité M. JEANNENEY à un débat contradictoire (1), il affirme : "Reconduire de GAULLE dans ses pouvoirs, ce serait reconduire le désordre, et dans trois mois ou dans six mois, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la crise resurgira, plus violente." Au contraire, la gauche, en apportant un nouvel espoir au pays, saura faire régner la paix civile.

Ce thème, qui constitue un effort pour attirer les voix du "parti de la peur" est continuellement utilisé dans les tracts de M. MENDES FRANCE (2). Sur les vingt-neuf tracts publiés, sept proclament à peu près : "Le gaullisme, aujourd'hui, c'est le chaos." De même, les deux tracts reproduisant l'appel de M. DUBEDOUT en faveur du député sortant, soulignent : "Grenoble a vécu dans le calme et la dignité" ; et, dans sa conférence de presse du 18 juin, le maire de Grenoble revient sur ce point.

D'autres tracts sont, plus directement encore, destinés à convaincre la petite bourgeoisie locale de voter pour M. MENDES FRANCE. L'un d'eux s'adresse aux "Commerçants et Artisans" et leur recommande de se prononcer pour "un gauche raisonnable", et un autre reproduit une "opinion de M. GINGEMBRE", délégué général de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises, publiée dans Le Dauphiné Libéré du 15 juin, et dont le sens est tellement sollicité que le lecteur en conclut que M. GINGEMBRE invite à voter "pour Pierre MENDES FRANCE et son suppléant Guy NEVACHE", ce qui n'est assurément pas le cas (3).

Un autre tract rappelle aux rapatriés que l'amnistie "n'a jamais pu passer dans les faits à cause de l'opposition du parti gaulliste (...) et du parti communiste". Cette offensive contre M. GIARD est la

(1) V. un compte-rendu assez détaillé, mais partial en faveur de M. MENDES FRANCE in ALIA (Josette), "La Leçon de Choses de P.M.F.", Nouvel Observateur, 19.6.68.

(2) Ayant eu la chance de pouvoir consulter un jeu complet de ces tracts, nous avons pensé qu'il était intéressant de les reproduire tous. V. annexe 8.

(3) Cette "opinion" est reproduite dans le n° 12 du Courrier de la République, édition de l'Agglomération Grenobloise.

seule directe que contienne la propagande écrite du député sortant, mais deux de ses tracts constituent une attaque voilée contre le P.C.F. et tentent de démontrer qu'entre le gaullisme et le communisme il existe une tierce solution. En vérité, plutôt que d'une attaque contre les communistes, il s'agit d'une escarmouche discrète. Du reste, M. MENDES FRANCE a précisé ce que cela signifiait : " Il y a en France des gaullistes et des communistes, mais aussi, des milliers d'hommes et de femmes qui veulent des réformes et des transformations, faites avec l'appui du Parti Communiste qui garderait ses objectifs, par une gauche devenue enfin une vraie " gauche de mouvement ". (1)

Un entrefilet du Courrier de la République (2) indique aux Anciens Combattants que "battre les candidats gaullistes sera pour (eux)l'occasion de faire triompher leurs droits et leurs justes revendications." Et ce même journal publie un communiqué de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance invitant " tous les anciens résistants et patriotes (...) à préserver le pays de la dictature ", tandis qu'un tract ronéoté, signé par sept résistants rappelle que " la Résistance n'est à personne, et surtout pas à ceux qui ne l'ont pas faite. "

Ces thèmes, destinés à séduire des catégories déterminées d'électeurs, sont rarement évoqués et jamais développés par M. MENDES FRANCE au cours des très nombreuses réunions publiques (3) qu'il tient à Grenoble et dans les communes de la circonscription, à l'exception du premier d'entre eux. Très fréquemment, en effet, il rend le pouvoir responsable des récents désordres et lui reproche d'avoir utilisé la force pour régler les graves problèmes qui se posent au pays.

Si, avec les étudiants, l'ancien Président du Conseil évoque les questions universitaires et avec les architectes, les problèmes

(1) Discours de M. MENDES FRANCE lors de la réunion contradictoire organisée par lui à la patinoire le 19.6.68.

(2) Courrier de la République, Ed. de l'Agglomération Grenobloise, n° 12, juin 1968.

(3) Nous avons indiqué les principales d'entre elles dans la chronologie (annexe 1). ...

posés par l'urbanisme, il est un spécialiste des questions économiques et fait sur ce sujet de longs exposés, développant les thèmes abordés dans Pour Préparer l'Avenir (1). Il n'hésite pas à condamner, dans ses discours, les accords de Grenelle comme démagogiques et dangereux pour l'économie du pays - attitude courageuse en période électorale - et insiste souvent sur la nécessité et les modalités de la liberté de l'information (2).

Les résultats du premier tour, le 23 juin, sont conformes aux prévisions que l'on pouvait faire (3). M. JEANNENEY est en tête et recueille près de 37 % des voix, tandis que M. MENDES FRANCE (31,8 %) l'emporte nettement sur M. GIARD (17,3 %). Et la perte de suffrages accusée par le député sortant par rapport au premier tour de 1967 n'est que de 2 % (33,9 % des voix en 1967, 31,8 % en 1968) et est inférieure à celle enregistrée par les autres leaders de la gauche : M. MITTERAND passe de 56,25 % des suffrages exprimés à 43,9 %, M. Guy MOLLET de 31,1 % à 26,7 %, M. DEFFERRE de 33,6 % à 29,3 %, etc ...

La bataille du second tour s'annonce difficile. L'addition des voix de MM. MENDES FRANCE (19.577) et GIARD (10.715) donne un total de 30.292 suffrages, alors que si l'on ajoute aux voix obtenues par M. JEANNENEY (22.707), celles de MM. VANIER (6.549) et BOISSENOT (2.071), l'ancien Ministre des Affaires Sociales devrait l'emporter avec 31.327 voix.

Mais cette arithmétique électorale est un peu sommaire. A vrai dire, toute comparaison avec les élections de mars 1967 est difficile :

-
- (1) V. Chap. I . Bien que cet ouvrage soit présenté comme la sténotypie des discours prononcés à Grenoble par M. MENDES FRANCE, il a été, dans sa plus grande partie, composé avant l'ouverture de la campagne.
 - (2) Le 18 juin une réunion est consacrée à ce problème dans un cinéma de Grenoble avec la participation de MM. Igor BARRERE, François TRUFFAUT et Serge REGGIANI. ...
 - (3) Voir résultats complets et diagrammes, annexe 3.

il y a 728 inscrits de moins dans la circonscription. Cependant, on peut remarquer que 75,6 % des inscrits avaient voté alors que 74 % seulement des électeurs se sont déplacés le 23 juin 1968.

De plus, il n'est pas certain que toutes les voix de MM. VANIER et BOISSENOT se reporteront au second tour sur M. JEANNENEY car elles proviennent en général d'une clientèle personnelle composée essentiellement de commerçants, d'artisans et de rapatriés dont les sympathies pour le gaullisme sont douteuses. C'est sur cet électorat que vont porter surtout les efforts de M. MENDES FRANCE entre les deux tours.

La propagande écrite de l'ancien Président du Conseil s'efforce de discréditer M. JEANNENEY. Dix tracts sur vingt-neuf (1) attaquent personnellement le candidat UDR soit (c'est le cas de trois d'entre eux) qu'ils visent son action au Ministère des Affaires Sociales, soit (six tracts) qu'ils insistent sur sa qualité de conseiller général de la Haute-Saône. On peut d'ailleurs s'étonner de ces attaques contre un "parachuté" de la part de M. MENDES FRANCE dont la carrière grenobloise est récente ...

De plus, entre les deux tours, le député sortant reçoit l'appui de nombreux centristes. M. Antoine BUISSON, président du Conseil Général, proclame qu' "il faut sauver MENDES FRANCE" (2) ; et Mme. Germaine VOISIN, adjointe aux Affaires Sociales, dans trois municipalités successives, réunit vingt-sept signatures de catholiques libéraux en bas d'un manifeste affirmant que "la participation du Président Pierre MENDES FRANCE à l'Assemblée Nationale constituera un important facteur d'équilibre." (3) Cet appel n'est pas reproduit dans Le Dauphiné Libéré, qui a, depuis le 23 juin, une attitude assez hostile à l'égard du

-
- (1) A quelques exceptions près, il est impossible de savoir si ces tracts ont été imprimés avant ou après le second tour.
 - (2) V. LACOUTURE (Jean), "Entre "P.M.F. et J.M.J.", la bataille se jouera sur quelques centaines, peut-être quelques dizaines de voix" - Le Monde, 29.6.68.
 - (3) V. BACKMANN (René), "Un coup bas", Nouvel Observateur, 3.7.68.

député sortant . (Au contraire, avant le premier tour, la rédaction de ce journal s'était montrée sinon favorable du moins très compréhensive. A son arrivée à Grenoble, M. MENDES FRANCE avait d'ailleurs déjeuné avec M. LAURENT qui exerce les fonctions de rédacteur en chef).

Ces efforts pour séduire l'électorat modéré sont compromis lorsque, à la seconde réunion contradictoire de la campagne, organisée cette fois par M. JEANNENEY, à la patinoire le 28 juin, l'ancien Ministre des Affaires Sociales, et M. Maurice SCHUMANN venu lui apporter son soutien, ne peuvent prendre la parole tant ils sont chahutés. Le chroniqueur du Figaro, M. MACAIGNE attribue toute la responsabilité du désordre aux amis du député sortant et se demande : " Les jeux sont-ils faits, ce soir, à Grenoble, après que les partisans tumultueux de M. MENDES FRANCE aient empêché M. JEANNENEY de tenir sa réunion, l'une des plus importantes de la campagne, en tout cas la dernière ? C'est possible, ils ont donné, à deux jours du scrutin, un spectacle suffisamment attristant pour que les mille voix hésitantes s'interrogent maintenant, et choisissent le parti de l'ordre plutôt que ces déferlements vocaux fort peu convaincants." (1)

Un communiqué de M. MENDES FRANCE proclame au contraire : "Le climat d'intolérance réciproque qui s'est affirmé ce soir (...) est la conséquence de la volonté du pouvoir de diviser les Français en deux blocs. Cette volonté s'est traduite localement par des attaques répétées dont le caractère calomnieux ne pouvait que susciter l'indignation de nombreux Grenoblois." (2) M. BURON, venu apporter à M. MENDES FRANCE son soutien et lui assurer le vote des "catholiques de gauche", fait une déclaration comparable et souligne que M. JEANNENEY ne l'avait pas autorisé à prendre la parole.

(1) MACAIGNE (Pierre), "Comme des potaches entre l'écrit et l'oral, Pierre MENDES FRANCE et Jean-Marcel JEANNENEY révisent leur arithmétique électorale", Le Figaro, 29-30.8.68.
 (2) Le communiqué, tronqué dans Le Figaro (29-30.6.68), est reproduit intégralement dans L'Aurore (29-30.6.68).

Malgré tous ces efforts, l'ancien Ministre des Affaires Sociales l'emporte avec 132 voix d'avance sur son adversaire (31.059 suffrages contre 30.927). (1) Les derniers résultats connus ont été fatals à M. MENDES FRANCE, or ces résultats sont ceux des communes de Saint-Martin d'Hères (3.816 voix pour M. JEANNENEY, 2.782 pour M. MENDES FRANCE) et d'Echirolles, qui, traditionnellement votent en faveur du Parti Communiste.

Les marges sont, sans aucun doute, trop faibles pour que l'on puisse se livrer à une analyse rigoureuse. Il n'en est pas moins difficile d'affirmer, comme le fait le journal Le Monde (2.7.68, p.14) que " M. Pierre MENDES FRANCE a récupéré la totalité des voix communistes du premier tour et quelques suffrages qui, vraisemblablement, étaient allés à MM. VANIER et BOISSENOT." D'une part, il faut remarquer qu'il y a une légère augmentation du nombre des suffrages exprimés (376 de plus qu'au premier tour : 74,5 % des inscrits contre 74 %), et d'autre part, une étude que M. MENDES FRANCE a fait effectuer montre que celui-ci ne "récupère" pas le total des voix obtenues par lui et M. GIARD au premier tour dans trois bureaux de vote : à Saint-Martin d'Hères, à Echirolles et à Grenoble au bureau dit " Les Abattoirs " ; or il s'agit des trois principaux fiefs communistes de la circonscription. (2)

Ces raisons font déclarer à M. MENDES FRANCE : " Ce sont les communistes qui m'ont fait battre." (3). Et Paris-Presses - France-Soir (2.8.68) rapporte ce dialogue entre l'ancien Président du Conseil et l'un de ses fidèles : " Pourtant, un communiste m'a dit : nous nous sommes donné un mal fou ... "

"Allons, allons, s'ils s'étaient donné un mal fou cela se serait vu. "

-
- (1) A 21 h.30, coïncidence amusante, sur 61.000 inscrits, les deux candidats avaient chacun 22.878 voix.
- (2) Nous n'avons eu connaissance de cette étude que fort tard et n'avons pu en prendre connaissance directement avant la rédaction de ce Mémoire.
- (3) MENDES FRANCE (Pierre), "Pourquoi j'entre dans cette bataille" - Nouvel Observateur, 19-25.5.69.

Cette sévérité est peut-être excessive et, en tout état de cause, il est impossible de connaître très précisément la cause d'un retard de 132 voix. Il n'en est pas moins certain que les communistes ne se sont pas "donné un mal fou" durant la campagne. Le 26 juin, par exemple, MM. MENDES FRANCE et GIARD tiennent à Saint-Martin d'Hères une réunion commune ; M. GIARD dans son discours ne cite pas une fois le nom de l'ancien Président du Conseil et demande que l'on vote "pour le candidat de gauche le mieux placé. " Pas une seule fois, entre le 24 et le 29 juin, M. MENDES FRANCE ne peut rencontrer les maires communistes d'Echirolles et Saint-Martin d'Hères.

Mais il faut souligner aussi que durant toute cette période l'attitude du député sortant fut assez raide envers les communistes et que ses tracts ne signalent à aucun moment le désistement de M. GIARD en sa faveur. Cette raideur est peut-être aussi pour quelque chose dans l'échec de M. MENDES FRANCE à Grenoble le 30 Juin 1968.

°
° °

" Si les élections, parce qu'elles auront été bâclées, et dans une large mesure faussées, maintiennent au pouvoir les hommes qui nous gouvernent depuis dix ans, nous retrouverons la situation antérieure, mais aggravée par la colère et le désespoir de ceux qui, pendant quelques jours ou quelques semaines, ont cru possible une mutation profonde, aggravée aussi par la haine et la rancune d'une droite qui a eu très peur." (1)

Aux yeux de M. MENDES FRANCE, c'est, en effet, ce qui s'est produit, puisque son échec personnel à Grenoble, a correspondu à un très net recul de la gauche dans tout le pays.

Pour l'ancien Président du Conseil, cette période d'enthousiasme et d'efforts se solde donc par un bilan très lourd : l'allocution du général de GAULLE du 30 mai, en ruinant tout espoir de formation d'un "gouvernement de transition" sous sa direction, l'a renvoyé "au rancart" ; et l'élection de M. JEANNENEY à Grenoble l'a renvoyé "dans le désert".

Mais pour juger réellement l'importance de cet échec, il faut essayer de comprendre la signification du comportement de M. MENDES FRANCE durant cette période. Il faut tenter de dégager ses motivations, ses objectifs, il faut se demander si sa tactique - ou plutôt ses tactiques - correspondent à une "stratégie".

(1) MENDES FRANCE (Pierre) - Pour Préparer l'Avenir, préc., p. 60.

CHAPITRE III

LA STRATEGIE

" Les chances du socialisme sont grandes, mais elles sont comme toutes les chances, elles peuvent être manquées."

Guy MOLLET - Les chances du Socialisme
Fayard, "En toute liberté", p. 116.

Etudier la "stratégie" d'un homme politique peut sembler très ambitieux et nous n'ignorons pas que tout essai de ce genre ne peut être que partiel et modeste. Une explication "exacte" du comportement d'un homme, et plus encore d'un "homme public" est impossible : trop de facteurs entrent en jeu et l'on ne peut pas les appréhender tous à la fois.

L'interprétation de la stratégie mendésienne est d'autant plus délicate qu'elle met en cause une triple subjectivité : celle de M. MENDES FRANCE qui a voulu agir dans un sens donné, celle de l'opinion publique qui a compris cette action d'une certaine manière, et celle de l'auteur enfin qui tente de l'expliquer. Cette tâche est d'autant plus difficile que l'hypothèse de travail adoptée au départ a orienté nos recherches dans des directions déterminées.

Il faut maintenant, compte tenu de "l'analyse" et de "la tactique" vérifier le bien fondé de cette hypothèse. M. MENDES FRANCE a-t-il voulu apparaître, en mai 1968, comme un "homme providentiel" ? Est-il apparu comme tel à l'opinion ?

1. La stratégie mendésienne.

Dans leur ouvrage, Drapeaux Rouges sur la France, MM. Patrick SEALE et Maureen Mc COUVILLE écrivent au sujet des événements du 27 au 30 mai : " Tout comme dans le dernier acte d'un drame historique , ces quatre jours rassemblèrent tous les acteurs sur la scène, détaillant les histoires de chacun, dévoilant enfin le sens de leur vie et de leurs actions. Pierre MENDES FRANCE sortit des coulisses pour venir au premier plan de l'actualité jouer les dernières scènes d'une carrière politique tragiquement gâchée à attendre un appel au pouvoir aussi mérité que celui fait à de GAULLE, mais qui ne vint jamais." (1)

Cette opinion, qui rejoint notre "hypothèse de travail" (2), est partagée par beaucoup d'observateurs de la vie politique. Il est certain qu'elle repose sur des indices sérieux mais elle ne constitue pas une explication suffisante de l'attitude de M. MENDES FRANCE durant la crise de mai et juin 1968.

Il existe, sans aucun doute, un "mythe MENDES FRANCE" : mythe complexe, soigneusement entretenu par les amis de l'ancien Président du Conseil, et renforcé encore par la hargne de ses ennemis. La légende mendésienne remonte au Front Populaire et à la Résistance mais a surtout pour thème "Le gouvernement de 7 mois et 17 jours", dont on se plait à rappeler le succès : les accords de Genève sur l'Indochine, et les

(1) SEALE (Patrick), Mc COUVILLE (Maureen), Drapeaux Rouges sur la France, précité p. 195.

(2) V. p. 10.

semi-succès : la "politique de Carthage" (1), la défense européenne, le voyage de l'ancien leader radical aux Etats-Unis qui lui valut le qualificatif de "Superman" de la part de M. Foster DULLES (2). Surtout, les "mendésistes" mettent l'accent sur la très grande popularité dont a bénéficié M. MENDES FRANCE à cette époque et dont la revue Sondages (1954, n° 4 et 1955, n° 1) donne un aperçu.

Ce soutien de l'opinion publique était du, sans doute, au style dynamique et incisif du Président du Conseil, à sa manière directe et sérieuse de s'exprimer, à sa relative indifférence à l'égard d'institutions paralysantes, à son goût pour la vérité et les promesses tenues. Et, depuis lors, le mythe MENDES FRANCE fondé sur le souvenir d'une brève période de gloire s'est renforcé, affermi ; des ouvrages l'ont fixé et embelli. (3)

La solitude même de "Cassandre - Superman" l'a grandi. Après l'échec de la prise en main du Parti Radical (échec définitif après le Congrès de Strasbourg le 21 novembre 1967), il a adhéré au P.S.U. où il est toujours resté, en principe, un simple militant. De plus, il est l'un des rares leaders de l'opposition à n'avoir jamais accepté de compromis avec le régime gaulliste.

Ce mythe qui accompagne le personnage de M. MENDES FRANCE, la ferveur de ses amis, expliquent sans doute que, "durant l'intermède de Baden-Baden, l'attention se porta sur (lui), le patriarche aux yeux tristes à qui dix années de solitude et sa critique implacable du gaullisme avaient forgé une stature morale inégalée". (4) Et, durant cette période agitée, il apparut à beaucoup de professionnels et d'analystes de la vie politique comme le sauveur, non seulement de la gauche, mais du pays tout entier. La confiance que les étudiants semblaient lui

-
- (1) V. GROS (Simone) - La Politique de Carthage, Paris, Plon, "Tribune Libre", n°34, 1968, 103 p.
 (2) Sur toute cette période v. ROUANET (Pierre), Mendès France au Pouvoir, Paris, Robert Laffont, 1965, 572 p.
 (3) v. par ex. NICOLET (Claude) - Pierre Mendès France ou le métier de Cassandre, Paris, Jullian, 1959, 251 p. ou, plus récemment, NANTET (Jacques), Pierre Mendès France, Paris, Ed. du Centurion, "Hommes Présents", 1967, 269 p.
 (4) SEALE (Patrick), Mc COUVILLE (Maureen), op.cit., p.210.

accorder était pour lui un atout supplémentaire.

" Opposant irréductible à un système dont il n'avait cessé de dénoncer le péché originel, l'ancien Président du Conseil, grâce à l'indépendance légendaire de son caractère, à la clarté et à la profondeur de ses exposés, à l'intérêt qu'il a toujours porté aux problèmes universitaires, est le seul homme politique qui jouisse de quelque crédit auprès des étudiants. Son appartenance, bien qu'un peu distante, au P.S.U., en même temps que l'audace et la rigueur de ses conceptions économiques, lui valent la ferveur de beaucoup de gens de gauche." (1) Et M. MITTERRAND, un peu amer, vise sans aucun doute l'ancien député de l'Isère lorsqu'il dit : " La jeunesse s'ébrouait, découvrait dans ses rangs ses propres leaders ou les recherchait parmi ceux auxquels l'absence et le silence avaient restitué un fragile crédit. Il faut l'échec en France pour acquérir le nimbe du prestige, pour se voir reconnaître l'infailibilité." (2)

Les nombreux " appels " adressés à M. MENDES FRANCE entre le 18 et le 30 mai 1968 par des hommes de presque tous les partis, de presque toutes les tendances, (V. supra. pp. 50-55) montrent bien que les hommes politiques inquiets l'ont, au moins durant quelques jours, considéré comme l'homme capable d'apaiser les révoltés et d'apporter une solution politique à la crise. " Partout, chez les patrons comme à la C.F.D.T. et même chez les gaullistes - où l'on se rappelle opportunément que Pierre MENDES FRANCE fut aimé du Général - le député de Grenoble recueille une moisson de compliments flatteurs (...). Au profit de celui que l'on appelle " l'homme seul ", semble se répéter le " processus " par lequel le général de GAULLE s'était imposé, dix ans plus tôt (...) à un régime qui s'effondrait." (3) Et M. Alain GRIOTTERAY, député Républicain Indépendant, note également que, vers le 20 mai, "M. MENDES

(1) FONTAINE (André), La Guerre Civile Froide, Paris, Fayard, "Les Grandes Etudes Contemporaines", 1969, p. 132.

(2) MITTERRAND (François), Ma Part de Vérité, Fayard, "En toute liberté", 1969, p. 97.

(3) FERNIOT (Jean) - Mort d'une Révolution, Paris, Denoël, "Réflexions", 1968, pp. 114-115.

FRANCE apparaît comme le sauveur, non seulement pour la gauche, mais aussi pour toute une partie de l'opinion bourgeoise et pour certains parlementaires U.D. Vème." (1)

Mais apparaître à certains comme "le sauveur", ne signifie pas que l'on veuille apparaître comme tel. Néanmoins, de même qu'avant mai 1968, M. MENDES FRANCE avait cultivé (ou laissé cultiver) sa légende, de même, en mai 1968, il a semblé accepter, parfois même avec empressement, ce rôle d'homme providentiel.

On peut réunir tout un faisceau d'indices, presque de "lapses" montrant que l'ancien député de Grenoble pensait que le pouvoir était à prendre et qu'il était particulièrement qualifié pour le prendre. A son habitude, il continue à être et à se vouloir un homme seul. Ses affiches, à Grenoble, proclament : "PIERRE MENDES FRANCE, UN HOMME SEUL" et, durant toute cette période, il semble toujours s'être efforcé de rester "au-dessus de la mêlée". Ainsi, à Charléty, "avec une ambiguïté caractéristique, il refuse de prendre la parole. Il pensait sans doute, qu'il y avait là un capital politique à exploiter, mais il ne tenait pas à être associé trop étroitement aux foudres lancées à la tribune." (2) De même, lorsque M. David WEILL fonde son "Association de Soutien à Pierre MENDES FRANCE", il émet de nombreuses réserves sur le principe d'une association qui risquerait d'apparaître comme une structure politique dirigée par lui.

De manière plus caractéristique encore, les mots employés par M. MENDES FRANCE laissent parfois percer le souci d'apparaître comme un homme - recours. Ainsi, dans sa déclaration du 29 mai, il dit : "Il est évident que mon concours est acquis aux hommes de gauche" (v. Annexe 2, p. XI), et, dans Pour Préparer l'Avenir (p.39), on peut lire,

(1) GRIOTTERAY (Alain) - Des Barricades ou des Réformes, Paris, Fayard, 1968, p.40.

(2) SEALE (Patrick), Mc COUVILLE (Maureen), op.cit., p.204.

à propos du ralliement de certains hommes qui l'avaient toujours combattu : "Je les reverrai bien un jour (...). Je les reverrai parce que la tentative actuelle de de GAULLE, ou bien échouera devant le suffrage universel, ou bien échouera plus tard, lorsque, inévitablement, se reproduiront des crises comme celle de mai 1968." Il se considère donc comme un homme auquel, inéluctablement, en cas de crise grave il faut faire appel, un homme providentiel.

Pourtant, l'auteur de La République Moderne, s'est toujours défendu contre l'accusation de vouloir être le "de GAULLE" de la gauche. Dans sa lettre à l'Association de Soutien créée par M. David WEILL il écrit : "Je ne souhaite pas votre ralliement à ma personne, mais je souhaite votre accord à mes idées, à mes options fondamentales, et votre participation à l'élaboration de la nouvelle société que nous souhaitons construire en commun." (1), et, lors de la première réunion publique de sa campagne électorale à Grenoble, le 10 juin, il protesta vivement contre l'accusation d'un membre du P.S.U. qui lui reprochait de se considérer comme un "homme au-dessus des partis".

Par ailleurs, M. MENDES FRANCE a toujours dénoncé le "pouvoir personnel" exercé par le général de GAULLE. "Je ne peux, dit-il, au cours de sa confrontation avec M. Maurice SCHUMANN, à la Télévision, accepter pour ma part, que la politique française consiste dans la démission des citoyens de ce pays pour s'en remettre à l'arbitrage suprême d'un seul homme." (2)

Il semble difficile de concilier ces dénégations avec les indices que nous avons relevés et qui démontrent que l'ancien Président du Conseil se considère comme un homme providentiel. Pourtant la contradiction est superficielle, car, si le Président MENDES FRANCE a

(1) V. Le Monde, 31.5.68.

(2) "En direct avec ... Pierre MENDES FRANCE et Maurice SCHUMANN", 5.12.1966 ; compte-rendu in Combat, 6.12.1966.

conscience de constituer un recours dans des circonstances graves, si sa stratégie est fondée sur cette certitude, il n'entend pas être un recours à n'importe quelle condition ; et, dans sa déclaration du 29 mai, il précise : " Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la gauche, par toute la gauche réunie." Ainsi, à son concours, il met des conditions ; il ne veut pas être porté au pouvoir par une coalition hétérogène, mais par l'ensemble des forces de gauche. Il entend être le rassembleur des gauches.

L'ancien Président du Conseil a souvent fait observer : " D'immenses modifications sont devenues possibles et des problèmes dont les solutions semblaient inaccessibles ont pu être résolus, dans le passé, chaque fois qu'ont additionné leurs volontés et uni leur action, la partie défavorisée du pays, celle qui est tout naturellement revendicative, voire révolutionnaire - la fraction éclairée et moderne des classes déjà influentes - et la jeunesse dont les regards, d'instinct, se portent sur son avenir, c'est-à-dire sur l'avenir". (1)

Si l'on transpose en mai 1968, cette idée de 1962 (reprise et soulignée en 1966), il devient clair que, pour M. MENDES FRANCE, le but essentiel est l'union de toutes les "forces de mouvement" : les étudiants contestataires, les ouvriers en grève, les intellectuels et les cadres. Pour que cette union soit possible, il faut que, à côté des partis de gauche traditionnels, se rangent les syndicats et surtout les organisations étudiantes et la "jeunesse".

Cette explication de la stratégie mendésienne permet de

(1) MENDES FRANCE (Pierre), La République Moderne, préc., p. 243 (éd. de 1962) et p.304 (éd. de 1966).

comprendre pourquoi M. MENDES FRANCE a accepté, avec un certain empressement, l'offre que lui a faite M. MITTERRAND dans sa conférence de presse du 28 mai : il y a vu l'occasion, non pas tellement d'utiliser la Fédération de la Gauche, dont il était, de toute manière, très proche, mais surtout de renouer avec les communistes un contact interrompu depuis le 18 mai, car le député de la Nièvre lui semblait une caution nécessaire pour cela.

Cette explication permet aussi de comprendre pourquoi le député de l'Isère est allé à Charléty. Sa visite au Quartier Latin le 24 mai lui avait montré que les étudiants ne lui étaient pas hostiles ; en participant à la manifestation du stade Charléty, il pouvait espérer transformer cette sympathie en soutien et devenir ainsi le lien entre la gauche traditionnelle et les étudiants en colère.

On peut se demander si cette tentative d'intégration du mouvement étudiant dans une coalition formée aussi par les formations politiques de gauche n'était pas une entreprise de "récupération". Le 28 mai d'ailleurs, M. VIANSSON-PONTE écrivait dans Le Monde : "Avec la présence de M. MENDES FRANCE au Stade Charléty, lundi soir, la récupération semble en bonne voie." (1)

L'ancien Président du Conseil se défend d'avoir voulu être un "récupérateur" et il a toujours essayé de ne pas sembler vouloir confisquer le mouvement. Pour cette raison, il n'est pas allé (sauf le 24 mai), visiter les facultés "occupées" et il a déclaré à M. Philippe ALEXANDRE : "Si je n'ai pas parlé plus tôt, c'est que je ne voulais pas avoir l'air de profiter du mouvement, de le récupérer." (2)

A vrai dire, il s'agit d'une querelle de mots : nul ne veut être un "récupérateur" et M. MENDES FRANCE en effet ne l'est pas si,

(1) VIANSSON-PONTE (Pierre), "La déclaration de M. MITTERRAND", Le Monde, 29.5.68.

(2) ALEXANDRE (Philippe), op.cit., p.193.

"récupérer" cela veut dire étouffer le "mouvement" pour le confisquer à son profit. Mais il n'en a pas moins tenté d'utiliser ces forces nouvelles pour faire contrepoids au Parti Communiste et, si son plan avait réussi, leur association à un pouvoir réformiste de style traditionnel leur aurait fait perdre, inévitablement, une grande partie de leur originalité.

En schématisant, l'on peut résumer la stratégie mendésienne en deux propositions : 1). M. MENDES FRANCE qui s'est toujours comporté comme un recours en cas de crise grave, est apparu à un grand nombre d'hommes politiques et d'observateurs de la vie publique comme un homme providentiel.

2). Il a utilisé ce mythe en mai 1968 pour réunir autour de lui l'ensemble des forces de mouvement, les partis de gauche traditionnels aussi bien que les étudiants et les syndicats.

Néanmoins, il ne faut pas se dissimuler ce qu'un tel schéma a d'artificiel. La stratégie de M. MENDES FRANCE n'est sûrement pas le fait d'une volonté savamment et consciemment mûrie. Dans son action en mai et juin 1968, on peut discerner des constantes, comprendre certains motifs, mais il faut toujours se rappeler qu' "il y a chez Pierre MENDES FRANCE, une hypersensibilité qu'on trouve rarement chez les hommes politiques (...) et que (si son) intelligence est souveraine, c'est le coeur qui la conduit." (1) Or, la raison du coeur conduit parfois à une appréciation erronée des situations réelles, c'est probablement ce qui explique l'échec de la stratégie mendésienne en mai et juin 1968.

(1) ALEXANDRE (Philippe), op.cit., pp. 198-199.

2. L'échec de la stratégie mendésienne.

A première vue, le dessein poursuivi par M. MENDES FRANCE en mai 1968, était ambitieux mais raisonnable et il ne semble pas avoir commis beaucoup de fautes tactiques pour le mener à bien. On peut penser, comme M. Gilles MARTINET, que "l'opération MENDES FRANCE (a) été lancée beaucoup trop tard" (1) ; mais d'autres pensent qu'elle a été lancée trop tôt ... On peut penser que le député de Grenoble a, durant la crise, manqué d'audace ; mais certains observateurs pensent, au contraire, qu'il a péché par manque de prudence. Ainsi, M. André FONTAINE (op.cit., p. 78), écrit : "Pendant 48 heures, le pouvoir parut à ramasser, et des hommes comme Pierre MENDES FRANCE, qui n'a rien d'un impulsif, ou François MITTERRAND, s'y laissèrent prendre ..." On peut penser enfin que l'ancien Président du Conseil a eu tort de répondre favorablement à l'offre de son ministre de l'Intérieur de 1954, mais c'était sans doute le seul moyen qu'il avait de se rapprocher des communistes ...

A vrai dire, l'échec de la stratégie suivie en mai par M. MENDES FRANCE provient sans doute davantage d'une indifférence trop marquée aux réactions de l'opinion ou d'une mauvaise appréciation de ces réactions que de "fautes" à proprement parler, car l'ancien député de Grenoble semble avoir, au moins sur le moment, sous-estimé d'une part l'incompréhension que son action rencontrait parmi les formations politiques de gauche et d'autre part, les fluctuations de l'opinion publique.

(1) MARTINET (Gilles), op.cit., p.37.

A - L'incompréhension des formations politiques de gauche.

Pour que les projets de M. MENDES FRANCE réussissent, l'accord et la collaboration des diverses formations politiques de gauche étaient indispensables. Or, ni la Fédération de la Gauche, ni le Parti Communiste, ni même le P.S.U., n'ont accordé un soutien sans réticence à l'ancien Président du Conseil.

C'est à la F.G.D.S. que l'ancien Président du Conseil a trouvé le plus de compréhension. Mais cette formation était divisée : les radicaux étaient partisans du recours à M. MENDES FRANCE car ils se sentaient "dépassés par les événements" et pensaient que, seul, le député de Grenoble pouvait régler une crise aussi surprenante et inquiétante. Leur réflexe fut à peu près le même que celui de MM. ABELIN ou LECANUET. Peu leur importait la manière dont M. MENDES FRANCE entendait mettre fin au désordre, il fallait en tout cas qu'il y mette fin ; c'est pourquoi, leur soutien, discret, ne s'est pas démenti durant la semaine critique du 24 au 30 mai.

Mais le poids des radicaux au sein de la Fédération était faible comparé à celui de la S.F.I.O. Or, ce parti eut une attitude nuancée. Certains de ses membres suivirent M. Gaston DEFFERRE qui soutint totalement M. MENDES FRANCE (notamment durant la réunion du 29 mai chez M. DAYAN - v. supra p.57), tandis que M. Guy MOLLET adopta une attitude favorable mais plus réservée.

Les objections aux positions prises par l'ancien Président du Conseil vinrent surtout de M. MITTERRAND. Le leader de la Fédération avait le 28 mai, non sans hésitations, accepté de lancer un appel à

M. MENDES FRANCE, mais dans le partage des tâches suggéré il s'était, en fait, réservé le premier rôle et avait annoncé sa candidature à la Présidence de la République. Il ne pouvait accepter que le député de Grenoble fût figure de chef de la gauche, d'autant plus qu'il le considérait comme un "ouvrier de la onzième heure".

De plus, l'analyse que les deux leaders faisaient de la situation était totalement différente. Pour M. MENDES FRANCE la situation était révolutionnaire, ainsi qu'il l'a déclaré dès le 19 mai, alors que dans son ouvrage paru en 1969, Ma Part de Vérité (préc., p.98), M. MITTERAND écrit : "Je nie encore qu'en mai la situation ait été révolutionnaire." Dans ces conditions, la crise de 1968 n'était pour lui qu'un épisode de l'usure du pouvoir gaulliste qui devait, tout de suite ou plus tard, profiter à la gauche telle qu'il la définit : les formations unies dans la F.G.D.S. et le Parti Communiste ; il était donc inutile de rechercher l'appui du "mouvement" qui ne pouvait que compromettre l'alliance avec les communistes. Cette stratégie était radicalement différente de celle que défendait M. MENDES FRANCE et l'on voit mal comment cette divergence aurait pu être surmontée.

Les relations entre l'ancien Président du Conseil et le Parti Communiste sont plus difficiles encore. Tout les sépare. Le communisme est construit sur un dogme ; M. MENDES FRANCE condamne tout dogmatisme et a toujours critiqué vigoureusement le P.C.F. (1). En juin 1954 il avait même refusé l'apport des voix communistes lors de l'investiture de son gouvernement; les dirigeants du Parti Communiste ne l'ont pas oublié et M. ANDRIEU le rappelle dans son ouvrage sur la crise de mai 1968. (2)

(1) V. par exemple MENDES FRANCE (Pierre), "La Crise de la Démocratie", discours préc., p. 65 et SALEM (Daniel), op.cit., p. 24 s.

(2) ANDRIEU (René), Les Communistes et la Révolution, Paris, Julliard, 1968, p.73, note II.

Face à l'agitation étudiante du début du mois de mai, les réactions du député de l'Isère et des communistes sont opposées. Dans L'Humanité du 3 mai 1968, M. MARCHAIS vilipende les gauchistes et "l'anarchiste allemand COHN-BENDIT". Et, malgré le revirement du P.C.F. à partir du 11 mai, ses relations avec le "mouvement" restent mauvaises. Toute la sympathie de M. MENDES FRANCE, au contraire, va vers les étudiants et c'est cette sympathie qu'il a voulu leur marquer en allant au Stade Charléty. Or, dès le matin du 27 mai, une édition spéciale de L'Humanité avait souligné l'hostilité du Parti Communiste à l'égard de cette manifestation : "Une manoeuvre de grande envergure se développe dans le dos des travailleurs. Un certain nombre d'hommes politiques et de personnalités syndicales cautionnent des manifestations dont l'un des objectifs explicites est de protester contre les négociations entre les syndicats, le patronat et le pouvoir, considérées comme nulles." Et un an plus tard, M. Georges MARCHAIS reprochera encore à l'ancien Président du Conseil de s'être rendu "à Charléty où, avec les trotskystes, les anarchistes, les maoïstes, (il) a fait chœur contre les communistes et contre les syndicats." (1)

Mais la présence de M. MENDES FRANCE à Charléty n'était pas le seul grief que les communistes avaient contre lui. "Il y avait aussi des préventions plus profondes que je n'imaginai à son égard, dira M. MITTERRAND. Waldeck ROCHET les a exprimées nettement lorsque les délégations communiste et fédérée se sont rencontrées rue de Lille, en fin d'après-midi, le 28" (2). Les dirigeants de la Rue Le Peletier ne s'opposaient pas à la présence du député de Grenoble dans le futur gouvernement, mais à sa préséance.

M. MENDES FRANCE, en effet, selon les communistes, a commis de nombreux "crimes" qu'énumère M. Jean FERNIOT dans

(1) "Georges MARCHAIS répond aux questions des auditeurs" d'Europe n° 1, 9.5.1969.

(2) MITTERRAND (François), op.cit., p.105.

"Mort d'une Révolution" ; ainsi, le 24 mai, il a proposé un appel direct au peuple, en déclarant, au sujet du référendum: " le peuple n'attendra pas le mois de juin pour repousser cette proposition " (v. Le Monde 26-27.5.68). Dès le 27 mai, il a critiqué les accords de Grenelle dont la C.G.T. a été le principal artisan ; mais surtout, "Pierre MENDES FRANCE est pour les communistes l'élément abettant, incontrôlable, technocrate et parlementaire, conscience de la gauche et refuge de la droite, recours ultime des gens de raison comme des révolutionnaires, une sorte de Charles de GAULLE de l'opposition". (1)

Ce grief se décompose en une double méfiance de la part des communistes envers M. MENDES FRANCE. D'une part, ils le suspectent d'être partisan d'une nouvelle troisième force qui les rejeterait dans le ghetto, crainte étayée par le soutien accordé au député de l'Isère par des hommes comme MM. ABELIN ou LECANUET ; d'autre part, ils condamnent tout recours à un nouvel homme providentiel.

Le dernier reproche est clairement exprimé dans le communiqué du Parti Communiste du 30 mai qui dénonce "l'illusion d'un nouvel 'homme - miracle' qui ne serait qu'une variante du régime qui, en dix ans, a conduit notre pays à la faillite actuelle." (2) Les dirigeants communistes sont d'autant plus méfiants que M. MITTERRAND les a tenus à l'écart de son "opération MENDES FRANCE" comme l'a précisé M. FAJON : "Quand cette proposition a été faite, elle l'a été sans que le Parti Communiste soit consulté, et, je veux le dire nettement, nous n'avons jamais donné notre caution à cette entreprise." (3) Et, plus tard, M. Georges MARCHAIS pour marquer son hostilité à une éventuelle candidature de l'ancien député de Grenoble aux élections présidentielles rappellera que "en mai 1968 il y a eu la tentative MENDES FRANCE d'un gouvernement

(1) FERNIOT (Jean), Mort d'une Révolution, Paris, Denoël, "Réflexions", 1968, p.139.

(2) V. L'Humanité, 30.5.68, p.1.

(3) Etienne FAJON répond aux auditeurs d'Europe n° 1, 10.6.68 (v. Le Monde, 12.6.68).

Mendès" (1). Cette hostilité du P.C.F. s'explique probablement par sa crainte de ne pas pouvoir contrôler un gouvernement que dirigerait M. MENDES FRANCE et l'inquiétude des communistes constitue par elle-même une réponse aux gaullistes qui présentent l'ancien Président du Conseil comme leur "prisonnier" ou leur "otage". (2)

De son côté, l'ancien Président du Conseil estime que la C.G.T. n'a pas compris la véritable portée des grèves du mois de mai 1968, pas plus que le Parti Communiste n'a compris le sens et l'importance de la révolte étudiante. (3)

M. MENDES FRANCE n'adresse pas le même reproche au P.S.U. qui a, selon lui, bien analysé la crise de mai et juin 1968. Néanmoins, les points de désaccord étaient nombreux entre le député de Grenoble et son propre parti, à tel point que, le 13 juin, il envoie à M. Michel ROCARD une lettre de démission dont il est convenu qu'elle ne sera rendue publique qu'après les élections afin de ne pas susciter une polémique inutile et déplaisante.

Avant les événements de mai, rien ne laissait supposer l'imminence d'une rupture entre M. MENDES FRANCE et le P.S.U. Sans doute, depuis la désignation du nouveau Bureau National du parti après le 5ème Congrès (Paris, 25-27 juin 1967), quelques heurts avaient opposé l'ancien Président du Conseil à la nouvelle direction du Parti (notamment à propos d'Israël), mais, dans l'ensemble le style dynamique des dirigeants du P.S.U. était fort bien accepté par le chef du gouvernement de 7 mois et 17 jours.

(1) Georges MARCHAIS répond aux auditeurs d'Europe n° 1, 7.5.69 (v. Le Monde, 9.5.69).

(2) V. par ex. des déclarations de MM. JEANNENEY (à Radio Monte Carlo le 12.6.68, v. Le Monde 14.6.68), FREY (à Europe n° 1 le 21.6.68, v. Le Monde 21.6.68) ou PISANI (à Europe n° 1, le 17.6.69, v. Le Monde, 19.6.68).

(3) V. en ce sens la déclaration faite par P. MENDES FRANCE à Josette ALIA et rapportée ... in ALIA (Josette), "La Leçon de choses de P.M.F.", Nouvel Observateur, 19.6.68.

Le rapport présenté par M. ROCARD au Congrès tenu par le P.S.U. à Dijon les 14 et 15 mars 1969, affirme que les désaccords entre ce parti et M. MENDES FRANCE "remontent à la période des 28-29 mai". En vérité, selon l'ancien élu de l'Isère, les dissensions tout en restant limitées à cette période, sont nettement antérieures aux dates données par le Secrétaire Général du P.S.U. (1) Le litige porte principalement sur trois points :

1). Selon M. MENDES FRANCE les dirigeants du P.S.U. se sont toujours efforcés d'empêcher tout contact valable entre les leaders étudiants et lui-même ; M. HEURGON, en particulier, aurait empêché le plus possible M. SAUVAGEOT de le rencontrer. En fait, M. ROCARD réplique que l'ancien Président du Conseil a parlé plusieurs fois et longuement avec M. SAUVAGEOT. Ceci est exact et l'on peut se demander pour quelles raisons M. MENDES FRANCE estime que ces rencontres ne constituaient pas des "contacts valables".

2). Le second point en litige est plus sérieux. Le 26 mai, le député de Grenoble avait été convié à assister à une réunion du Bureau National où il fut décidé de lancer un appel pour un gouvernement de transition. Cet appel fut soumis le 28 à M. MENDES FRANCE sous la forme d'une déclaration de 16 pages, qui lui fut présentée "ne varietur" afin qu'il la signât. Or, il estime que ce texte, après avoir analysé correctement la situation, se transformait ensuite en un catalogue de revendications déraisonnables. M. ROCARD affirme au contraire qu'il était mandaté pour discuter de cette déclaration avec l'ancien Président du Conseil. En fait, lors de la discussion qu'il eut effectivement avec M. MENDES FRANCE, il a refusé d'envisager toute modification autre que de détail. Du reste, ce texte avait déjà été envoyé à une centaine

(1) La position de M. MENDES FRANCE sur ces désaccords peut être déduite avec certitude des thèses défendues par M. PUISAIS au Congrès de Dijon puisque celui-ci était en possession d'une lettre de l'ancien chef du gouvernement donnant sa version de sa rupture avec le P.S.U. v. Le Monde 16-17.3.69. ...

de personnalités à qui il était demandé de le signer. La version "mendésiste" de cet épisode est d'ailleurs confirmée par M. Gilles MARTINET. (1)

3). Le rapport de M. ROCARD au Congrès de Dijon critique enfin la déclaration faite à la presse par M. MENDES FRANCE le 29 mai, et, à ce propos, M. HEURGON a déclaré le 15 mai : "Oui, il n'y avait pas d'autre solution pour flanquer à terre le gaullisme qu'un gouvernement d'union démocrate, mais à condition de contester un tel gouvernement, parce que, c'est vrai, les Kérensky, ça sert dans l'histoire, mais il faut les appeler par leur nom". (2) Cette accusation est assez surprenante, d'abord parce que l'ancien Président du Conseil a toujours affirmé qu'il ne participerait à aucune opération politique qui n'aurait pas l'adhésion totale de ceux qui avaient pris l'initiative de la révolte ; ensuite parce que, comme le note M. BARRILLON, le 29 mai, M. MENDES FRANCE "était entouré de trois compagnons et de trois compagnons seulement (...) : M. Michel ROCARD, M. Jacques MALTERRE et M. Marc HEURGON lui-même..." (2) ; de plus, cette déclaration avait été discutée entre MM. ROCARD et MENDES FRANCE dans l'après-midi.

Il n'en reste pas moins que le Secrétaire Général du P.S.U. avait sans doute raison en affirmant : "Dès le 29 mai, Pierre MENDES FRANCE et le P.S.U. n'étaient plus sur la même longueur d'onde" (2). Jusqu'à cette date, en effet, ce parti avait joué "à la fois la "carte révolutionnaire" et la "carte MENDES FRANCE" (3). Mais, dès le lendemain, M. Michel ROCARD déclare dans une interview à Combat (30.5.68) : "Que les forces en mouvement se rassemblent autour d'une plate-forme à travers laquelle les militants en lutte à l'usine ou à l'Université précisent dans le détail leur volonté de mettre à bas

(1) MARTINET (Gilles), op.cit., p.29.

(2) V. Le Monde, 16-17.3.69.

(3) RIOUX (Lucien), BACKMANN (René), op.cit., p. 312.

le système capitaliste. Ce travail, dans une certaine mesure, est presque un préalable au recours à un homme." Ces propositions sont très éloignées de la stratégie de M. MENDES FRANCE qui préconise l'union des forces de gauche sur un programme (élaboré sur la pression de la "base", sans doute, mais non directement par elle), et pense que cette union peut se faire autour de lui.

Ainsi, les projets de l'ancien Président du Conseil ne rencontrent pas plus de compréhension au sein du P.S.U. que du Parti Communiste ou de la Fédération. Ceci, à vrai dire, n'est pas tellement surprenant : incapable de se plier à la discipline d'une formation politique, M. MENDES FRANCE n'est pas un homme de parti. Les deux échecs marquants de sa carrière politique, en 1955-57 lors de sa tentative de prise en main du Parti Radical, et en 1968, ont en grande partie la même cause : son inaptitude à réussir les petites opérations politiques et son refus d'entrer dans le jeu des partis, sa volonté de rester en dehors de leurs intrigues et de leurs calculs. L'insuccès de la "stratégie mendésienne" a sans doute pour raison essentielle, le dédain marqué de l'ancien député de Grenoble pour la tactique et sa propension à estimer qu'il suffit de concevoir clairement un dessein cohérent pour obtenir le ralliement de tous.

Encore en 1955-57 M. MENDES FRANCE pouvait-il espérer réussir dans son projet car l'opinion publique lui était acquise. En 1968 cela est beaucoup moins évident.

B - Les fluctuations de l'opinion.

En mai 1968 pour beaucoup d'observateurs et d'acteurs de la vie politique, "Pierre MENDES FRANCE est le seul homme politique qui puisse être admis par toute la gauche et qui ait la confiance de la plupart de ceux qui mènent la révolte ou qui y participent". (1)

Il n'existe pas, à notre connaissance, de statistiques permettant de se faire une idée de l'opinion des étudiants vis-à-vis de M. MENDES FRANCE, mais l'on peut penser en effet que l'ancien Président du Conseil bénéficiait de leur sympathie. Une enquête réalisée par l'I.F.O.P. en avril et en octobre 1968 montre que parmi les 32 groupes d'opinion retenus, seul, celui des personnes âgées de 20 à 34 ans, est plus favorable à M. MENDES FRANCE en octobre qu'en mai. (2)

Mais il faut remarquer également que, même parmi cette catégorie de personnes, le pourcentage des opinions "très favorables" reste assez faible (13 % en avril, 14 % en octobre) et que d'autres hommes politiques obtiennent de bien meilleurs résultats : M. Edgar FAURE : 9 % en avril et 27 % en octobre ; M. POMPIDOU : 23 % en octobre ; M. GISCARD d'ESTAING : 17 % en octobre. M. MITTERRAND, au contraire, passe de 17 % en avril à 12 % en octobre. On peut conclure de cette "analyse spectrale" que parmi les jeunes M. MENDES FRANCE a conservé et même consolidé l'estime dont il jouissait avant mai 68, contrairement aux principaux leaders de l'opposition ; mais il ne s'agit que d'une tendance et cette enquête ne permet pas de connaître avec précision l'évolution de l'opinion des jeunes, et encore moins des étudiants, à l'égard de l'ancien Président du Conseil.

(1) BLOCH-MICHEL (Jean), Une Révolution du XXème Siècle, Paris, Robert Laffont, "Contestations", 1968, p.101.

(2) V. annexe 4, p. XXI.

Toutefois, l'on peut remarquer que l' "Association de Soutien à Pierre MENDES FRANCE", fondée par M. David WEILL a été favorablement accueillie par les étudiants dans les établissements universitaires où elle tenta de s'implanter. A l'I.E.P. de Paris, elle reçut 40 adhésions en deux jours, et rencontra un succès comparable à la Faculté de Droit (une soixantaine d'inscriptions). (1). L'ouvrage de M. MENDES FRANCE, La République Moderne, vendu dans plusieurs facultés "occupées" devint introuvable. La sympathie et le respect dont les étudiants ont témoigné envers l'ancien député de l'Isère en diverses circonstances (lors des manifestations du 13 et du 24 mai ou à Charléty par exemple), indiquent également que celui-ci était, sinon soutenu, du moins accepté par les étudiants. Il ne s'agit bien sûr que d'un faisceau d'indices, mais ils concordent tous en ce sens.

Mais, en ce qui concerne les dirigeants du "mouvement", leur sympathie pour M. MENDES FRANCE est beaucoup plus discutable et, en tout cas, plus distante, plus réservée. M. SAUVAGEOT précise : "vouloir poser le problème de MENDES FRANCE ou de quelque personnalité que ce soit me paraît une erreur. La question est de savoir s'il participera au mouvement ou non." (2) ; et M. GEISMAR ajoute : "Tout le monde sait que MENDES FRANCE est le réformiste le plus intelligent que la France ait jamais connu, qu'il est capable de transcender un certain nombre de contradictions fondamentales, mais il ne veut pas, il ne souhaite pas et il ne peut pas en tant qu'homme - à moins d'un changement total et finalement cela se jugera dans l'action - , opérer des changements de structures qualitatives, en raison de son environnement politique, de sa conception de la construction européenne, de l'idée de la continuité du développement économique et social formulé dans tous ses ouvrages. A la limite, cet homme qui s'est situé le plus à gauche parmi les hommes

(1) Les étudiants forment 13 % de ses effectifs. V. annexe 7, p. XXVIII.

(2) SAUVAGEOT (Jacques), GEISMAR (Alain), COHN-BENDIT (Daniel), DUTEUIL (Jean-Pierre), La Révolte Etudiante, Paris, Le Seuil, 1968, p.36.

politiques ayant pignon sur rue, représente peut-être la dernière chance de la bourgeoisie française." (1)

Chez certains leaders du "mouvement" cette sympathie un peu méfiante devient de l'hostilité pure et simple. MM. DUTEUIL et COHN-BENDIT déclarent : "MENDES est le de GAULLE de la gauche. Il a échappé aux classifications, comme de GAULLE qui est arrivé de ce fait au pouvoir. C'est l'homme qui passe pour être au-dessus des partis, au-dessus de la mêlée." (2) Quant à MM. Daniel BENSÂÏD et Henri WEBER ils dénoncent "la tentative de présenter Charléty comme un courant moderniste ou mendésiste susceptible de faire pièce au poids du P.C." (3)

De même, certains tracts dénoncent le "gadget MENDES FRANCE" (4), ainsi, un tract signé par les E.S.U. (Etudiants Socialistes Unifiés) du 30 mai 1968 : " Nous ne saurions admettre que le combat (des travailleurs et des étudiants) soit confisqué par les tenants du rétablissement de la démocratie parlementaire et bourgeoise. MENDES FRANCE ou MITTERRAND : la perspective est la même, c'est celle de la gestion loyale des intérêts de la bourgeoisie.

" A CELA NOUS DISONS NON ".

Il est impossible de dire que "les étudiants" dans leur ensemble ont accordé leur confiance à M. MENDES FRANCE (même si, en général, il semble avoir bénéficié de leur estime). On ne peut pas non plus affirmer que l'opinion publique en général a vu en lui un "homme providentiel".

(1) Ibidem, p.52.

(2) Ibidem, p.64.

(3) BENSÂÏD (Daniel), WEBER (Henri), Mai 1968 : Une Répétition Générale, Paris, F.Maspéro, "Cahiers Libres 133", 1968, p.185.

(4) V. SAUVAGEOT (Jacques), GEISMAR (Alain), etc..., op.cit., p.26. ...

A notre connaissance, il existe une seule enquête portant sur l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis de M. Pierre MENDES FRANCE ; cette étude, effectuée par l'I.F.O.P. le 27 et le 31 mai, est limitée à Paris et porte sur des échantillons réduits. (1) Les résultats en sont cependant extrêmement intéressants, car elle indique que 33 % des personnes interrogées avaient, le 27 mai, une meilleure opinion de M. MENDES FRANCE que trois semaines auparavant, alors que 22 % en avaient une moins bonne. En s'en tenant à ces chiffres, on pourrait penser que, dans l'ensemble, durant ces trois semaines, la popularité de l'ancien Président du Conseil a grandi ; mais cette affirmation doit être fortement nuancée, compte tenu des personnes qui "ne se prononcent pas" (45 %) ; ce pourcentage très important indique en effet que près de la moitié des personnes interrogées ou bien n'ont pas d'opinion sur la question, ou bien n'ont pas changé d'avis. Le 31 mai on peut constater qu' "un capital de prestige est resté à M. MENDES FRANCE" (2) bien que le nombre de personnes ayant de lui une "moins bonne opinion" (28 %) augmente. Néanmoins, cela permet d'affirmer que le discours du général de GAULLE n'a guère discrédité l'ancien Président du Conseil.

Il est intéressant de comparer les réactions de l'opinion à l'égard de l'attitude de M. MENDES FRANCE et de M. MITTERRAND. La popularité de ce dernier est en effet en baisse très nette : alors que d'après les enquêtes effectuées par l'I.F.O.P. en novembre 1967 il était le plus populaire des hommes de l'opposition (v. Annexe 4, p. X) et que, en cas d'élections présidentielles, il aurait, en septembre 1967, battu tous ses adversaires (ibid., p. XII), "deux contre un se sont fait de lui une moins bonne opinion jusqu'au 30 mai, et plus de quatre contre un au lendemain du 30 mai." (2)

(1) V. annexe 4, p. XVIII.

(2) Sondages, 1968, n° 2, "La crise de mai 1968", p.86.

Il semble donc que, davantage que le Président de la F.G.D.S., M. MENDES FRANCE est apparu à certains comme un "homme-recours", toutefois sa popularité est toujours restée assez limitée et le véritable bénéficiaire de la perte de prestige enregistrée par le général de GAULLE le 27 mai (55 % des personnes interrogées ont de lui une opinion moins bonne que 3 semaines auparavant), est M. POMPIDOU (40 % des gens ont de lui une "meilleure opinion"). Même après le regain de popularité du général de GAULLE le 31 mai, le Premier Ministre conserve tout son prestige et en gagne même.

Mais cette enquête réalisée par l'I.F.O.P. est très fragmentaire et ne permet pas de savoir quelles furent les réactions de l'opinion publique à l'égard des initiatives de MM. MITTERRAND et MENDES FRANCE entre le 27 et le 30 mai. Or, c'est le 27 mai que l'ancien Président du Conseil se rend à Charléty ; le 28, le leader de la Fédération fait sa conférence de presse ; le 29 le général de GAULLE part pour Baden-Baden et Colombey et le député de Grenoble rencontre les dirigeants de la F.G.D.S. Il est évidemment très intéressant de savoir quel écho ces événements rencontrèrent dans l'opinion. Pour en avoir une idée il faut effectuer une étude d'opinion d'après la presse. Nous avons, pour notre part, dépouillé quatre quotidiens parisiens (exclusivement en ce qui concerne l'action de M. MENDES FRANCE entre le 11 mai et le 30 juin 1968. (1)

La fréquence de la répétition du nom "MENDES FRANCE" constitue le meilleur paramètre permettant de connaître l'importance accordée par ces journaux à l'action de l'ancien Président du Conseil. Cet intérêt a connu deux périodes de pointe très nettes du 28 au 30 mai et du 16 juin au 1^{er} juillet, et deux autres moins marquées, les 19-20 mai et du 9 au 12 juin. On peut noter ces "pointes" dans chacun des quatre

(1) V. annexe 5, p. XXIV s.

quotidiens étudiés ; elles ne sont guère surprenantes : la première déclaration de M. MENDES FRANCE date du 19 mai, la conférence de presse de M. MITTERRAND est du 28 mai et l'ancien chef du gouvernement a tenu la sienne le lendemain. Du 9 au 12 juin M. MENDES FRANCE commençait sa campagne électorale et celle-ci battait son plein à partir du 16 juin.

Cette coïncidence entre les dates des initiatives de l'ancien élu de l'Isère et l'intérêt que les journaux lui ont porté montre que la presse en rendait volontiers compte mais ne les devançait pas. Si M. MENDES FRANCE parlait ou agissait les journaux rapportaient ses actes, mais ils leur accordaient une place assez limitée (1).

Au point de vue qualitatif, il y a toutefois des différences assez nettes entre les quotidiens étudiés. Le Monde est très bien disposé à l'égard de l'ancien Président du Conseil et décrit largement son action en la présentant toujours sous un jour favorable. Le titre de certains articles est d'ailleurs significatif : ainsi l'équipe MITTERRAND - MENDES FRANCE est présentée par M. BARRILLON comme "Le tandem de demain" (Le Monde, 30.5.68). De plus, M. Alfred FABRE-LUCE a pu publier dans ce journal une "Libre Opinion" ayant pour titre "MENDES à l'Elysée !" (Le Monde, 29.5.68), et la relation que M. LACOUTURE, envoyé spécial à Grenoble, a faite de la campagne électorale est en général favorable à "P.M.F." (3 longs articles).

Bien que Combat fasse moins souvent état de l'action de l'ancien Président du Conseil, ce journal lui est plus favorable encore. 6 fois son nom apparaît en assez gros caractères sur la 1^{ère} page et il bénéficie sans aucun doute de la sympathie des rédacteurs, témoin ce titre en p. 1, le 28.5.68 : "L'AMPLEUR ET LA FERVEUR DU MEETING

(1) Le nom "MENDES FRANCE" est écrit 236 fois dans Le Monde, 128 fois dans Le Figaro, 127 fois dans Combat et 31 fois dans L'Humanité.

TENU HIER SOIR A CHARLETY EN PRESENCE DE P.M.F. LAISSE PRESAGER LA NAISSANCE D'UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE."

Le Figaro est nettement plus réservé à l'égard de M. MENDES FRANCE. En général, l'action du député de Grenoble y est décrite sans commentaires mais assez complètement ; cependant, lorsque l'auteur d'un article analyse cette action il le fait toujours de manière assez critique, voire hostile (1). Un seul journaliste fait exception à la règle : M. Yves CUAU (v. "Une semaine avec Pierre MENDES FRANCE", 19.6.68).

L'Humanité ne contient, entre le 11 mai et le 1^{er} juillet 1968 aucune attaque directe contre l'ancien Président du Conseil, mais pas non plus la moindre remarque favorable. De plus, le nom du député de Grenoble est cité le moins souvent possible (31 fois en tout) et, à plusieurs reprises, l'organe du P.C.F. vilipende les "prétendus sauveurs". (2)

Toutes ces constatations ne révèlent rien de très surprenant. Il est toutefois intéressant de noter qu'aucun de ces journaux n'a présenté M. MENDES FRANCE comme un "homme - miracle" ; à aucun moment Combat, ni Le Monde n'ont tenté de lancer une "opération MENDES FRANCE" et la sympathie montrée par ces quotidiens pour l'ancien chef du gouvernement n'est jamais devenue enthousiasme (sauf peut-être pour Combat le jour de Charléty). La froideur manifestée par Le Figaro ne s'est jamais non plus transformée en crainte et L'Humanité a toujours pris grand soin de ne pas, par des attaques trop virulentes, susciter l'intérêt de ses lecteurs (ou de ses concurrents).

Il est impossible de tirer de cette rapide étude de presse des conclusions générales en ce qui concerne l'attitude de l'opinion publique

(1) V. par ex. MACAIGNE (Pierre), art. préc. ou l'éditorial franchement hostile de Louis-Gabriel ROBINET dans le numéro du 22-23.6.68.

(2) V. supra, chapitre III, section 2, A.

dans son ensemble. On peut seulement constater que les journaux "intellectuels de gauche" (Le Monde, Combat) se sont montrés particulièrement favorables à M. MENDES FRANCE, alors que le très gaulliste Figaro est resté hostile et l'organe communiste à la fois méfiant et prudent. La consultation rapide de deux autres grands journaux parisiens montre que France-Soir a accordé une large place à l'action de l'ancien Président du Conseil durant la crise de mai 1968 et lui a, en général, manifesté une réelle sympathie, et cette constatation semble plus exacte encore en ce qui concerne L'Aurore.

Il semble donc que, dans l'ensemble, M. MENDES FRANCE a trouvé dans l'opinion de l'estime et de la sympathie (à l'exception des milieux très gaullistes ou communistes) mais que son action n'a pas suscité de l'enthousiasme et qu'il ne pouvait compter sur le soutien actif de l'opinion. Néanmoins, on peut légitimement estimer que les Français n'étaient pas hostiles à ses initiatives durant la crise de mai-juin 1968. (1) (2)

-
- (1) La seule fraction de l'opinion qui aurait pu lui donner un soutien actif est constituée par les cadres et les intellectuels. Ainsi, 32 % au moins des membres de l'"Association de Soutien à P.M.F." créée le 21 mai ont un diplôme de l'enseignement supérieur et 13 % sont des étudiants. V. annexe 6, p. XXVIII.
 - (2) La réelle audience de M. MENDES FRANCE est attestée par le nombre d'exemplaires de "Pour Préparer l'Avenir" qui furent vendus en 3 mois (90.000).

Si l'on veut maintenant reformuler l'hypothèse de travail adoptée au début de cette étude (v. p.10), on peut la présenter ainsi :

1. M. MENDES FRANCE en cultivant sa légende d' "homme seul" espérait devenir un jour le rassembleur des gauches à la faveur d'une crise nationale.

2. La crise de mai et juin 1968 lui a semblé être l'occasion de réaliser ce dessein.

3. Mais il n'a pas su susciter une quelconque union des formations de gauche autour de sa personne et de ses idées ; et l'opinion publique, à la différence d'une grande partie de la "classe politique", n'a pas vu en lui un "homme providentiel". (1)

Cette relative méfiance de l'opinion était d'ailleurs, nous semble-t-il, assez fondée car on imagine mal, au moins dans les circonstances de mai 68, un gouvernement qui compterait parmi ses membres à la fois M. BILLERES et M. Waldeck ROCHET, M. SEGUY et M. SAUVAGEOT. On conçoit mal comment une alliance ou même une trêve, entre le "mouvement" et les "crapules staliniennes", entre les radicaux et la J.C.R., aurait pu être acceptée par "la base" et plus encore par "les appareils" étant donné l'échauffement des esprits à cette époque. On voit mal enfin comment les révolutionnaires de mai auraient pu soutenir un gouvernement - quel qu'il soit - sans avoir le sentiment d'être "récupéré".

(1) Alors que, probablement, M. POMPIDOU est, au moins à certains moments, apparu à une opinion publique désespérée, comme un recours. A ce sujet, v. le Mémoire de Françoise SCHEM.

EPILOGUE

MAI 68 - MAI 69

" Pourtant, quand nous fumes au terme et que vint l'aube du monde nouveau, les hommes des anciens jours réapparurent et nous dérobèrent notre victoire et ils la réformèrent à la ressemblance du monde antérieur qu'ils connaissaient.

" En balbutiant nous disions que nous avions travaillé pour un ciel neuf et pour une terre nouvelle. "

T.E. LAWRENCE

...

L'échec de M. MENDES FRANCE en mai 1968 n'a pas nui immédiatement, semble-t-il, à son prestige, puisqu'une enquête de l'I.F. O.P. réalisée en juillet 1968 (1) indique que, en cas d'élections présidentielles, 13 % des personnes interrogées se seraient, au premier tour, prononcées en sa faveur ce qui le place en seconde position derrière M. POMPIDOU. Mais, un sondage effectué en octobre 1968 (2) donne une vision très nette de la perte de popularité enregistrée durant les mois suivants par l'ancien député de Grenoble puisque 36 personnes sur 100 ont de lui une opinion très favorable ou assez favorable (alors que, en avril 68, c'était le cas de 49 personnes), tandis que 33 personnes ont une opinion défavorable (20 seulement en avril).

Malgré cela, en mai 1969, M. MENDES FRANCE participe à la bataille présidentielle. A première vue, il peut sembler paradoxal que, un an après la manifestation du Stade Charléty, il accorde son soutien à M. Gaston DEFFERRE. En fait, ce soutien s'inscrit dans le cadre de la "stratégie mendésienne" telle que nous avons tenté de la décrire.

Après les Congrès de la S.F.I.O. à Alfortville et de la Convention des Institutions Républicaines à Saint-Gratien, la situation pour la gauche est grave, presque tragique ; quatre candidats se présentent et M. MITTERRAND se tient en dehors de la bataille électorale. M. MENDES FRANCE sent que tous les hommes de gauche "désorientés et humiliés (...) sont passés de la nausée à la colère." (3) Dans ces conditions, l'ancien chef du gouvernement considère son intervention comme un "devoir" (3)

(1) V. annexe 4, p. XXIII.

(2) Ibid., p. XX.

(3) MENDES FRANCE (Pierre), "Pourquoi j'entre dans cette bataille"; Nouvel Observateur, 19-25.5.69.

On peut néanmoins se demander pourquoi M. MENDES FRANCE n'a pas posé sa propre candidature. Malgré son hostilité de principe à l'égard de l'élection du Président de la République au suffrage universel, il a envisagé cette éventualité mais y a renoncé devant l'opposition du Parti Communiste exprimée clairement par M. Georges MAR-CHAI au micro d'Europe n° 1 le 7 mai 1969 (v. Le Monde, 9.5.69). (1) Dans ces conditions, il était exclu qu'il pût jouer le rôle de "rassembleur des gauches" qu'il ambitionnait, aussi renonça-t-il à se présenter personnellement.

Mais, si les conditions permettant de réaliser l'union de la gauche ne sont pas réunies en mai 1969, il ne faut pas que cette union soit à jamais compromise. Or, c'est, selon M. MENDES FRANCE, ce qui se produira si la gauche non communiste est écrasée aux élections : "si au lendemain du scrutin du 1^{er} juin, les communistes ont un nombre de voix qui surpasse celui des autres candidats de la gauche, ils y trouveront la confirmation de leur prétention à être les leaders de la gauche, à la dominer. (...) Que pourront faire alors les hommes de la gauche non communiste ? Une partie d'entre eux dérivera vers le marais centriste, une autre se cristallisera autour des communistes et acceptera de s'assujettir à eux. (...) Ce n'est tout de même pas faire de l'anticommunisme maldif ou hystérique que d'espérer et de vouloir qu'il y ait (un avenir pour la gauche non communiste)". (2)

En soutenant très activement la candidature de M. Gaston DEFFERRE, l'ancien député de Grenoble pensait contribuer à assurer cet avenir et aider le maire de Marseille à obtenir un nombre de voix comparable à celui que recueillerait M. DUCLOS. Les résultats déçurent totalement cette ambition, pourtant limitée, puisque M. DEFFERRE n'obtint

-
- (1) M. MENDES FRANCE a d'ailleurs prédit l'intention des communistes de présenter leur propre candidat au cours d'une réunion à Grenoble, le 23.4.69 (v. Le Monde, 25.4.69)
- (2) MENDES FRANCE (Pierre), "Pourquoi j'entre dans cette bataille", préc. Déjà, en 1959, lors de ses "Rencontres avec Pietro NENNI et Aneurin BEVAN" (Paris, Julliard, 1959), M. MENDES FRANCE avait décrit très exactement cette stratégie (pp.39-41). Pour une analyse minutieuse des raisons qui ont poussé l'ancien député de Grenoble à soutenir la candidature de M. DEFFERRE, v. aussi FAVART (Jacques), "Non, P. Mendès France n'est pas Monsieur 5 %", République Moderne n° 3, juillet 1969.

que 5,07 % des suffrages exprimés alors que son adversaire communiste réunit 21,52 % des voix.

Les causes de cet échec de la stratégie mendésienne le 1^{er} juin 1969 sont sans doute à peu près les mêmes que celles expliquant les revers de 1968. Dans les deux cas, M. MENDES FRANCE a refusé tout compromis avec les formations politiques (malgré un début de discussion avec le Parti Communiste le 12 mai 1969, M. MENDES FRANCE n'a jamais fait le moindre geste dans cette direction mais s'est contenté d'attendre qu'on le sollicite) ; dans les deux cas, il a adopté une "stratégie" que l'opinion pouvait difficilement comprendre, oubliant que l' "on ne mobilise pas les masses avec les dossiers de l'E.N.A. (mais qu') on les soulève avec le levier d'un ou deux mots d'ordre" (1). La tentative de mai 1969 comme celle de l'année précédente, "ressemblait au mendésisme lui-même, plus enclin à l'étude attentive des problèmes qu'à la recherche de slogans." (2)

M. MENDES FRANCE est-il condamné aux échecs ? Sa carrière, qui s'annonçait brillante en 1932 n'a été, en fait, qu'une suite de revers : échec en 1945 dans la querelle qui l'opposait à M. PLEVEN ; demi-échec du gouvernement de 7 mois et 17 jours ; échec de sa collaboration avec M. Guy MOLLET en 1956 ; échec de la prise en main du Parti Radical ; défaites aux élections de 1958 et 1962 ... On peut se demander si les déconvenues de 1968 et 1969 ne sont que de nouvelles étapes dans cette longue liste ou si elles marquent l'aboutissement d'une carrière courageuse, digne, mais marquée par de nombreuses déceptions.

(1) POPEREN (Jean), Une Stratégie pour la Gauche, Fayard, "Le Monde sans frontière", 1969, p.103.

(2) NICOLET (Claude), Pierre Mendès France ou le métier de Cassandra, Paris, Julliard, 1959, p. 150.

A vrai dire, et cela est quelque peu paradoxal, les échecs subis par M. MENDES FRANCE lui ont toujours profité, le temps passant, et sont devenus de nouveaux éléments de la légende de Cassandre. Les tentatives de l'ancien Président du Conseil en 1968 et 1969 paraissent aujourd'hui des défaites, voire des erreurs. Demain, elles seront peut-être des prophéties ...

A N N E X E S

ANNEXE 1CHRONOLOGIE (1)LA PHASE NATIONALENuit du 10 au 11 mai 1968

Barricades de la rue Gay-Lussac .

Samedi 11 mai

M. MENDES FRANCE arrive à Grenoble

Dimanche 12 mai

Retour à Paris

Lundi 13 mai

Grèves de protestation contre la "répression".

Défilé de la Bastille à Denfert-Rochereau, M. MENDES FRANCE y prend part.

Mardi 14 mai

Débat à l'Assemblée Nationale sur la crise universitaire.

M. MENDES FRANCE : "Acceptez une commission d'enquête".

Samedi 18 mai

M. ABELIN se prononce pour un appel à M. MENDES FRANCE

Déjeuner avec MM. LABI et GEISMAR

Première rencontre avec M. SAUVAGEOT, rue du Conseiller-Collignon

Dimanche 19 mai

Déclaration de M. MENDES FRANCE : "Le pouvoir ne peut plus rendre qu'un service au pays : se retirer".

(1) Nous limitons cette chronologie au rappel de l'activité de M. MENDES FRANCE du 10 mai au 30 juin 1968 et des événements indispensables pour la comprendre.

Mardi 21 mai

Création d'un "Comité de Soutien à Pierre MENDES FRANCE".

Débat sur la motion de censure à l'Assemblée Nationale. M. MENDES FRANCE ne prend pas la parole.

Mercredi 22 mai

M. MENDES FRANCE vote la censure.

Jeudi 23 mai

Au Parti Radical, M. Maurice FAURE se prononce en faveur du recours à "P.M.F.".

M. MENDES FRANCE rencontre la C.F.D.T.

Dîner chez M. HERNU avec M. Roland DUMAS.

Manifestations spontanées et violentes au Quartier Latin.

MM. MITTERAND et MENDES FRANCE hésitent à s'y rendre puis y renoncent.

Vendredi 24 mai

Discours du général de GAULLE - Réaction de M. MENDES FRANCE :
"Un plébiscite cela ne se discute pas, cela se combat."

Manifestation organisée par l'U.N.E.F. à la Gare de Lyon ; seconde nuit des barricades au Quartier Latin.

M. MENDES FRANCE rejoint les manifestants à la Bourse et se rend à la Sorbonne et au siège de l'U.N.E.F.

Samedi 25 mai

Au Bureau Politique de la F.G.D.S., M. BILLERES avance le nom de M. MENDES FRANCE

Dimanche 26 mai

Négociations de Grenelle.

M. MENDES FRANCE assiste à la réunion du Bureau National du P S U .

Réunion chez le Dr. KAHN avec des dirigeants du "mouvement"
(MM. ROCARD, HEURGON, Gilles MARTINET, SAUVAGEOT, GONIN, COTTAVE, LABI, MAIRE, etc...)

Lundi 27 mai

Le "constat" de Grenelle est rejeté par les grévistes.

Rencontre avec Mgr. MARTY, puis avec M. Edgar FAURE, contacts avec M. Maurice SCHUMANN.

Manifestation organisée par l'UNEF, le SNE-Sup. et la CFDT au Stade Charléty, M. MENDES FRANCE s'y rend après un entretien avec les animateurs du CERES ; il ne prend pas la parole.

Mardi 28 mai

Conférence de presse de M. MITTERAND^R qui se prononce en faveur d'un "gouvernement provisoire de gestion" dont la direction pourrait être confiée à M. MENDES FRANCE.

Entretien avec M. Guy MOLLET.

M. MENDES FRANCE refuse de signer un "Projet de déclaration pour un gouvernement de transition vers le socialisme" qui lui est soumis par le P.S.U.

"Libre Opinion" dans Le Monde de M. Alfred FABRE-LUCE. "Mendes au pouvoir".

Mercredi 29 mai

Le général de GAULLE part pour Baden-Baden et Colombey ; annulation du Conseil des Ministres.

M. Maurice LABI lance un appel à M. MENDES FRANCE.

Conférence de presse de MM. DESCAMPS et JEANSON qui demandent à M. MENDES FRANCE "d'assumer avec les partis de Gauche et avec (les) forces nouvelles, les responsabilités du pouvoir".

Devant le groupe F.G.D.S. de l'Assemblée Nationale, M. MENDES FRANCE se déclare d'accord avec le schéma proposé la veille par M. MITTERAND^R, avant de se rendre chez M. DAYAN pour y rencontrer MM. MITTERAND^R, Guy MOLLET, BILLERES et DEFFERRE.

Conférence de presse de M. MENDES FRANCE à l'Assemblée Nationale, en présence de MM. ROCARD, HEURGON et MALTERRE : "Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par toute la gauche réunie".

Jeudi 30 mai

L'Humanité se prononce contre "toute tentative de 3ème force".

M. MENDES FRANCE rencontre M. MONNERVILLE et annule un déjeuner prévu de longue date avec M. Edgar FAURE.

Entretien avec la C.F.D.T.

Discours du général de GAULLE annonçant des mesures énergiques et appelant à l'action civique.

Dissolution de l'Assemblée Nationale.

Manifestation gaulliste de la Concorde à l'Etoile.

Samedi 1er Juin

Rencontre avec une délégation de la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles conduite par M. Bernard LAMBERT.

LA PHASE GRENOBLOISEVendredi 7 juin

"Guérilla" à Flins.

M. MENDES FRANCE arrive à Grenoble.

Lundi 10 juin

1ère réunion électorale publique à la Bourse du Travail de Grenoble :
"L'ordre, c'est la fin du pouvoir gaulliste".

Mardi 11 juin

Réunion à la Faculté de Droit de Grenoble.

2 morts à Montbéliard après de violentes manifestations.

Mercredi 12 juin

Débat entre MM. JEANNENEY et MENDES FRANCE à Radio Monte-Carlo. "P.M.F." : "Je ne regrette pas d'avoir assisté au meeting de Charléty".

Rencontre avec des "cadres" grenoblois.

Jeudi 13 juin

M. MENDES FRANCE invite M. JEANNENEY à une réunion contradictoire à la patinoire de Grenoble.

Vendredi 14 juin

Réunion publique à Eybens.

Dimanche 16 juin

Fermeture de la Sorbonne.

Réunions publiques à Venon, Gières et Herbeys.

Lundi 17 juin

Rencontre avec des commerçants grenoblois.

Réunion publique à Saint-Martin d'Hères.

Mardi 18 juin

Soirée-débat présidée par M. MENDES FRANCE sur la liberté de l'information.

Mercredi 19 juin

Réunions publiques à Saint-Martin d'Hères et Echirolles.

Jeudi 20 juin

M. MENDES FRANCE répond aux auditeurs d'Europe N° 1. "La gauche aurait été impardonnable de ne pas dire ce qu'elle avait l'intention de faire et de ne pas proposer une solution à la crise".

Dimanche 23 juin

1^{er} tour des élections - Recul très net de la gauche.

Dans la deuxième circonscription de l'Isère (inscrits 83.168 - votants 61.619)

MM. JEANNENEY (UDR) : 22.707

MENDES FRANCE (soutien PSU et FGDS) : 19.577

GIARD (PCF) : 10.715

VANIER (UD.V, Comité de soutien de la République) : 6.549

BOISSENOT (sans étiquette) : 2.071

Mercredi 26 juin

Réunion commune de MM. MENDES FRANCE et GIARD à Saint-Martin d'Hères.

Jeudi 27 juin

Manifeste signé par 27 personnalités grenobloises représentant le catholicisme libéral, en faveur de M. MENDES FRANCE.

Désistement de M. GIARD " en faveur du candidat de la gauche le mieux placé ".

Vendredi 28 juin

M. JEANNENEY invite M. MENDES FRANCE à une réunion contradictoire à la patinoire de Grenoble. Dans le vacarme, les orateurs ne peuvent prendre la parole.

Communiqué de M. MENDES FRANCE rejetant la responsabilité de ces désordres sur les gaullistes.

Dimanche 30 juin

2^{ème} tour des élections - les gaullistes gagnent 97 sièges.

Dans la 2^{ème} circonscription de l'Isère (inscrits 83.240 - exprimés 61.995)

MM. JEANNENEY : 31.059.

MENDES FRANCE : 30.927

ANNEXE 2

a. Communiqué publié par M. MENDES FRANCE
le dimanche 19 mai 1968

En refusant constamment, et depuis dix ans, de discuter aussi bien avec les représentants des ouvriers, des étudiants, des paysans qu'avec les élus du peuple, en se réservant (et avec quel mépris de l'opinion) le monopole de toutes les décisions, le pouvoir a créé une situation révolutionnaire. Il ne peut plus maintenant ni recourir à la force sans déclencher un processus tragique ni entamer un dialogue utile avec les masses, qui s'élèvent contre sa politique.

Il ne peut plus rendre qu'un service au pays : se retirer pour que soient enfin mises en route, dans un climat de confiance, les transformations qui renouvelleront les conditions de la vie économique, sociale et politique.

Car ces transformations sont enfin devenues possibles, et, quoi qu'il arrive, ce sera le mérite des étudiants et des jeunes travailleurs venus se joindre à eux de les avoir rendues possibles, d'avoir réveillé la nation. La crise présente n'est pas seulement politique, elle met en cause tout un régime de vie. La contestation ne porte pas seulement sur des hommes ou des institutions. Elle exprime la volonté de millions de Français de ne plus être considérés comme des sujets dans une société dure, inhumaine et conservatrice des privilèges, mais de jouer pleinement leur rôle dans une société qui soit la leur.

Participation directe des étudiants à toutes les décisions qui les concernent, autonomie des universités, droits syndicaux comportant la reconnaissance du rôle des organisations ouvrières dans les entreprises, c'est au fond le même problème : celui de la dignité et de la souveraineté de l'homme qui travaille et qui produit.

Un autre problème également commun aux ouvriers, aux étudiants, aux fils de paysans, c'est celui du sous-emploi - et on en connaît aujourd'hui l'ampleur et la gravité.

Dans tous ces domaines, le régime actuel, pour ne pas porter atteinte aux structures qu'il veut défendre, a refusé la parole aux nouvelles générations. Or, lorsqu'un conflit global et durable se développe entre un Etat et les forces du renouveau, c'est toujours l'Etat qui a tort.

Ceux qui prétendent parler en son nom ont voulu nier la représentativité des organisations et des mouvements qui s'opposaient à eux. Mais, en vérité, c'est le pouvoir qui n'est pas représentatif, et sa politique n'a jamais traduit les aspirations de la nation et les besoins de son avenir.

S'il avait assuré à la classe ouvrière un emploi soutenu et d'autres conditions de vie, s'il avait organisé la démocratie dans l'entreprise et dans l'Université, s'il avait ouvert à la jeunesse des perspectives heureuses, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Il ne l'a pas fait et il ne le fera pas.

Qu'il laisse donc la place à des hommes qui le feront et qui rendront l'espoir.

b. Déclaration faite à la presse par M. MENDES FRANCE
le mercredi 29 mai 1968

Le contexte est différent de ce qu'il était lorsque nous avons pris rendez-vous.

La journée a été marquée par toute une série de nouvelles ou d'incertitudes. Nous ne savons plus très bien où en est le régime ; nous ne savons pas s'il y a encore un gouvernement et nous ne connaissons ni ses intentions ni ses décisions.

La longue conversation de travail que j'ai eue avec les dirigeants de la F.G.D.S. devait tenir compte de ces incertitudes. Nous avons exploré toutes les hypothèses et constaté sans surprise que, quels que soient les événements des prochains jours, notre réponse conduisait toujours à la création d'un gouvernement de transition.

Cette solution est celle que l'opposition de gauche devait mettre en avant.

Mais il faut que nous soyons tous d'accord sur ce que devra faire ce gouvernement. C'est là dessus que nous avons travaillé très sérieusement.

Nous avons tous compris que ce gouvernement de transition devait ménager, à travers les problèmes actuels, un passage cohérent pour garantir les nécessaires réformes de structure. Mais ce gouvernement n'aurait aucun sens s'il n'obtenait pas la confiance de tous ceux qui ont manifesté leur opposition au régime, et il est évident que les forces vives de la nation doivent toutes être réunies demain pour reconstruire, comme l'a dit M. MITTERAND, " sans exclusive et sans dosage ".

Tout ce qui dévise, tout ce qui oppose ces forces, est néfaste et blâmable pour l'avenir. Aucun de nous d'ailleurs n'a ressenti le besoin, étant donnée la gravité de la situation, d'évoquer des questions de personnes. Pour ma part, j'ai été touché que M. MITTERAND mette mon

nom en avant. Il est évident que mon concours est acquis aux hommes de gauche et que je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la gauche, par toute la gauche réunie.

En ce qui concerne le gouvernement de transition, il s'agira non pas d'un gouvernement neutre, mais d'un gouvernement de mouvement orienté vers une société plus juste et plus socialiste. Il devra prendre des décisions immédiates, dont nous avons parlé cet après-midi et dont nous continuerons à parler dans les prochains jours, pour réaliser un accord complet.

En nous plaçant face aux vraies difficultés, nous faisons le genre d'effort qu'attendent de nous les jeunes, les grévistes et les chômeurs.

Nous ne nous sommes pas dissimulé les difficultés. Nous partions de conceptions qui n'étaient pas toujours les mêmes, mais l'effort a été positif et fructueux. Nous sommes conscients des responsabilités qui nous attendent dans les heures qui viennent.

ANNEXE 3

RESULTATS DES ELECTIONS
DANS LA DEUXIEME CIRCONSCRIPTION DE L'ISERE

Mars 1967

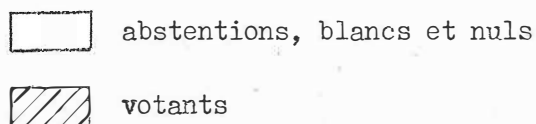
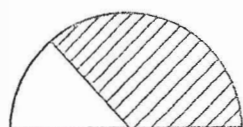
inscrits - 83.896

Juin 1968

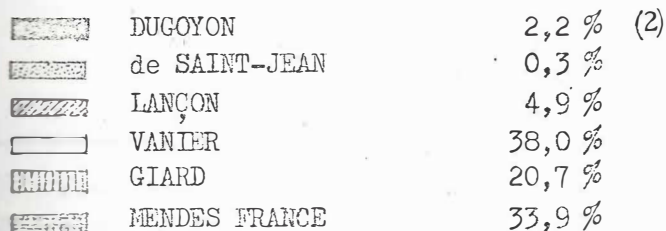
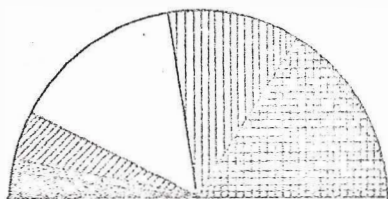
inscrits - 83.168

1^{er} tour

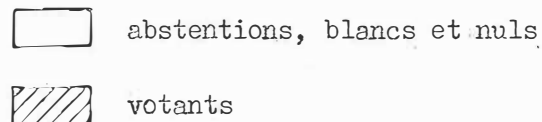
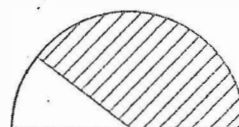
exprimés - 63.432 (75,6 %) (1)



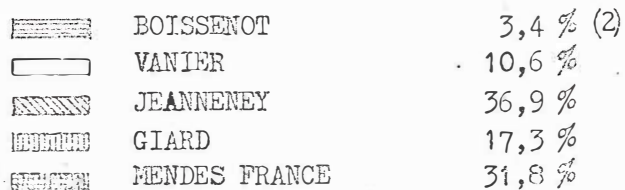
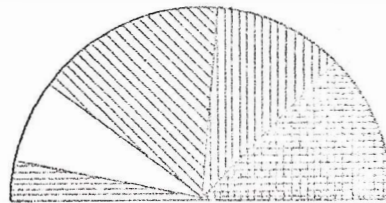
VANIER (UNR - Ve Rép.)	24.108
MENDES FRANCE (P.S.U.)	21.519
GIARD (P.C.F.)	13.113
LANÇON (All. Rép.)	3.161
DUGOYON (ss.ét.)	1.359
de SAINT-JEAN (indép.)	172



exprimés - 61.619 (74,1 %) (1)



JEANNENEY (UDR - UD Ve)	22.707
MENDES FRANCE (sout.PSU - Féd.)	19.577
GIARD (P.C.F.)	10.715
VANIER (Comité Soutien Rép.)	6.549
BOISSENOT (ss.ét.)	2.071



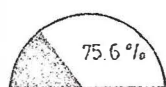
(1) Pourcentage par rapport aux inscrits.

(2) Pourcentage par rapport aux suffrages exprimés.

Mars 1967Juin 1968

2ème tour

exprimés - 63.036 (75,1 %) (1)



1er tour



abstentions, blancs et nuls



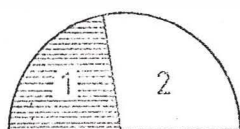
votants

MENDES FRANCE

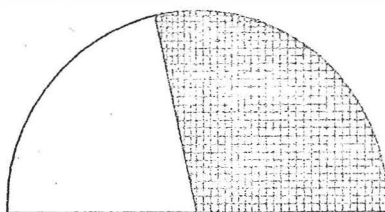
34.157

VANIER

28.879



1er tour



1. Total des voix obtenues au premier tour
par MM. VANIER, LANÇON, DUGOYON et
de SAINT-JEAN.

2. Total des voix obtenues au premier tour
par MM. MENDES FRANCE et GIARD.



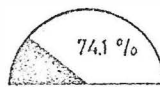
VANIER

45,8 % (2)

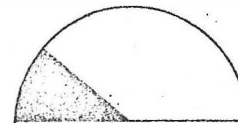
MENDES FRANCE

54,2 %

exprimés - 61.995 (74,5 %) (1)



1er tour



abstentions, blancs et nuls



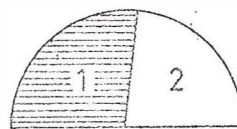
votants

JEANNENEY

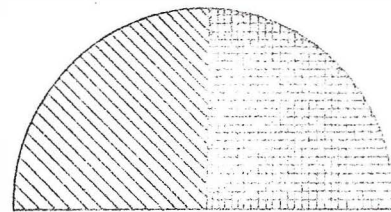
31.059

MENDES FRANCE

30.927



1er tour



1. Total des voix obtenues au premier tour
par MM. JEANNENEY, VANIER et
BOISSENOT.

2. Total des voix obtenues au premier tour
par MM. MENDES FRANCE et GIARD.

JEANNENEY

50,1 % (2)



MENDES FRANCE

49,9 %

(1) Pourcentage par rapport aux inscrits.

(2) Pourcentage par rapport aux suffrages exprimés.

ANNEXE 4

LA POPULARITE DE M. MENDES FRANCE SELON LES SONDAGES DE L'I.F.O.P. (1)

Faute d'une série de sondages homogène, il est impossible de dresser la courbe de popularité de M. MENDES FRANCE au cours des dernières années. Néanmoins, grâce aux enquêtes - dont certaines ne sont pas publiées - qui nous ont été communiquées par l'I.F.O.P. (2), on peut se rendre compte des variations accusées par cette courbe, et notamment de l'impact sur l'opinion de l'attitude de l'ancien Président du Conseil durant les événements de mai et juin 1968.

a. Popularité de M. MENDES FRANCE au cours de l'année 1967 (3)

. Parmi les hommes politiques suivants, quel est, à votre avis, celui qui devrait jouer le rôle le plus important au sein de l'opposition ?

	Janvier 1966	Avril 1966	Novembre 1966	8-13 Nov. 1967
François MITTERRAND ...	40 %	39 %	35 %	34 %
Pierre MENDES FRANCE .	6	6	7	13
Jean LECANUET.....	22	14	19	12
Waldeck ROCHET.....	-	3	5	4
Gaston DEFFERRE	8	5	3	4
Guy MOLLET.....	4	4	4	3
Jacques DUHAMEL.....	-	-	-	2
sans opinion.....	20	29	27	28

(1) Pour un essai d'interprétation, v. chapitre III, section 2.

(2) Nous tenons à remercier particulièrement Mme. B. qui nous a reçu avec une grande gentillesse.

(3) Sondages publiés dans la revue Sondages, 1967, n° 4. "La vie politique de mai 1966 à décembre 1967".

. Parmi les hommes politiques, quel est celui qui vous paraît le plus de taille à jouer un rôle important dans la vie politique française ?

(Enquête effectuée du 22 mai au 1^{er} juin 1967).

François MITTERRAND	28 %
Pierre MENDES FRANCE	20
Jean LECANUET	13
Waldeck ROCHET	3
Gaston DEFFERRE	3
Guy MOLLET	2
ne se prononcent pas	31

. Si le général de GAULLE se retire, qui devrait lui succéder, selon vous ?

(Question "ouverte" - enquête effectuée du 22 mai au 1^{er} juin 1967).

Georges POMPIDOU	12 %
François MITTERRAND	11
Pierre MENDES FRANCE	4
Valéry GISCARD d'ESTAING	4
Jean LECANUET	3
Michel DEBRÉ	1
Gaston DEFFERRE	1
Waldeck ROCHET	1
Antoine PINAY	1
Autres	5
ne citent personne	57

. Si, prochainement, des élections présidentielles avaient lieu, et si au second tour il vous fallait choisir entre les candidats suivants, pour qui y aurait-il le plus de chance que vous votiez ?

(Enquête effectuée du 29 août au 6 Septembre 1967).

Pierre MENDES FRANCE	33 %	François MITTERRAND	41 %
Georges POMPIDOU	33	Georges POMPIDOU	34
Gaston DEFFERRE	29 %		
Georges POMPIDOU	27		
Pierre MENDES FRANCE	33 %	François MITTERRAND	40 %
Valéry GISCARD d'ESTAING	31	Valéry GISCARD d'ESTAING	32

. Avez-vous été satisfait, mécontent ou indifférent de l'échec de M. Pierre MENDES FRANCE aux dernières élections législatives ?

(Question posée en janvier 1963, après l'échec de M. MENDES FRANCE aux élections législatives de 1962).

Satisfaits	24 %
Mécontents	12
Indifférents	54
Ne se prononcent pas	10

. Trouvez-vous que c'est une bonne ou une mauvaise chose que M. MENDES FRANCE ait été élu aux dernières élections législatives ?

(Enquête effectuée du 24 mars au 5 avril 1967 après le succès de M. MENDES FRANCE aux élections législatives de 1967).

Bonne chose	37 %
Mauvaise chose	18
Ne se prononcent pas	45

b. Popularité de 14 hommes politiques français (dont M. MENDES FRANCE) en avril et en octobre 1968 (1) (2)

	Opinions positives		Opinions négatives		ne se prononcent pas	
	oct. %	avril %	oct. %	avril %	oct. %	avril %
<u>HOMMES POLITIQUES de la MAJORITE</u>						
. M. Maurice COUVE de MURVILLE .	62	(59)	13	(12)	25	(29)
. M. Edgar FAURE	61	(44)	12	(17)	27	(39)
. M. Georges POMPIDOU	54	(51)	26	(28)	20	(21)
. M. Valéry GISCARD d'ESTAING....	48	(49)	19	(20)	33	(31)
. M. Jacques CHABAN DELMAS.....	47	(46)	15	(17)	38	(37)
. M. Michel DEBRE	40	(46)	34	(30)	26	(24)
. M. Robert POUJADE.....	32	-	29	-	39	-
* <u>HOMMES POLITIQUES de l'OPPOSITION</u>						
. M. Jacques DUHAMEL.....	41	(27)	16	(12)	43	(61)
. M. Jean LECANUET	37	(46)	30	(26)	33	(28)
. <u>M. Pierre MENDES FRANCE</u>	36	(49)	33	(20)	31	(31)
. M. Gaston DEFFERRE.....	35	-	28	-	37	-
. M. Guy MOLLET	32	(42)	35	(28)	33	(30)
. M. Waldeck ROCHET.....	30	(32)	40	(31)	30	(37)
. M. François MITTERRAND.....	29	(51)	46	(26)	25	(23)

v. histogrammes p. suivantes

(1) Sondages non publiés.

(2) Une échelle allant de + 5 à - 5 (+ 5, + 4, + 3, + 2, + 1 - - 1, - 2, - 3, - 4, - 5) est présentée à chaque interviewé à qui l'on demande : "Pouvez-vous situer sur cette échelle l'opinion que vous avez des hommes politiques suivants ?"
Enquêtes effectuées du 8 au 29 avril 1968 et du 14 au 22 octobre 1968 et portant sur des échantillons représentatifs de la population française (1800 à 2000 interviews).

OPINIONS	NEGATIVES	POSITIVES	
M. COUVE de MURVILLE	12 %	59 %	71 %
F. MITTERRAND*	26 %	51 %	77 %
G. POMPIDOU	28 %	51 %	79 %
V. GISCARD d'ESTAING	20 %	49 %	69 %
<u>P. MENDES FRANCE</u> *	20 %	49 %	69 %
J. CHABAN-DELMAS	17 %	46 %	63 %
M. DEBRE	30 %	46 %	76 %
J. LECANUET *	26 %	46 %	72 %
E. FAURE	17 %	44 %	61 %
G. MOLLET *	28 %	42 %	70 %
W. ROCHET *	31 %	32 %	63 %
J. DUHAMEL *	12 %	27 %	39 %

Popularité de douze hommes politiques français en avril 1968

* homme politique de l'opposition

OPINIONS	NEGATIVES	POSITIVES	XIX. NOTORIETE (total négatif + positif)
COUVE de MURVILLE	13 %	62 %	75 %
FAURE	12 %	61 %	73 %
POMPIDOU	26 %	54 %	80 %
ISCARD d'ESTAING	19 %	48 %	67 %
HABAN-DELMAS	15 %	47 %	62 %
CHAMEL *	16 %	41 %	57 %
EBRE	34 %	40 %	74 %
ECANUET *	30 %	37 %	67 %
ENDES FRANCE *	33 %	36 %	69 %
EPERRE *	28 %	35 %	63 %
OLLET *	35 %	32 %	67 %
OUJADE	29 %	32 %	61 %
UCHET *	40 %	30 %	70 %
ITTERRAND *	46 %	29 %	75 %

OPINIONS	NEGATIVES	POSITIVES	NOTORIETE (total négatif + positif)
M. COUVE de MURVILLE	13 %	62 %	75 %
E. FAURE	12 %	61 %	73 %
G. POMPIDOU	26 %	54 %	80 %
V. GISCARD d'ESTAING	19 %	48 %	67 %
J. CHABAN-DELMAS	15 %	47 %	62 %
J. DUHAMEL *	16 %	41 %	57 %
M. DEBRÉ	34 %	40 %	74 %
J. LECANUET *	30 %	37 %	67 %
P. MENDES FRANCE *	33 %	36 %	69 %
G. DEFFERRE *	28 %	35 %	63 %
G. MOLLET *	35 %	32 %	67 %
R. POUJADE	29 %	32 %	61 %
W. ROCHET *	40 %	30 %	70 %
F. MITTERRAND *	46 %	29 %	75 %

Popularité de quatorze hommes politiques français en octobre 1968

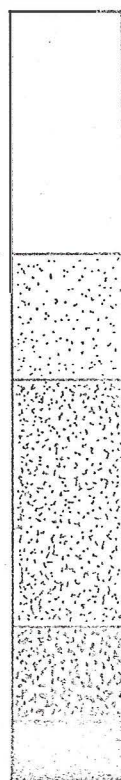
* Homme politique de l'opposition

c. L'opinion des Français sur M. MENDES FRANCE en avril et en octobre 1968

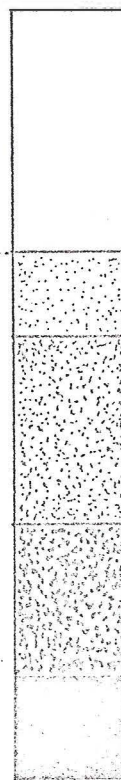
. Avez-vous de M. MENDES FRANCE une opinion ...

	<u>en avril 1968</u>	<u>en octobre 1968</u>
très favorable	16 %	11 %
assez favorable	33	25
assez défavorable	13	20
très défavorable	7	13
ne se prononcent pas	31	31

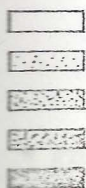
Notoriété -----



avril 1968



octobre 1968



ne se prononcent pas

ont une opinion très favorable

- assez favorable

- assez défavorable

- très défavorable

. Fréquence des opinions très favorables sur M. MENDES FRANCE dans les différents groupes de la population.

<u>ONT DE M. MENDES FRANCE UNE OPINION</u> <u>TRES FAVORABLE</u>	avril 1968	oct. 1968	varia- tion
Electeurs de la F.G.D.S.	27	25	- 2
Anciens élèves de l'enseignement supérieur	30	19	- 11
Cadres supérieurs, professions libérales	25	19	- 6
Electeurs du Parti Communiste	21	16	- 5
Anciens élèves du secondaire	16	15	- 1
Habitants du Nord-Ouest	18	15	- 3
Employés	17	15	- 2
Personnes âgées de 20 à 34 ans	13	14	+ 1
Habitants des villes de plus de 100.000 habitants ...	14	14	0
Hommes	18	13	- 5
Habitants des villes de 20.000 à 100.000 habitants ..	17	13	- 4
Habitants de Paris.....	18	13	- 5
Anciens élèves de l'enseignement technique	16	12	- 4
Personnes possédant la T.V.	17	12	- 5
Personnes âgées de 65 ans et plus	18	11	- 7
Habitants du Sud-Ouest.....	16	11	- 5
Electeurs Républicains Indépendants.....	*	11	
Ouvriers	12	11	- 1
Inactifs	19	11	- 8
Femmes.....	14	10	- 4
Personnes âgées de 35 à 49 ans	15	10	- 5
Personnes âgées de 50 à 64 ans	19	10	- 9
Anciens élèves de l'enseignement primaire.....	13	10	- 3
Anciens élèves du primaire supérieur	22	10	- 12
Habitants du Sud-Est	18	10	- 8
Personnes ne possédant pas la T.V.	14	10	- 4
Habitants des communes rurales	15	9	- 6
Habitants des villes de moins de 20.000 habitants ...	20	9	- 11
Habitants du Nord-Est	11	8	- 3
Electeurs du Centre Démocrate	12	7	- 5
Agriculteurs	14	7	- 7
Industriels et commerçants.....	18	7	- 11
Electeurs Ve République	13	4	- 9
MOYENNE NATIONALE des OPINIONS TRES FAVORABLES	16	11	- 5

* groupe non retenu en avril 1968

d. 4 hommes politiques devant l'opinion en mai 1968 (1)

. Question posée le 27 mai 1968 :

Depuis 3 semaines, diriez-vous que votre opinion est devenue meilleure ou moins bonne sur ...

. Question posée le 31 mai 1968 :

Depuis ces tout derniers jours, diriez-vous que votre opinion est devenue meilleure ou moins bonne sur ...

	<u>27 mai</u>	<u>31 mai</u>
<u>P. MENDES FRANCE</u>		
meilleure	33 %	14 %
moins bonne	22	28
ne se prononcent pas	45	41
 F. MITTERRAND		
meilleure	20 %	12 %
moins bonne	39	54
ne se prononcent pas	41	34
 G. POMPIDOU		
meilleure	40 %	47 %
moins bonne	34	29
ne se prononcent pas	26	24
 le général de GAULLE		
meilleure	15 %	41 %
moins bonne	55	36
ne se prononcent pas	30	23

(1) Enquêtes effectuées à Paris sur des échantillons de 402 (27 mai) et 443 (31 mai) personnes. Résultats publiés in Sondages, 1968, n° 2, "La crise de mai 1968".

e. S'il y avait à l'heure actuelle des élections présidentielles, et que vous ayez à choisir au 1^{er} tour entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez ? (1)

J. DUHAMEL	7 %
G. POMPIDOU	31
V. GISCARD d'ESTAING	12
F. MITTERRAND	12
P. MENDES FRANCE	13
ne se prononcent pas	25

(1) Enquête effectuée entre le 8 et le 19 juillet 1968 ; publiée dans France-Soir, 2.8.68.

ANNEXE 5

M. MENDES FRANCE FACE A LA PRESSE

(Analyse quantitative sommaire effectuée dans 4 quotidiens
parisiens)

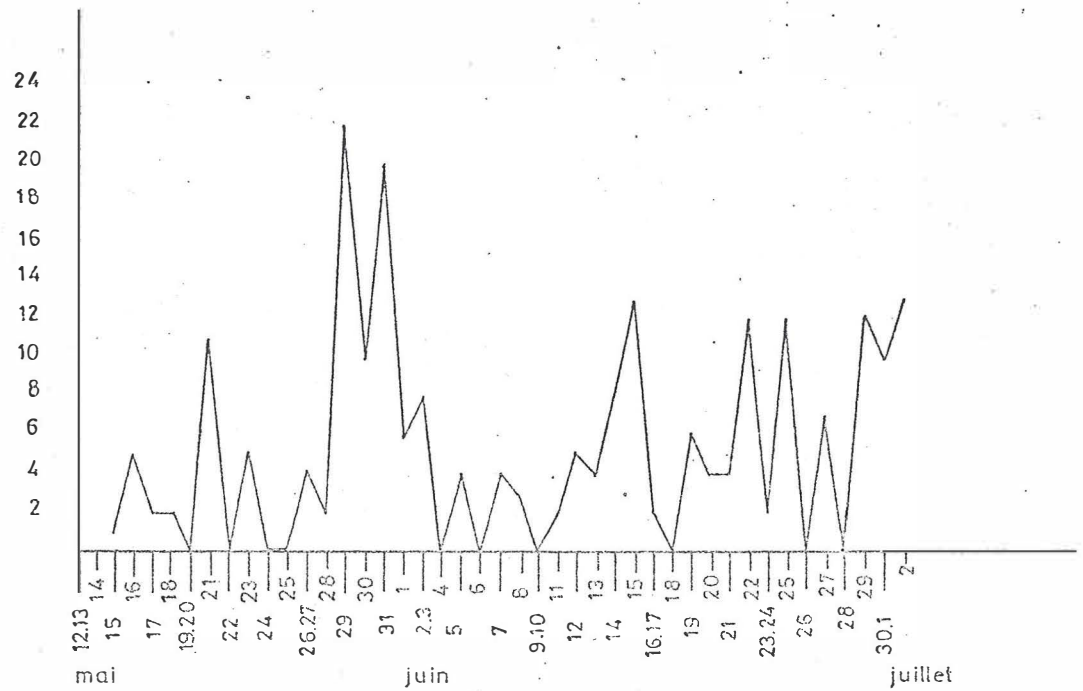
Nous avons traduit graphiquement la fréquence de l'emploi du nom "MENDES FRANCE" dans 4 quotidiens parisiens (Le Monde, L'Humanité, Le Figaro et Combat) entre le 10 mai et le 30 juin 1968. (Pour les quotidiens du matin, journaux datés du 11-12 mai au 1^{er} juillet, pour Le Monde, numéros datés du 12-13 mai au 2 juillet. Dans tous les cas, nous avons consulté la "première édition"). (1)

Nous avons retenu les vocables "MENDES FRANCE", "MENDES" et "P.M.F.", quel que soit le contexte (article de fond, simple information et même publicité), mais nous n'avons jamais pris en considération les circonlocutions comme "l'ancien Président du Conseil", "le député de Grenoble", etc...

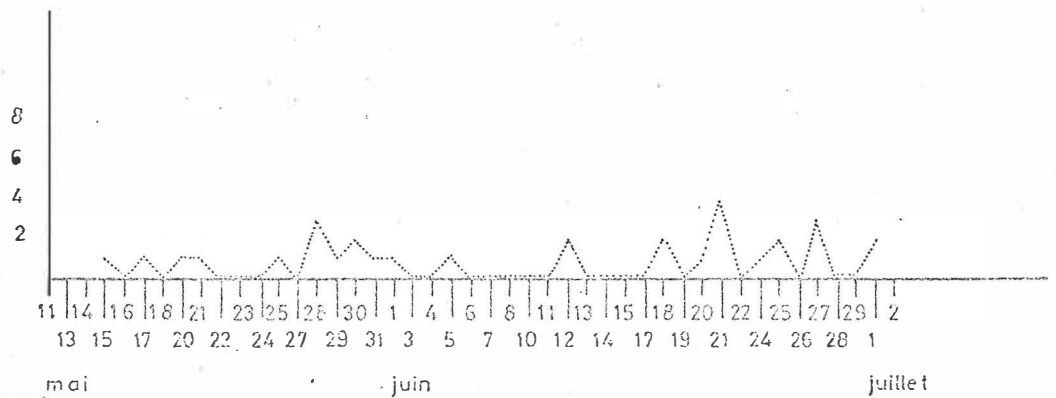
Les figures a, b, c et d montrent la répétition de l'emploi du nom "MENDES FRANCE" dans chacun de ces quotidiens. La figure e présente les 4 courbes des figures précédentes sur un même graphique. (Dans ce cas, nous avons porté en abscisse la date effective des événements rapportés par les journaux - procédé discutable mais dont le mérite est la clarté. Cette figure est donc échelonnée du 10 mai au 30 juin).

Les journaux n'ont pas paru le 13 mai du fait de la grève de protestation organisée par les syndicats après la "nuit des barricades".

(1) Pour un essai d'interprétation, v. chapitre III, section 2.

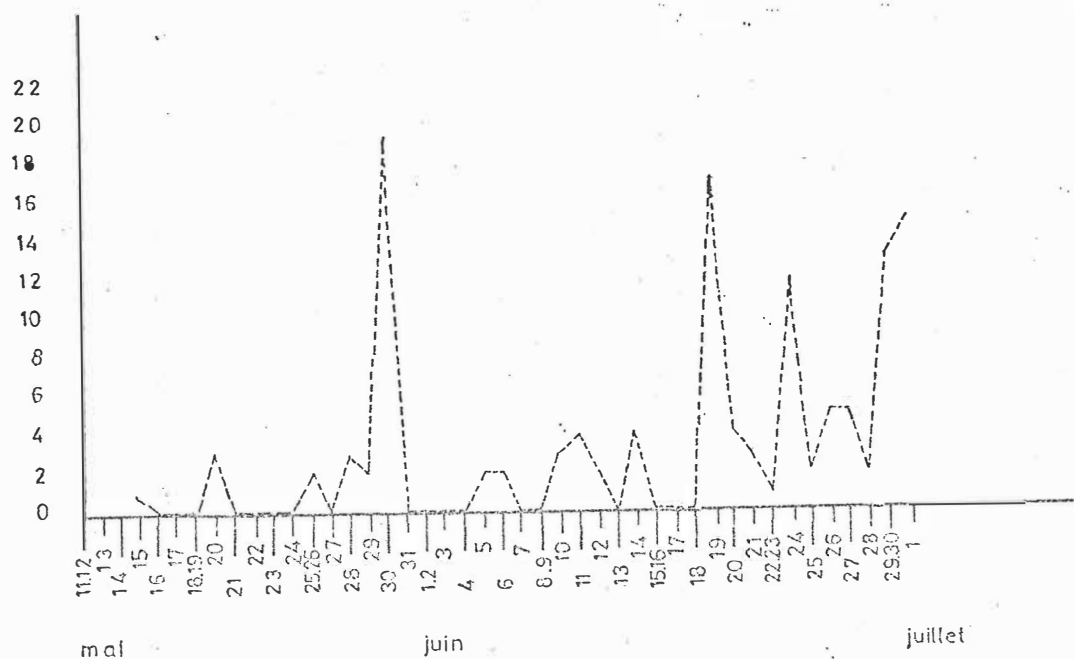


a. Le Monde (12-13 mai - 2 juillet 1968) (1)

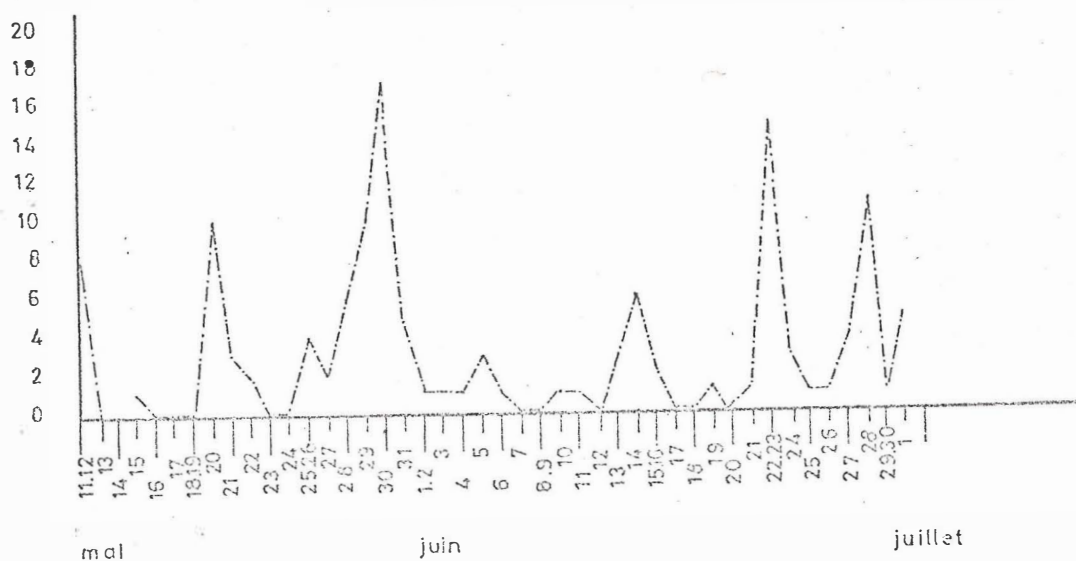


b. L'Humanité (11 mai - 1^{er} juillet 1968) (1)

- (1) En abscisse : date de parution du journal
 En ordonnée : répétition du nom "MENDES FRANCE"



c. Le Figaro (11-12 mai - 1^{er} juillet 1968) (1)



d. Combat (11-12 mai - 1^{er} juillet 1968) (1)

- (1) En abscisse : date de parution du journal
 En ordonnée : répétition du nom "MENDES FRANCE"

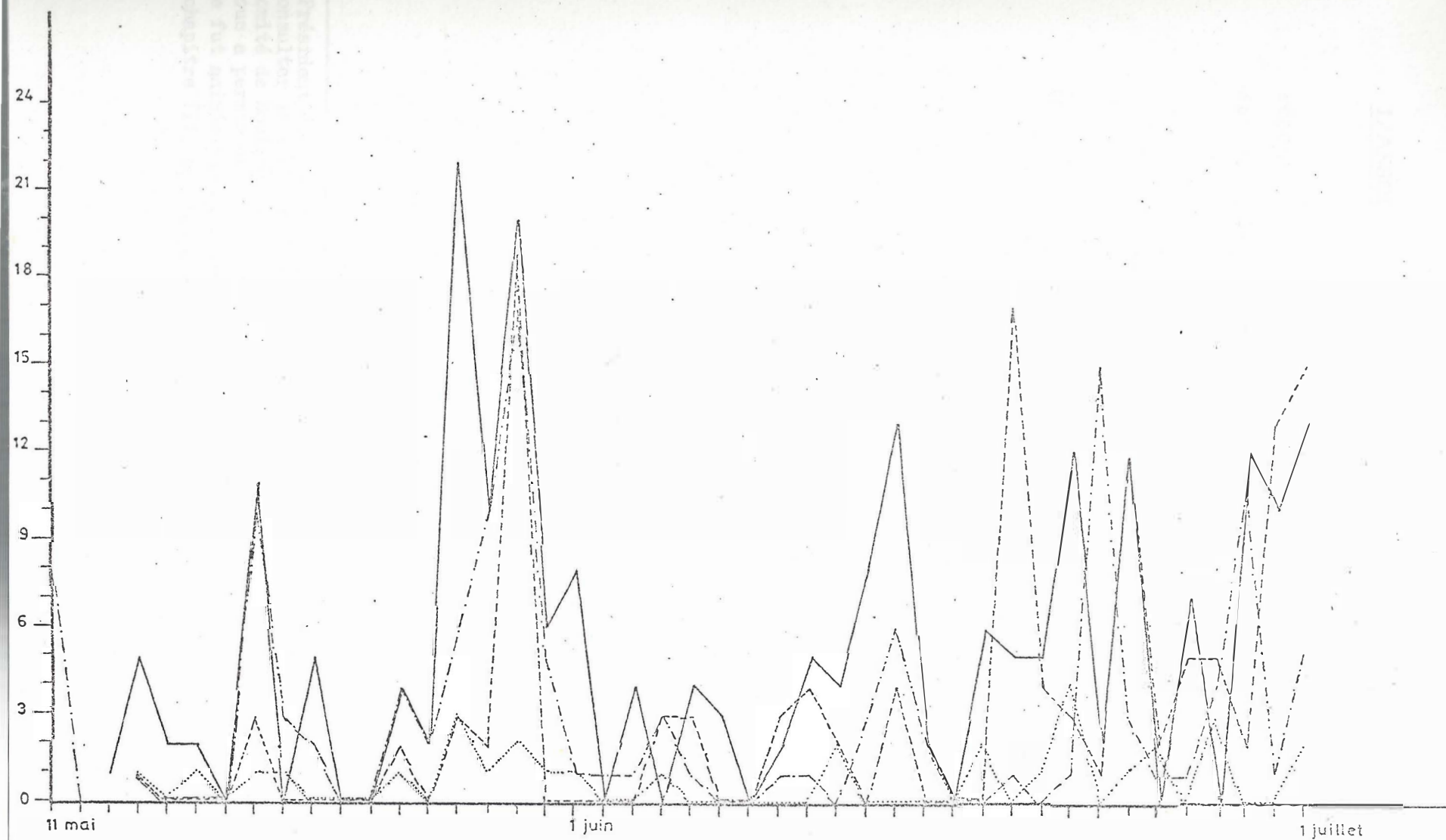


Figure e (10 mai - 30 juin 1968)

En abscisse - date présumée des événements rapportés dans les différents journaux

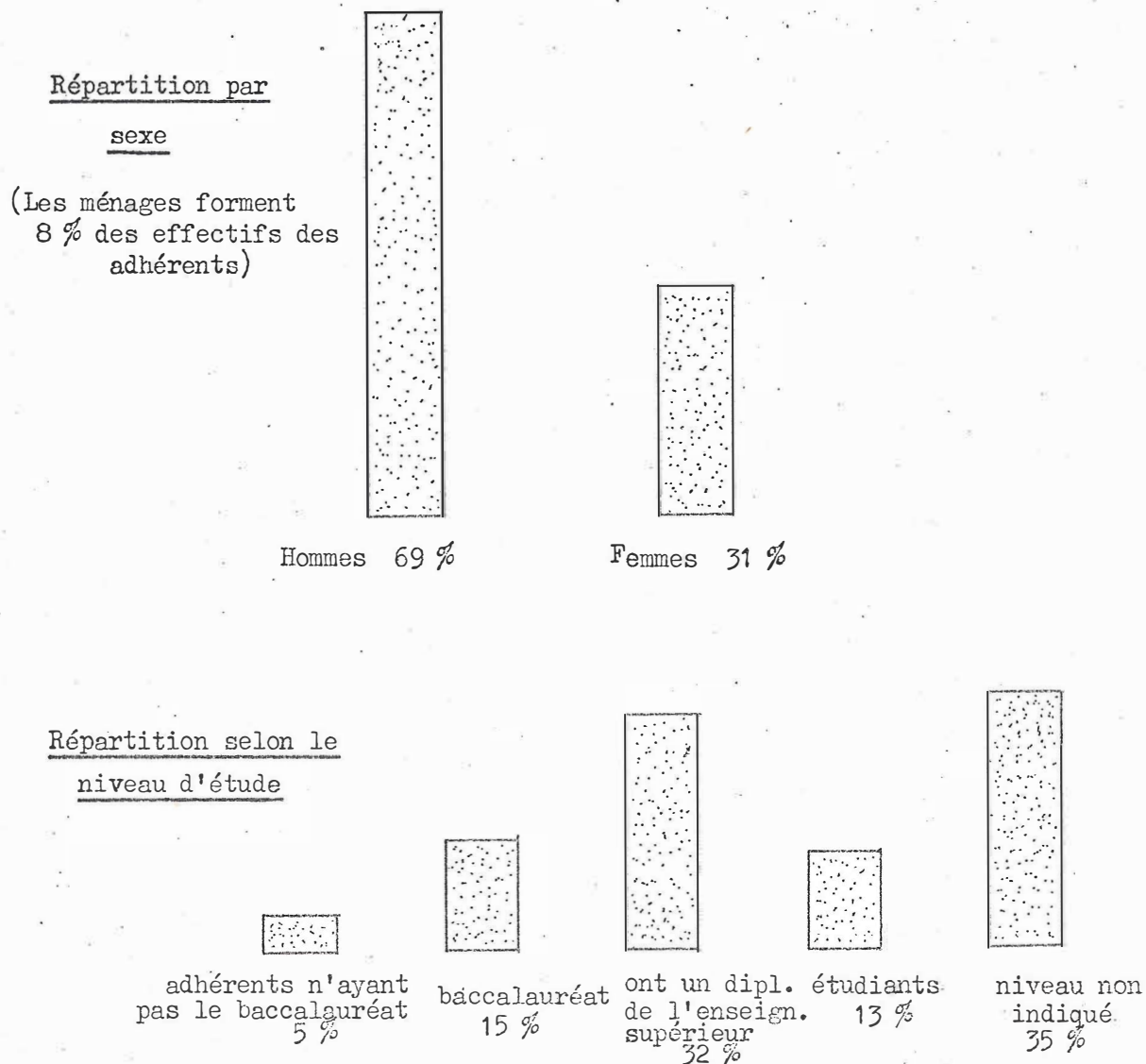
En ordonnée - répétition du nom "MENDES FRANCE"

- Le Figaro
- Le Monde
- · - · - · Combat
- L'Humanité

ANNEXE 6

L'ASSOCIATION DE SOUTIEN A Pierre MENDES FRANCE (1)

Il est intéressant de voir quelles catégories de personnes répondirent à l'appel de plusieurs juristes en faveur de M. MENDES FRANCE daté du 21 mai 1968. (2) (3)

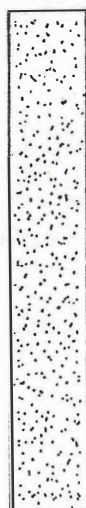


(1) Le Président du Club "République Moderne", M. Jean-Claude BELLANGER, nous a autorisé à consulter le fichier de ce Club formé principalement par les fiches des adhérents au "Comité de Soutien" de mai 1968. La consultation de la moitié de ces fiches (1.357) nous a permis de dresser ces trois histogrammes.

(2) Elle fut animée par M. David WEIL, conseiller de Paris.

(3) V. chapitre III, section 2.

Répartition
selon le lieu de
résidence



Paris 65 %



Banlieue 29 %



Autres 6 %

(dont Midi 1,0 %
Est 3,2
Ouest 0,5
Centre 0,8)

ANNEXE 7

" POUR PREPARER L'AVENIR "

(ELEMENTS POUR UNE ANALYSE DE CONTENU) (1)

Nous avons étudié la fréquence de l'emploi de certains mots dans ce petit livre de M. MENDES FRANCE, publié en juin 1968. Nous avons choisi 39 termes qui nous ont paru essentiels pour comprendre l'analyse que fait l'ancien Président du Conseil sur les événements de mai, les avons classés par ordre alphabétique à l'intérieur de trois rubriques et avons indiqué par un chiffre (et un trait proportionnel) la fréquence de leur utilisation.

1. L'intensité de la crise

CHANGEMENT - 3

CRISE - 9

MOUVEMENT - 7

MUTATION - 1

REFORME - 16

REVOLTE - 5

REVOLUTION - 2

TRANSFORMATION - 6

(1) V. chap. I, où ces "éléments" sont utilisés

2. Les forces en présence

CLUBS - 0

ETUDIANTS - 21

FORCE DE MOUVEMENT - 2

- - PROGRES - 2

FORCE VIVE - 0

GAUCHE - 19

de GAULLE - 6

GAULLISME - 7

JEUNESSE (JEUNE) - 18

OUVRIER - 18

(dont "CLASSE OUVRIERE" - 9)

PARTI - 9

PEUPLE - 9

PROLETARIAT - 0

SYNDICAT (SYNDICAL, SYNDICALISTE) - 14

TECHNOCRATIE - 0

TRAVAILLEUR - 7

USINE - 1

—

3. Les revendications

AUTOGESTION - 2

COGESTION - 2

CONSTITUTION - 3

CONTESTATION - 4

DEMOCRATIE (DEMOCRATIQUE, DEMOCRATISATION) - 7

GOUVERNEMENT - 31

LIBERALISME - 0

NATION (NATIONAL) - 2

PARTICIPATION (PARTICIPER) - 15

POUVOIR - 16

REGIME - 13

REPUBLIQUE - 0

SOCIALISME - 2

--

SYSTEME - 3

UNIVERSITE - 18

ANNEXE 8LES TRACTS DE LA CAMPAGNE ELECTORALEDE M. MENDES FRANCE A GRENOBLE - JUIN 1968

Nous avons pensé qu'il était intéressant de reproduire les 29 tracts distribués au cours de la campagne de M. MENDES FRANCE à Grenoble, en vue des élections législatives de juin 1968. (1) De tels "documents bruts" sont très rarement conservés et, très peu de temps après l'évènement qui les a suscités il devient impossible de se les procurer.

A l'exception de certains de ces tracts qui sont datés, il est en général impossible d'en déterminer la date de publication, aussi les avons-nous classés par grands thèmes (2) : les quatre premiers (pp. XXXV - XXXVII) recommandent simplement de voter "P.M.F." ; les quatre suivants (pp. XXXVIII - XLI) expliquent sur "le gaullisme c'est le désordre", tandis que deux autres attaquent la conception gaulliste de la "participation" (pp. XLII - XLIII) ; les quatre tracts qui suivent sont des constats d'échec du gaullisme (pp. XLIV - XLVI) , puis viennent 2 tracts destinés aux "Commerçants et Artisans" (pp. XLVII - XLVIII) avant deux autres reproduisant l'appel du maire de Grenoble, M. DUBEDOUT, à voter en faveur de M. MENDES FRANCE.

Un tract destiné aux rapatriés (p. LI) et un autre aux résistants (p. LII) précèdent une série de six attaques personnelles contre M. JEANNENEY (pp. LIII - LVIII). Les deux derniers enfin renvoient aux gaullistes la responsabilité des désordres qui se sont produits à la patinoire, lors de la réunion contradictoire du 28 juin, organisée par M. JEANNENEY.

(1) M. Paul MARTINET, organisateur de cette campagne, a bien voulu nous communiquer le jeu complet de ces tracts, le seul qui existe encore aujourd'hui. Nous tenons à lui adresser ici nos sincères remerciements.

(2) V. aussi chap. II, section 2.

Savez-vous qui est J.M.J. ?

Alors, VOTEZ

P.M.F.

Imp. Blanchard-Roché - Grenoble

P.M.F.

voire député

POUR UNE POLITIQUE MODERNE EN FRANCE

Plus de Justice

Plus de Démocratie

Plus de Dignité

pour tous les Français

avec

Pierre MENDES FRANCE

Plus que jamais :

notre chance

c'est

Pierre MENDES FRANCE

Après 10 ans de pouvoir personnel

le gaulisme (sic...)
a amené le chaos

si vous voulez

le progrès et
les réformes

par la loi

votez

Pierre MENDES FRANCE

— Le Gaullisme aujourd'hui —

c'est

le désordre demain



Pour un avenir plus sûr

et plus juste

votez

PIERRE MENDES FRANCE

On parle beaucoup de DRAPEAU NOIR.
Il avait disparu.
Dix ans de pouvoir gaulliste l'ont fait réapparaître:

- par sa politique économique et le chômage
- par sa politique intérieure et le mépris des citoyens.

Le pouvoir gaulliste a créé en France la situation la plus difficile que nous ayons connue depuis la dernière guerre.

DE GAULLE qui a été incapable d'empêcher cela, nous précipitera demain dans le chaos, si le peuple reconduit sa majorité.

Oui, le Gaullisme au pouvoir
ce sera demain
la revendication,
le désordre continu.

Pour la paix civile,
des réformes dans l'ordre,
la sécurité de votre avenir.

votez

Pierre MENDES FRANCE

et Guy NEVACHE

Association de soutien à Pierre MENDES FRANCE

LE POUVOIR PERSONNEL

Ce sont les manifestations dans la rue
les grèves
le désordre persistant

LA DÉMOCRATIE

Ce sont les réformes et
le progrès par la loi

votez

Pierre MENDES FRANCE

POUVOIR PERSONNEL
et PARTICIPATION,
c'est contradictoire.

Si vous voulez la Liberté
la Démocratie
la Participation

VOTEZ

Pierre MENDES FRANCE

De Gaulle promet la participation

**en attendant il matraque
ceux qui veulent participer**

VOTEZ

Pierre MENDES FRANCE

Depuis le début de la campagne, deux conceptions de la politique se sont affrontées.

L'une est une politique de haine, menée par l'U.D.R. et qui affirme la division des français en deux blocs : c'est celle de M. JEANNENEY et de ses amis. Leurs calomnies, leurs provocations ont suscité l'indignation de la majorité des grenoblois présents hier à la Patinoire.

L'autre politique est celle du dialogue ouvert et loyal, depuis toujours à l'honneur dans notre ville. Cette politique est celle de Pierre MENDES FRANCE.

PARTISANS DU DIALOGUE :

VOTEZ

Pierre MENDES FRANCE

— A GRENOBLE —

le Passé et l'Avenir
sont en présence :
De Gaulle et Mendès France
C'est vous qui choisirez

votez

Pierre MENDES FRANCE

Imp. Blanchard, Roche - Grenoble

— Après 10 ans de Gaullisme —
rien n'est réglé

Pour un avenir plus sûr
et plus juste

votez

Pierre MENDES FRANCE

Imp. Blanchard, Roche - Grenoble

Après 10 ans de gaullisme

dans l'intérieur du Marché Commun pour
l'accroissement de la production industrielle
la France est 5^e sur 5

pour l'augmentation des salaires réels
la France est 4^e sur 5

mais

pour la hausse des prix
la France est 1^{re} sur 5

pour l'augmentation du chômage
la France est 1^{re} sur 5

— *Pour que ça change* —

votez pour

Pierre MENDÈS FRANCE

Commerçants, Artisans,

A la veille d'élections capitales pour notre pays, vous devez réfléchir aux causes et aux conséquences des récents événements et en tirer des conclusions. Beaucoup d'entre vous sont dans une situation difficile. Pourquoi ?

- ❶ Parce que le pouvoir gaulliste, en place depuis dix ans, a sacrifié la prospérité nationale à une politique naïve de faux prestige, dans laquelle il s'obstine.
- ❷ Parce que, en maintenant au V^e Plan un certain sous-emploi (chômage total ou partiel), il a réduit volontairement le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui se répercute sur le commerce de façon directe et très sensible.
- ❸ Parce qu'il a toujours refusé de procéder à une véritable réforme de la fiscalité, réduisant les impôts qui pèsent sur le secteur productif.
- ❹ Parce que le gouvernement Pompidou, fidèle au grand capital, a récemment encore élargi les facilités données aux grosses sociétés à succursales multiples.
- ❺ Parce que votre Sécurité sociale n'a été que partiellement mise au point — et avec quelle lenteur !
- ❻ Parce que la T.V.A., difficile à « digérer » pour beaucoup, frappe trop lourdement les produits de première nécessité.
- ❼ Enfin, parce que la politique autoritaire à courte vue du pouvoir a provoqué des mécontentements de plus en plus nombreux et récemment des troubles qui ont failli nous amener la guerre civile et dont vous savez quels préjudices ils ont causé à l'économie nationale et à vos propres affaires.

Le Pouvoir, qui a fait cette politique dans le passé, vous demande de lui accorder un sursis. Mais il restera incapable de faire la politique de réformes mesurées et concertées qu'il n'a jamais entreprise depuis dix ans.

La contestation, les difficultés, les troubles reprendront donc inévitablement si ce pouvoir reste en place.

Pour avoir demain la paix civile et le retour au progrès économique et social, pour pouvoir réaliser demain les réformes qui sont si nécessaires, il faut une équipe nouvelle, il faut une Gauche raisonnable et déterminée à défendre avant tout l'intérêt des Français.

Pour :

- ❶ La paix civile et la sécurité ;
- ❷ le plein emploi, l'augmentation du pouvoir d'achat, la relance économique, la défense de la monnaie ;
- ❸ une politique d'équité (fiscale, sociale, etc.) pour tous les Français.

Pour des réformes dans l'ordre et par la loi,

Votez : Pierre MENDES FRANCE

Suppléant : Guy NEVACHE

Opinion de Monsieur GINGEMBRE

M. Léon GINGEMBRE, délégué général de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises, attribue au gouvernement actuel la responsabilité de la situation désastreuse du commerce et de l'artisanat français.

Le Dauphiné Libéré du 15 juin rapporte ses propos :

« Nous assistons aujourd'hui aux conséquences dramatiques d'une politique tout entière dominée par les conceptions d'une technocratie toute puissante, arbitraire et tyrannique, refusant systématiquement de prendre en considération l'aspect humain des problèmes. »

Procédant à une analyse de la situation depuis le début de la crise, le délégué général des P.M.E. déclare qu'à rejeter tout examen sérieux et toute prise en considération des suggestions et des propositions faites par les intéressés, à détruire toute participation effective des assemblées parlementaires et des corps intermédiaires, on a laissé naître et se développer dans toutes les catégories sociales, un mécontentement et une exaspération qui n'ont pu trouver d'autres moyens d'expression que la révolte et la force.

Le sens civique des P.M.E., ajoute M. GINGEMBRE, les a finalement empêché de descendre elles aussi dans la rue, bien que ce ne soit certes pas les raisons de mécontentement qui leur aient manqué.

Mais il invite les petites et moyennes entreprises à se défendre.

Il y a des élections le 23 : c'est le moment.

Vous ne pouvez pas voter pour M. J.-M. JEANNENEY, ancien ministre de (la grande) Industrie, ancien ministre des Affaires sociales, ancien ambassadeur à Alger, ancien membre du Conseil économique ; il n'a jamais rien fait pour vous.

Vous devez voter pour un homme qui, depuis son élection, a travaillé sans relâche pour Grenoble et pour tous ceux qui y vivent et qui y peinent.

VOTEZ POUR :

Pierre MENDES FRANCE

Suppléant : Guy NEVACHE

APPEL de M. Hubert DUBEDOUT

Un choix simple

Les Grenoblois ont donné un magnifique exemple de maturité et de sang-froid au cours du mois de mai 1969.

Le mythe de Grenoble est bien là : cette extraordinaire aptitude à l'évolution, au dialogue, à la maturation des grands courants novateurs.

GRENOBLE a vécu

dans le calme et la dignité

Et l'avenir ?

Tout le problème est là.

Des voix se sont élevées : Grenoble, ville universitaire et industrielle, se doit de les entendre.

Va-t-on, pour gonfler les rangs de la majorité, brandir l'épouvantail de la peur, et rejeter ces voix dans le ghetto ? Ce serait une erreur fatale, rendant inéluctable à court terme le retour des violences qui, cette fois, n'épargneront pas notre ville.

Les réformes ? Oui, mais avec la participation des intéressés. Et les intéressés ne collaboreront pas avec des hommes qui ont accumulé les attermolements, les déceptions, les erreurs, jusqu'au déchainement de la violence.

— Saurons-nous assimiler les forces vives nouvelles et les associer à des réformes profondes ? C'est ce que propose le Président MENDES FRANCE.

— Préférons-nous la sécurité immédiate de la protection de la Force Publique contre ces forces nouvelles ? C'est ce que propose la majorité actuelle dans ses slogans électoraux.

Ce qui a été possible à Grenoble, grâce au dialogue et dans le respect de l'Ordre Public, doit l'être encore à l'échelon de la Nation. Mais il est grand temps de redresser la barre.

A GRENOBLE,

de sang froid, le choix est simple.

Il n'est plus possible de gouverner après ces événements comme on gouvernait avant : en remettant les mêmes hommes aux mêmes postes de responsabilité avec une Assemblée plus docile, rien ne sera résolu.

Pour ces raisons, mon sens de l'Etat, de l'Ordre Public, de la Justice Sociale m'incitent à donner ma voix au Président

PIERRE MENDES FRANCE

Hubert DUBEDOUT.

Un choix simple

Les Grenoblois ont donné un magnifique exemple de maturité et de sang-froid au cours du mois de mai 1968.

Le mythe de Grenoble est bien là : cette extraordinaire aptitude à l'évolution, au dialogue, à la maturation des grands courants novateurs.

GRENOBLE a vécu dans le calme et la dignité Et l'avenir ?

Tout le problème est là.

Des voix se sont élevées : Grenoble, ville universitaire et industrielle, se doit de les entendre.

Va-t-on, pour gonfler les rangs de la majorité, brandir l'épouvantail de la peur, et rejeter ces voix dans le ghetto ? Ce serait une erreur fatale, rendant inéluctable à court terme le retour des violences qui, cette fois, n'épargneront pas notre ville.

Les réformes ? Oui, mais avec la participation des intéressés. Et les intéressés ne collaboreront pas avec des hommes qui ont accumulé les attermoissements, les déceptions, les erreurs, jusqu'au déchainement de la violence.

— Saurons-nous assimiler les forces vives nouvelles et les associer à des réformes profondes ? C'est ce que propose le Président MENDES FRANCE.

— Préférons-nous la sécurité immédiate de la protection de la Force Publique contre ces forces nouvelles ? C'est ce que propose la majorité actuelle dans ses slogans électoraux.

Ce qui a été possible à Grenoble, grâce au dialogue et dans le respect de l'Ordre Public, doit l'être encore à l'échelon de la Nation. Mais il est grand temps de redresser la barre.

A GRENOBLE,

de sang froid, le choix est simple.

Il n'est plus possible de gouverner après ces événements comme on gouvernait avant : en remettant les mêmes hommes aux mêmes postes de responsabilité avec une Assemblée plus docile, rien ne sera résolu.

Pour ces raisons, mon sens de l'Etat, de l'Ordre Public, de la Justice

Sociale m'incitent à donner ma voix au Président

PIERRE MENDES FRANCE

Hubert DUBEDOUT.

AUX RAPATRIÉS

Depuis de nombreuses années, vous demandez l'amnistie afin que disparaissent les conséquences douloureuses de divisions qui ont tellement nui à notre pays.

Cette amnistie a été proposée à plusieurs reprises à l'Assemblée Nationale. Elle n'a jamais pu passer dans les faits à cause de l'opposition :

- du parti gaulliste, représenté aujourd'hui à Grenoble par MM. Jean-Marcel JEANNENEY et Jean VANIER.
- du parti communiste, représenté à Grenoble par M. Jean GIARD.

Dé son côté, M. Pierre MENDES FRANCE, député de Grenoble, conformément aux engagements pris par lui, a, dans chaque scrutin, voté en faveur de l'amnistie.

M. Pierre MENDES FRANCE a par ailleurs toujours demandé l'application de la loi sur l'indemnisation votée en 1961 par le Parlement et il a toujours voté dans ce sens.

A vous de choisir.

CONTRE L'EXPLOITATION DE LA RESISTANCE

A l'occasion du 18 juin, les Résistants soussignés protestent contre l'annexion de la Résistance que les Gaullistes entendent réaliser au profit de leurs ambitions électorales.

Inadmissible dans l'ensemble de la France, cet accaparement est particulièrement choquant à Grenoble, où le candidat officiel du pouvoir, qui ne fut jamais des nôtres, bien qu'habitant alors dans notre ville, s'oppose à un homme, Pierre Mendès France, qui lutta avec nous dès le premier jour et que le Général de Gaulle rappela en 1943 d'une unité combattante des F.F.I. pour le faire entrer au "Comité de Libération Nationale".

André Malraux s'écriait un jour "la liberté est à ceux qui l'ont conquise". Nous n'allons pas aussi loin, mais nous disons "La Résistance n'est à personne et surtout pas à ceux qui ne l'ont pas faite".

André LECOANET, ancien chef d'Etat Major des F F I de
1^{re} Isère,

Germaine BLUM GAYET, (Héroïne du Vercors); DENTELLA
(Lieutenant-Marin - Vercors); Mme PUPIN (Veuve du
Fondateur du Maquis du Vercors), Louis CAMPOUROPOULOS
(Résistant Drôme I), Raymond ESPAGNAC (Résistant du
Vercors); Capitaine CHEVALLIER (Franc-tireur - 93).

Tous les moyens sont bons

Monsieur JEANNENEY a beaucoup de talent pour la propagande. Il sait se présenter à toutes les catégories de la population sous les aspects les plus plaisants pour chacune.

Etes-vous Protestant ? On vous fait dire aussitôt que c'est aussi le cas de M. JEANNENEY et que vous devez voter pour un coreligionnaire.

Etes-vous Israélite ? Vous recevez un tract (anonyme), expliquant que la seule manière de traduire vos aspirations, c'est de voter pour M. JEANNENEY. Qu'il y ait un certain mauvais goût à utiliser ainsi les communautés religieuses, M. JEANNENEY ne paraît pas s'en soucier. L'essentiel, c'est d'essayer de tromper quelques électeurs, de glaner quelques voix.

Etes-vous Franc-Comtois ? Alors, c'est une autre circulaire qui vous sera adressée dans laquelle M. JEANNENEY rappelle qu'il est maire et conseiller général à RIOZ (Haute-Saône). Il y précise qu'il y vit « longuement chaque année ». On voit mal comment il pourrait être, à la fois, député à GRENOBLE, conseiller général et maire, dans son département d'origine, et occasionnellement ministre à Paris. Mais, peu importe, là encore, il s'agit de faire quelques dupes de plus.

Etes-vous Patriote ? M. JEANNENEY prétend alors monopoliser le drapeau tricolore, oubliant que Pierre MENDES FRANCE fut un résistant et un combattant de la première heure — tandis que lui-même à cette époque...

Toute cette propagande
ne trompe finalement personne

les électeurs ne sont pas si naïfs

ILS VOTERONT POUR Pierre MENDES FRANCE

21 JUIN 1968

M. JEANNENEY,

**La situation hospitalière française est dramatique
par votre faute**

**Tandis que la France cache l'or dans ses caves
il n'y a pas d'argent pour l'équiper en structures hospitalières**

- Des hôpitaux sont faits de bâtiments préfabriqués dressés à la hâte.
- Dans d'autres, des étages entiers sont inoccupés des services ayant été évacués par manque de personnel.
- Les infirmiers sont parmi les travailleurs les plus mal payés. Ils sont surmenés et trop peu nombreux.

Un nouvel hôpital de 1.400 lits doit être édifié à La Tronche. Les études devaient permettre le début de cette construction dès 1967. Or l'affaire est toujours bloquée au Ministère des Affaires Sociales que vous venez de quitter.

Quant à la situation des hôpitaux psychiatriques de l'Isère, elle est DRAMATIQUE et RÉVOLTANTE.

Voilà le bilan de votre passage au gouvernement

Les électeurs grenoblois en tireront les conclusions qui s'imposent

et voteront pour

Pierre MENDES FRANCE et Guy NEVACHE

Signataires: MM. les Drs MARTIN, MANENT, JURKOVITZ,
KRIVINE, LEMONNIER, MOCH, GAUTRAY, LEGER, LENETON.

Quelle a été l'action de l'ex-ministre

des Affaires Sociales ?

(Conseiller général de la Haute-Savoie)

Qu'a-t-il fait pour vous ?

votez

PIERRE MENDES FRANCE

LV.

Imp. Blanchard-Roché - Grenoble

Quelle a été l'action de l'ex-ministre
des Affaires Sociales ?

(Conseiller général de la Haute-Savoie)

Qu'a-t-il fait pour vous ?

votez

PIERRE MENDES FRANCE

Imp. Blanchard-Roché - Grenoble

DE GAULLE a toujours raison
il a vidé Jeanneney

Faites comme lui

Association de soutien à Pierre MENDES FRANCE

M. Jean Marcel JEANNENEY

est Franc-Comtois

**Il est Maire de RIOZ
et Conseiller Général du Canton de RIOZ
dans la Haute-Saône**

**Pourquoi ne se présente-t-il pas aux
élections législatives dans ce Département ?**

**Que penseriez-vous de DUBEDOUT
s'il allait se présenter à la
députation à Vesoul ?**

~~~~~ S O Y E Z L O G I Q U E S ~~~~~

votez

Pierre MENDES FRANCE

et Guy NEVACHE

Association de soutien à Pierre MENDES FRANCE

**Si vous voulez que le département de la Haute-Saône
soit bien défendu**

votez pour Monsieur Jean-Marcel Jeanneney
Maire et conseiller général de Rioz (Haute-Saône)

*

**Si vous voulez que l'agglomération grenobloise
soit bien défendue**

votez pour

PIERRE MENDES FRANCE

Grenobloises

Grenoblois

A la patinoire le 28 juin !

Vous avez vu...

Les résultats d'une campagne de calomnies et de division menée par les amis de Jean-Marcel Jeanneney.

Tracts injurieux, barbouillage de vitrines, violences continuelles

Le 30 juin vous défendrez vos libertés

VOTEZ Pierre MENDES-FRANCE

la Patinoire de Grenoble

haut lieu des faits d'armes gaullistes

Les Grenoblois ont pu juger en 1967, lors du débat POMPIDOU - Pierre MENDES FRANCE, des méthodes gaullistes en matière d'organisation de réunions publiques préfabriquées. La violence avait régné; de nombreuses personnes avaient été blessées dont plusieurs gravement et c'est grâce au sang-froid des Grenoblois que le pire avait pu être évité.

Hier, nous avons vu le ridicule s'ajouter au désordre :

un président de séance débordé,
une sonorisation inexistante,
un interminable et pateux discours introductif de M. PAQUET,

créèrent un climat suffisamment agité pour que la soirée doive être interrompue.

Ainsi, après avoir odieusement tenté, depuis quatre semaines, de dresser les Français les uns contre les autres en deux blocs hostiles, le pouvoir gaulliste et son représentant à Grenoble ont voulu provoquer des incidents qu'ils espéraient pouvoir exploiter.

LES GRENOBLOIS disent NON à ces méthodes de HAINE et de DIVISION.

ILS se prononcent pour le DIALOGUE et la COMPREHENSION réciproques.

ILS VOTERONT

Pierre MENDES FRANCE

ANNEXE 9

M. le Président MENDES FRANCE a bien voulu nous recevoir très longuement et répondre à nos questions souvent indiscretes et parfois un peu agressives. Nous tenons à lui dire ici notre très vive gratitude pour l'intérêt qu'il a montré pour ce travail et sa patience jamais en défaut.

La réalisation de ce mémoire aurait été impossible sans la collaboration de certaines personnes qui ont accepté de nous donner tous les renseignements que nous leur avons demandés et de nous communiquer certains documents très utiles et parfois confidentiels. Nous voudrions remercier tout particulièrement :

Mme. B. de l'I.F.O.P.

MM. Jean-Claude BELLANGER

Pierre BEREGOVY

Richard DARTIGUES

Jacques FAVART

Jean-Pierre KIEJMAN

Paul MARTINET

Harris PUISAIS

David WEILL

Nous voudrions enfin exprimer notre reconnaissance à M. le Professeur MERLE qui a accepté de diriger ce travail.

BIBLIOGRAPHIE (1)

Textes écrits ou prononcés par Pierre MENDES FRANCE

1 . Ouvrages :

- Pour Préparer l'Avenir (Propositions pour une action) - Paris, Denoël, 1968, 128 p. (Des extraits de cet ouvrage ont été publiés dans Témoignage Chrétien (20.6.68) et Le Nouvel Observateur (23/30.6.68))
- La République Moderne - Paris, N.R.F., "Idées", 1962, 251 p.
1966, 311 p.
- Le Grand Débat, avec Michel DEBRÉ, Paris, Gauthier, 1966, 204 p.
- Rencontres de février 1959 avec Pietro NENNI et Aneurin BEVAN, Paris, Julliard, 1959, 188 p.
- Gouverner c'est choisir. I Discours d'Investiture et Réponse aux Interpellateurs - Paris, Julliard, 147 p.
II 7 mois, 17 jours - Paris, Julliard, 1955, 381 p.
III La Politique et la Vérité - Paris, Julliard, 1958, 356 p.

2 . Articles :

- " Conditions politiques de la planification " - Cahiers de la République, juin 1962.
- " Pas de démocratie sans démocratie locale " - Après-Demain, n° 91, février 1967.
- Editorial, "Préparer l'Avenir" - Tribune Socialiste, 16.2.67.
- " Société industrielle, politique économique et socialisme moderne "
I " La technostructure de J.K. Galbraith " (Le Monde, 29.10.68).
II " La planification et la liberté selon Claude Gruson " (Le Monde, 30.10.68).

(1) Cette bibliographie a été volontairement limitée au sujet de ce Mémoire. Pour des indications bibliographiques plus complètes sur la vie et les idées de Pierre MENDES FRANCE, v. PELLET (Alain) - Mémoire cité, et SALEM (Daniel), op.cit.

3 . Discours, Allocutions, Interviews :

Les déclarations faites par M. MENDES FRANCE les 19 et 29 mai 1968 sont reproduites en annexe de ce mémoire (pp. VIII - XI). V. aussi :

"La Crise de la Démocratie", Evreux, 23.7.1955 - Publications de la Fédération de l'Eure du Parti républicain radical et radical-socialiste.

Discours d'adhésion au P.S.A., 14.10.1959 - Cahiers de la République, n° 22, novembre-décembre 1959.

"Pourquoi le Colloque de Grenoble ? ", Rencontre Socialiste de Grenoble, 30 avril - 1^{er} mai 1966.

"L'enseignement et la recherche", discours au colloque de Caen, 11.11.1966 - Courrier de la République, n° 45, décembre 1966.

Controverse avec Georges POMPIDOU à Grenoble, 27.2.1967 (V. Le Monde, 1^{er}.3.1967).

Interviews de Pierre MENDES FRANCE dans Le Nouvel Observateur, 16.1.68 et 6.2.68.

"L'Ecole Nouvelle", Message au Colloque d'Amiens, 15.3.68 - Courrier de la République, n° 61, 30.3.68.

Déclaration à Europe n° 1 et R.T.L. après l'allocution du général de GAULLE le 24.5.68 (v. Le Monde 26-27.5.68 et Combat 25-26.5.68).

Débat avec Jean-Marcel JEANNENEY à Radio Monte-Carlo, 12.6.68 (v. Combat 14.6.68).

Pierre MENDES FRANCE répond aux questions des auditeurs, Europe n° 1, 20.6.68 (v. Le Monde 22.6.68).

Déclaration après la réunion contradictoire organisée par M. JEANNENEY à la patinoire de Grenoble le 28.6.68 (reproduite intégralement in L'Aurore 29-30.6.68).

"Les échéances qui approchent", discours prononcé à Grenoble le 23.4.69 - Courrier de la République, n° 70, mai.69.

"Pourquoi j'entre dans cette bataille ... " (Interview) - Le Nouvel Observateur, 19 - 25.5.69.

V. aussi les discours prononcés à la radio et à la télévision durant la campagne électorale de Gaston DEFFERRE en 1969, notamment :

- . à l'O.R.T.F. : 21.5.69 (T.V.), 23.5.69 (Radio), 27.5.69 (Radio), 27.5.69 (T.V.)
- . à Europe n° 1 : 28.6.69 - Pierre MENDES FRANCE répond aux questions de Georges ALTSCHULER, Georges LEROY et Philippe BAUCHARD.

Autres Auteurs

1 . Ouvrages :

a. Ouvrages généraux sur Pierre MENDES FRANCE (1) :

BARRILLON (Raymond) - La Gauche Française en Mouvement, Paris, Plon, 1967, 231 p.

CIVICUS - M. Mendès France et les Communistes, Paris, Ed. Pierre Amiot, 1957.

NANTET (Jacques) - Pierre Mendès France, Paris, Ed. du Centurion, "Hommes Présents", 1967, 269 p.

NICOLET (Claude) - Pierre Mendès France ou le métier de Cassandre, Paris, Julliard, 1959, 251 p.

PELLET (Alain) - Une Morale de la République (Pierre Mendès France et les Institutions Politiques), Mémoire préparé à l'I. E. P. de Paris sous la direction de M. Jean TOUCHARD, 1968, 246 ff.

PHILIP (André) - Les Socialistes, Paris, Le Seuil, "Politique", 1967, 256 p.

ROUANET (Pierre) - Mendès France au Pouvoir, Paris, Robert Laffont, 1965, 572 p.

SALEM (Daniel) - Pierre Mendès France et le Nouveau Socialisme, Travaux et Recherches de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, Série "Science Politique", n° 14, Paris, P.U.F., 1969, 160 p.

b. Récit sur les événements de mai 1968 (2) :

ALEXANDRE (Philippe) - L'Elysée en Péril (2- 30 mai 1968), Paris, Fayard, 1969, 338 p.

ANDRO (Philippe), DAUVERGNE (Alain), LAGOUTTE (Louis-Marie) - Le Mai de la Révolution, Paris, Julliard, 1968, 252 p.

BACKMANN (René) - V. RIOUX (Lucien).

CHARRIERE (Christian) - Le Printemps des Enragés, Paris, Fayard, 1968, 434 p.

(1) Ces ouvrages donnent une idée de l'action et des positions de M. Mendès France avant mai 1968.

(2) Ces ouvrages donnent des indications sur l'action de M. Mendès France durant cette période. ...

- DAUVERGNE (Alain) - v. ANDRO (Philippe).
- FERNIOT (Jean) - Mort d'une Révolution, Paris, Denoël, "Réflexions", 1968, 240 p.
- GENEVE (Pierre) - Histoire Secrète de l'insurrection de mai, Paris, les Presses Noires, "Les Grandes Affaires de ce temps", 1968, 320 p.
- LAGOUTTE (Louis-Marie) - v. ANDRO (Philippe).
- Mc.COUVILLE (Maureen) - v. SEALE (Patrick).
- PAILLAT (Claude) - Archives Secrètes 1968/69 ; les coulisses d'une année terrible, Paris, Denoël, 1969, 476 p.
- RIOUX (Lucien), BACKMANN (René) - 11 Mai 1968, L'Explosion de mai, Histoire Complète des évènements, Paris, R. Laffont, "Ce jour-là", 1969, 616 p.
- SEALE (Patrick), Mc COUVILLE (Maureen) - Drapeaux Rouges sur la France, Paris, Mercure de France, 1968, 256 p.
- TOURNOUX (Jean-Raymond) - Le mois de mai du Général, Paris, Plon, 1969, 528 p.
- TUBIANA (Raoul) - v. ALEXANDRE (Philippe).

c. Réflexions sur les évènements de mai (1) :

- ANDRIEU (René) - Les Communistes et la Révolution, Paris, Julliard, 1968, 318 p.
- ARON (Raymond) - La Révolution Introuvable, Paris, Fayard, "En toute Liberté", 1968, 192 p.
- BENSAÏD (Daniel), WEBER (Henri) - Mai 68 - Une Répétition Générale, Paris, F. Maspéro, Cahiers Libres 133, 1968, 232 p.
- BLOCH-MICHEL (Jean) - Une Révolution du XX^{ème} siècle, Paris, Robert Laffont, "Contestation", 1968, 127 p.
- Club Jean Moulin - Que Faire de la Révolution de mai ?, Paris, Le Seuil, Coll. "Jean Moulin", 1968, 96 p.
- COHN-BENDIT (Daniel) - v. SAUVAGEOT (Jacques).
- DUTEUIL (Jean-Pierre) - v. SAUVAGEOT (Jacques).

(1) Ces ouvrages constituent des éléments de comparaison utiles avec l'analyse que fait M. Mendès France de la crise de mai 1968 et permettent de mieux la comprendre.

- FONTAINE (André) - La Guerre Civile Froide, Paris, Fayard, "Les Grandes Etudes Contemporaines", 1969, 194 p.
- GEISMAR (Alain) - v. SAUVAGEOT (Jacques).
- GRIOTTERAY (Alain) - Des Barricades ou des Réformes ?, Paris, Fayard, 1968, 70 p.
- MARTINET (Gilles) - La Conquête des Pouvoirs, Paris, Le Seuil, 1968, 192 p.
- MITTERRAND (François) - Ma Part de Vérité, Paris, Fayard, "En Toute Liberté", 1969, 208 p.
- MOLLET (Guy) - Les chances du Socialisme (Réponses à la Société Industrielle), Paris, Fayard, "En Toute Liberté", 1968, 144 p.
- PHILIP (André) - Mai 68 et la foi démocratique, Paris, Aubier, 1968, 144 p.
- POPEREN (Jean) - Une Stratégie pour la Gauche, Paris, Fayard, "Le Monde sans Frontière", 1969, 162 p.
- SAUVAGEOT (Jacques), GEISMAR (Alain), COHN-BENDIT (Daniel), DUTEUIL (Jean-Pierre) - La Révolte Etudiante, Paris, Le Seuil, 130 p., 1968 (interviews réalisées par BOURGES (Hervé)).
- WEBER (Henri) - v. BENSÂÏD (Daniel).

2 . Articles :

L'Aurore

" La plus dure des batailles se joue à Grenoble où M. Mendès France est attaqué de tous côtés" (22-23.6.68).

Combat :

GLAYMAN (Claude) - "Grenoble : Quelques voix qui sauveront P.M.F." (28.6.68).

Courrier de la République

- n° 54, août 1967 "Formation professionnelle et Réforme de l'Enseignement"
- n° 63, mai-juin 1968 - "La Jeunesse et la Gauche"
- n° 65, nov.-déc. 1968 - "La loi d'orientation de l'Enseignement Supérieur"
- n° 66, janvier 1969, "Société Industrielle et Société de consommation"
- n° 68, mars 1969, "Les droits syndicaux dans l'entreprise"

Le Figaro

CUAU (Yves) - "Une semaine avec Pierre Mendès France" (19.6.68)
 MACAIGNE (Pierre) - "Comme des Potaches entre l'Ecrit et l'Oral", Pierre Mendès France et Jean-Marcel Jeanneney révisent leur arithmétique électorale.

The Financial Times

de JONQUIERES (Guy) - "Mendès France returns as a leader of the left" (30.5.68)

Journal de Genève

DABERNAT (René) - "L'ascension de M. Mendès France" (5.6.68)

Le Monde

VIANSSON-PONTÉ (Pierre) - "La Déclaration de M. Mitterrand" (29.5.68)
 BARRILLON (Raymond) - "Le Tandem de Demain" (30.5.68)
 - - - Commentaire de la Déclaration faite le 29 mai par M. Mendès France (31.5.68)
 LACOUTURE (Jean) - "Face à M. Jeanneney à Grenoble, M. Mendès France s'efforce de rejeter sur "l'autoritarisme gaulliste" la responsabilité du désordre" (14.6.68)
 - - - "Les Chances de M. Mendès France dépendent pour une grande part du rétablissement de la paix sociale" (15.6.68)
 VIANSSON-PONTÉ (Pierre) - "Les trois premiers essais sur les journées de mai 68" (22.6.68)
 LACOUTURE (Jean) - "Entre "P.M.F." et "J.M.J.", la bataille se jouera sur quelques centaines, peut-être quelques dizaines de voix" (29.6.68)

Le Nouvel Observateur

DANIEL (Jean) - "Mendès France" (30.5.68)
 ALIA (Josette) - "La Leçon de chose de P.M.F." (19.6.68)
 BACKMANN (René) - "Un Coup Bas" (3.7.68)
 HEBERT (Christian) - "Pourquoi Mendès France a quitté le P.S.U." (29.7.68)

Projet

BARSAC (Robert) - "Le Dilemme Politique" (n° 27, juill.-août 1968)

Réforme

FINET (Albert) - "La Fête", (8.6.68)

République Moderne n° 1 (articles anonymes)

" Pourquoi le Cercle République Moderne ? "

" Mendès France à Charléty ; Récupération ? "

Nous avons dépouillé entièrement les collections de quatre journaux parisiens parus entre le 11 mai et le 1^{er} juillet 1968 (Combat, Le Figaro, L'Humanité et Le Monde).

3 . Divers :

BURON (Robert) - Déclaration en faveur de P. Mendès France après les incidents de la patinoire de Grenoble, le 28.6.68 (reproduit in Le Figaro, 29-30.6.68)

DESCAMPS (Eugène) et JEANSON (André) - Conférence de presse du 29 mai 1968 (extraits in Le Monde, 31.5.68)

FABRE-LUCE (Alfred) - "Mendès France à l'Elysée", Libre Opinion, Le Monde, 29.5.68.

FAJON (Etienne) - Réponses aux auditeurs d'Europe n° 1 (10.6.68). (extraits in Le Monde, 12.6.68)

MARCHAIS (Georges) - Réponses aux auditeurs d'Europe n° 1 (7.5.69), (extraits in Le Monde, 9.5.69)

MITTERRAND (François) - Conférence de presse du 28 mai 1968 (reproduite in Le Monde, 29.5.68)

PHILIP (André) - "Révolte et reconversion", Point de Vue, Le Monde (9.10.6.68)

6ème Congrès du P.S.U. (Dijon, 14-15.3.69) v. surtout les interventions de MM. HEURGON, MARTINET, PUISAIS et ROCARD, reproduites en partie in Le Monde, 16-17.3.69.

Voir aussi les enquêtes d'opinion dont les résultats sont reproduits dans Sondages (1967, n° 4, "La vie politique de mai 1966 à décembre 1967" et 1968, n° 2, "La crise de mai 1968") ; ces sondages sont également reproduits en annexe de ce mémoire, pp. XIV, XVI et XXII.

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	p. 4
. <u>Méthodologie</u>	8
Délimitation du sujet	9
L'impossible rigueur scientifique	11
Méthodes utilisées	
. <u>Plan</u>	14
 Chapitre I - <u>L'ANALYSE</u>	 16
1. <u>Le déclenchement de la crise</u>	19
Le rôle de la jeunesse	19
La propagation de la révolte	23
2. <u>Le déroulement de la crise</u>	25
Crise, révolte ou révolution ?	25
Le couple "violence-répression"	27
Critique de la politique du pouvoir	28
3. <u>"Propositions pour une action"</u>	31
La reconstruction de l'Université	31
Les choix à effectuer	33
. Conclusion	37
 Chapitre II - <u>LA TACTIQUE</u>	 39
1. <u>La phase nationale</u>	41
A. L'ascension de "P.M.F."	41
Les premiers combats	41
Charléty	47
B. "Mendès au pouvoir"	50
Les appels	50
La journée du 29 mai	55
La querelle constitutionnelle	59
Epilogue - un "politicien au rancart"	62
2. <u>La phase grenobloise</u>	63
La situation dans la 2e circonscription de l'Isère	
au début de la campagne	64
Le premier tour	67
Le second tour	70
. Conclusion	75

Chapitre III - LA STRATEGIE

p. 76

1. <u>La stratégie mendésienne</u>	78
Un homme providentiel ?	78
Le rassembleur des gauches	83
2. <u>L'échec de la stratégie mendésienne</u>	86
A. L'incompréhension des formations politiques de gauche	87
La F.C.D.S.	87
Le Parti Communiste	88
Le P.S.U.	91
B. Les fluctuations de l'opinion publique	95
La sympathie distante du "mouvement"	95
La circonspection de l'opinion	98
. Conclusion	103

EPILOGUE - Mai 68 - Mai 69

104

Continuité et défaites	105
Cassandra ou l'homme des échecs ?	107

ANNEXES

	I
1. <u>Chronologie</u>	II
La phase nationale	II
La phase grenobloise	V
2. a) Communiqué publié par M. Mendès France le dimanche 19 mai 1968	VIII
b) Déclaration faite à la presse par M. Mendès France le mercredi 29 mai 1968	X
3. <u>Résultats des élections dans la 2e circonscription de l'Isère : mars 1967 ; juin 1968</u>	XII
4. <u>La popularité de M. Mendès France selon les sondages de l'I.F.O.P.</u>	XIV
a) Popularité de M. Mendès France au cours de l'année 1967	XIV
b) Popularité de quatorze hommes politiques français (dont M. Mendès France), en avril et en octobre 1968	XVII
c) L'opinion des Français sur M. Mendès France en avril et en octobre 1968	XX
d) Quatre hommes politiques devant l'opinion en mai 1968	XXII
5. <u>M. Mendès-France face à la presse (analyse quantitative sommaire effectuée dans quatre quotidiens parisiens)</u>	XXIV
a) Le Monde	XXV
b) L'Humanité	XXV
c) Le Figaro	XXVI
d) Combat	XXVI
e) Graphique d'ensemble	XXVII
6. <u>L'association de soutien à Pierre Mendès France</u>	XXVIII
7. <u>"Pour préparer l'avenir" (éléments pour une analyse de contenu)</u>	XXX
8. <u>Les tracts de la campagne électorale de M. Mendès France à Grenoble - juin 1968</u>	XXXIV
9. <u>Interviews et remerciements</u>	LXI
 <u>BIBLIOGRAPHIE</u>	 LXII
Textes de Pierre Mendès France	LXII
Autres auteurs	LXV
 <u>Table des matières</u>	 LXXI